



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi relative aux résultats de la gestion  
et portant approbation des comptes de l'année 2023

Budget général  
Mission ministérielle

## Médias, livre et industries culturelles



**2023**



## Note explicative

---

Cette annexe au projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2023 est prévue par l'article 54-4° de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Ce document présente et explique les réalisations effectives concernant l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les rapports annuels de performances des programmes qui lui sont associés. Les rapports annuels de performances rendent compte de l'exécution des engagements pris dans les projets annuels de performances accompagnant la loi de finances pour 2023, tant en termes d'exécution des crédits que de compte-rendu en matière de performance, d'activité des opérateurs de l'État.

**Cette annexe par mission récapitule les crédits consommés (y compris les fonds de concours et attributions de produits) et les emplois utilisés en 2023 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.**

La maquette budgétaire (Mission Programme Action Objectif Indicateur Opérateurs) est celle de la loi de finances pour 2023. Le cas échéant, les données relatives à l'exécution 2022 peuvent avoir été retraitées.

**Dans une première partie, le bilan de la programmation pluriannuelle, la récapitulation des crédits et des emplois ainsi que l'analyse des coûts sont présentés de façon synthétique au niveau de la mission.**

**Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :**

### **La présentation de la consommation effective et de la prévision initiale des crédits ainsi que le détail des charges et des dépenses fiscales :**

- les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). Les fonds de concours ouverts (FdC) et les attributions de produits (AdP) réalisées en 2023, ainsi que leurs évaluations initiales sont précisés ;
- les crédits 2022 ;
- les charges du programme, évaluées par action ;
- les dépenses fiscales rattachées au programme.

### **Le rapport annuel de performances qui regroupe :**

- le bilan stratégique du programme ;
- pour chaque objectif de performance, les résultats attendus et obtenus des indicateurs et une analyse de ces résultats ;
- la justification au premier euro des mouvements de crédits et des dépenses constatées. Elle rappelle le contenu physique et financier du programme, les déterminants de la dépense effective, ainsi que les raisons des écarts avec la prévision initiale. Un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement est aussi présenté ;
- une présentation des réalisations effectives des principaux opérateurs et des emplois effectivement rémunérés.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

**Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT)**. On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. À titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80 % correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.



# Sommaire

---

|  |           |
|--|-----------|
| <b>MISSION : Médias, livre et industries culturelles</b>                                   | <b>7</b>  |
| Bilan de la programmation pluriannuelle  | 8         |
| Récapitulation des crédits et des emplois  | 15        |
| <b>PROGRAMME 180 : Presse et médias</b>  | <b>19</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances  | 20        |
| Objectifs et indicateurs de performance  | 23        |
| 1 – Contribuer au développement de l'Agence France-Presse et à la qualité de sa gestion    | 23        |
| 2 – Veiller au maintien du pluralisme de la presse   | 24        |
| 3 – Améliorer le ciblage et l'efficacité des dispositifs d'aide                            | 25        |
| 4 – Soutenir les efforts des radios associatives dans leurs missions sociales de proximité | 27        |
| Présentation des crédits et des dépenses fiscales  | 29        |
| Justification au premier euro  | 35        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>  | 35        |
| <i>Justification par action</i>  | 39        |
| 01 – Relations financières avec l'AFP  | 39        |
| 02 – Aides à la presse   | 40        |
| 05 – Soutien aux médias de proximité   | 46        |
| 06 – Soutien à l'expression radiophonique locale   | 46        |
| 07 – Compagnie internationale de radio et télévision (CIRT)                                | 49        |
| Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État                     | 50        |
| <b>PROGRAMME 334 : Livre et industries culturelles</b>                                     | <b>51</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances  | 52        |
| Objectifs et indicateurs de performance  | 55        |
| 1 – Favoriser l'accès du public aux bibliothèques et le développement de la lecture        | 55        |
| 2 – Soutenir la création et la diffusion du livre  | 58        |
| Présentation des crédits et des dépenses fiscales  | 60        |
| Justification au premier euro  | 65        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>  | 65        |
| <i>Dépenses pluriannuelles</i>   | 67        |
| <i>Justification par action</i>  | 70        |
| 01 – Livre et lecture  | 70        |
| 02 – Industries culturelles  | 77        |
| Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État                     | 80        |
| Opérateurs   | 82        |
| BnF - Bibliothèque nationale de France   | 82        |
| BPI - Bibliothèque publique d'information  | 88        |
| CNM - Centre national de la musique  | 94        |
| CNL - Centre national du livre   | 100       |
| CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée                                       | 105       |
| Cinémathèque française   | 110       |



MISSION  
**Médias, livre et industries culturelles**

---

## Bilan de la programmation pluriannuelle

### BILAN STRATÉGIQUE DE LA MISSION

Parce qu'ils apportent une contribution essentielle à l'information des citoyens et à la diffusion des idées, elles-mêmes indispensables à l'émancipation des esprits et à la construction, pour chaque individu, d'une conscience politique libre et éclairée, la presse et les médias sous toutes leurs formes représentent plus que jamais des acteurs clés de notre vie démocratique. Leur vitalité, leur diversité, leur pluralisme et leur indépendance constituent dès lors, à l'évidence, des objectifs de politique publique à la fois légitimes et impérieux. De la même façon, le développement harmonieux d'une économie culturelle permettant, à la fois, l'épanouissement de la création et la plus large diffusion des œuvres de l'esprit dans toute leur diversité, traduit un enjeu politique et sociétal majeur, en ce qu'il conditionne l'accès de tous à la culture, à la connaissance et à de nouvelles sources d'inspiration, favorise l'émergence de représentations collectives créatrices de lien social, et contribue ainsi à cimenter le « vivre ensemble ».

Acteurs économiques exposés aux lois du marché, et en même temps porteurs d'enjeux d'intérêt général, les médias et les industries culturelles sont aujourd'hui confrontés à de nombreux défis. Dans un environnement de plus en plus concurrentiel et mondialisé, la révolution numérique, qui transforme les usages en matière d'accès aux informations et aux œuvres et de partage de celles-ci, bouleverse les chaînes de valeur. Dans ce contexte, les acteurs se doivent de réinventer leurs modèles de développement, tant sur les plans technique et éditorial que de leur stratégie commerciale ou de leurs modes de financement.

La mission « Médias, livre et industries culturelles » rassemble dans ce cadre les crédits que le ministère de la culture consacre, d'une part, à sa politique en faveur du développement et du pluralisme des médias hors audiovisuel public (programme 180 « Presse et médias ») et, d'autre part, à sa politique en faveur des secteurs du livre, de la lecture publique et de l'industrie musicale (programme 334 « Livre et industries culturelles ») avec, dans les deux cas, le souci constant de faire évoluer ses méthodes d'intervention, pour apporter les réponses les plus pertinentes et efficaces possibles aux besoins évolutifs des filières concernées.

Les données pour l'année 2023 relatives au chiffre d'affaires du secteur de la **presse** seront connues fin 2024. S'agissant de l'année 2022, celle-ci a été marquée par une légère diminution du chiffre d'affaires (en euros courants) pour le secteur de la presse, estimé à 5,9 milliards d'euros, soit une baisse de -0,8 % par rapport à 2021 dans un contexte de forte inflation par ailleurs. Les recettes issues des ventes au numéro et des abonnements diminuent respectivement de -1,1 % et -2,3 % par rapport à 2021 tandis que les recettes de publicité augmentent légèrement en 2022 avec une hausse de +1,5 % sur l'année.

Les objectifs de la mission concernant le secteur de la presse sont dans la continuité de ceux des années précédentes :

- soutenir le développement de la diffusion et de la distribution de la presse écrite et tout en ligne ;
- conforter les conditions de son pluralisme et de sa diversité ;
- favoriser sa modernisation, l'innovation et l'accompagnement des nouveaux usages.

Présentes également sur tout le territoire, au plus près des populations, les **radios associatives** constituent, depuis la libéralisation des ondes au début des années 1980, un acteur essentiel du paysage médiatique français, qui là encore contribue de manière décisive à l'expression du pluralisme et à la cohésion sociale. Le fonds de soutien à l'expression radiophonique locale (FSER) a vu ses moyens renforcés pour la troisième année consécutive en 2023, dans un contexte d'augmentation constante du nombre de radios éligibles autorisées à émettre par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, non seulement en FM mais aussi, désormais, en DAB+. La dotation du dispositif a ainsi été portée à 34,8 M€ en 2023 (+1,7 M€).

Face au succès des deux premières éditions, l'État a lancé en 2023 un troisième appel à projets destiné aux autrices et auteurs de **podcasts** et de créations radiophoniques. Ce dispositif expérimental vise à accompagner les auteurs dans l'écriture ou la réécriture d'œuvres sonores originales, qu'il s'agisse de fictions, de documentaires ou de formats hybrides innovants. L'objectif de cette aide est de favoriser la diversité et la qualité éditoriale en suscitant de nouveaux projets et d'améliorer la rémunération et la professionnalisation des auteurs. Un bilan de cette aide sera réalisé en 2024. Les crédits consacrés à ce dispositif n'ont pas été reconduits par la loi de finances initiale pour 2024.

S'agissant **du livre et de la lecture**, la politique de l'État a pour objectif fondamental de soutenir le développement et la diversité de la création littéraire et de promouvoir la diffusion la plus large possible du livre et des pratiques de lecture. La régulation de l'économie du livre et les interventions en faveur du secteur ont ainsi pour ambition, dans un environnement évolutif, de préserver la diversité et la qualité de la création en maintenant les équilibres vertueux qui prévalent entre les différents acteurs de la filière, une attention renforcée étant portée au réseau des librairies indépendantes. Le développement de la lecture sur tout le territoire et en faveur de tous les publics, en particulier dans les territoires insuffisamment couverts, est également l'une des priorités du ministère de la culture, de même que l'adaptation de la Bibliothèque nationale de France (BnF) à un environnement en mutation et la valorisation du patrimoine des bibliothèques territoriales, qui constituent des enjeux de long terme. Enfin, l'accompagnement des projets de développement numérique, portés aussi bien par les acteurs de la création (éditeurs) et de la diffusion (libraires) que par les institutions patrimoniales, reste un des axes forts de la politique ministérielle en faveur du livre et de ses usages.

Les politiques en faveur des **industries culturelles** visent quant à elles à promouvoir la diversité et le renouvellement de la création dans un contexte toujours fortement marqué par la mutation numérique et le transfert de la valeur.

Dans le secteur de la **musique enregistrée**, la politique de l'État a été renforcée avec la création d'un nouvel opérateur au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le Centre national de la musique (CNM), institué par la loi n° 2019-1100 du 30 octobre 2019. Conçu comme une « maison commune de la musique », il s'adresse aux différentes composantes de la filière musicale (production et diffusion de spectacle vivant, création, édition, production phonographique, etc.). Les trois premières années d'existence du CNM, marquées par une crise sanitaire qui a touché de plein fouet l'ensemble de la filière musicale, ont permis à l'établissement de démontrer la pertinence de son action et le caractère structurant de ses interventions, mais également la réussite d'un mode de gouvernance associant les professionnels dans une logique de concertation permanente. L'année 2023 a quant à elle été marquée par la structuration du schéma de financement du CNM à travers la création (inscrite en loi de finances initiale pour 2024) d'une nouvelle contribution des services de diffusion de musique en ligne, dans la droite ligne des propositions formulées par le sénateur Julien Bargeton dans son rapport remis à la Première ministre en avril 2023. Cette taxe vise, d'une part, les services par abonnement sur leurs volets payant et gratuit (Spotify, Deezer, Apple Music, Amazon Music) et, d'autre part, les plateformes de partage de vidéos ou créant une communauté d'intérêts sur lesquelles la musique occupe une place essentielle (Youtube, Tiktok, ainsi que les services de Meta).

Enfin, en 2023, le ministère de la Culture a conforté **le soutien en direction de l'entrepreneuriat culturel [1]**, pour favoriser non seulement la professionnalisation et la structuration des entreprises existantes, mais également la formation et l'insertion professionnelle des jeunes (étudiants ou jeunes diplômés) désireux d'entreprendre dans ces secteurs.

[1] Les actions en faveur de l'entrepreneuriat culturel, financées en 2023, pour l'essentiel, sur les crédits du programme 361 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » de la mission « Culture », voient leurs moyens transférés sur le programme 334 dans le cadre de la LFI 2024.

## BILAN DES RÉFORMES

Le **programme 180 « Presse et médias »** regroupe l'ensemble des moyens budgétaires permettant de soutenir la presse et les médias dans toute leur diversité d'expression (hors audiovisuel public) à travers 5 actions : les relations financières entre l'État et l'Agence France-Presse (action 1), les aides directes à la presse écrite (action 2), le soutien aux médias de proximité (action 5), le soutien à l'expression radiophonique locale (action 6) et les crédits alloués à la Compagnie internationale de radio et télévision (action 7).

En 2023, les crédits disponibles du programme 180 affichent un taux d'exécution de 97 % en CP, soit une consommation bien supérieure à celle de 2022, en raison notamment de la réforme des aides au transport de la presse (dite « Giannesini ») et de la mise en œuvre d'une aide exceptionnelle en soutien aux éditeurs confrontés à une forte hausse du prix du papier dans un contexte inflationniste.

Dans un contexte de crise pérenne du marché des médias, l'État a poursuivi son soutien à l'Agence France-Presse (AFP). Ce soutien s'inscrit dans la continuité du plan de transformation présenté en 2018 par l'Agence pour assurer la soutenabilité de son modèle économique. Ce plan s'est concrétisé à travers le contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2019-2023. **Le conseil d'administration de l'agence a adopté en décembre 2023 un nouveau contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2024-2028.** Figurant parmi les trois premières agences de presse mondiales, l'AFP représente à la fois un vecteur du rayonnement international de la France et un rempart contre la désinformation, son indépendance et son expertise reconnues apportant le gage d'une information certifiée et de qualité. En signant un accord historique avec Google en 2021, l'AFP se positionne en outre comme un acteur pionnier en matière de défense de la rémunération des droits voisins.

Les aides à la diffusion des titres aux abonnés ont fait l'objet en 2023 d'une réforme majeure répondant à un enjeu démocratique d'accès à la presse sur l'ensemble du territoire, dans un contexte d'attrition des volumes de presse postés. La réforme, formalisée par le protocole d'accord a été signé le 14 février 2022 entre l'État, La Poste, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ARCEP) et les représentants du secteur de la presse, prévoit la création d'une aide unique à l'exemplaire comportant deux barèmes, selon que l'exemplaire est porté ou posté, en lieu et place du système précédant comprenant des tarifs postaux privilégiés pour la presse d'information politique générale (IPG) et une aide au portage. L'objectif est ainsi de parvenir à un juste équilibre entre le portage, qui est le mode de diffusion ayant vocation à être privilégié et développé, et le postage, qui demeure indispensable dans les zones peu denses. L'aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés ou portés a été instituée par le décret n° 2023-132 du 24 février 2023 à la suite de l'autorisation de la Commission européenne.

Enfin, dans le but de soutenir le secteur de la presse écrite face à l'inflation, le décret n° 2023-331 du 3 mai 2023 a institué une aide exceptionnelle dotée de 30 M€ visant à compenser la hausse de certains coûts de production des publications imprimées des entreprises éditrices de presse particulièrement affectées par les conséquences économiques et financières de la guerre en Ukraine.

Le programme 334 « Livre et industries culturelles » rassemble les crédits consacrés, d'une part, à la politique de l'État en faveur du livre et de la lecture (action 1) et, d'autre part, aux priorités du ministère de la culture en matière d'industries culturelles, et plus spécialement en direction du secteur de la musique enregistrée (action 2).

Pour les bibliothèques, l'année 2023 a vu la poursuite de la reprise d'activité amorcée en 2021. Alors que la fréquentation était revenue, à la fin 2022, à 80-85 % de celle enregistrée en 2019, la baisse précédemment constatée et causée par la crise sanitaire est aujourd'hui effacée, même si ce constat global masque des disparités selon les types d'établissement. Pour accompagner ce retour vers les médiathèques, le ministère de la Culture s'est employé à leur donner davantage de notoriété, grâce à une campagne nationale de communication à l'automne 2023 : « Ma bibliothèque : le monde à portée de main », et en les incitant à proposer leur offre culturelle sur le Pass Culture.

Néanmoins, cette appréciation positive ne saurait dissimuler un sujet d'inquiétude qui réside dans les contraintes financières pesant sur les collectivités territoriales, confrontées à l'inflation et à une baisse de certaines de leurs recettes. En témoigne le ralentissement de la dynamique de la politique d'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques. Si l'objectif de 500 opérations aidées par l'État à la fin de la première mandature a été dépassé, le nombre de nouveaux projets décroît chaque année : de 81 opérations lancées en 2021, nous sommes passés à une soixantaine en 2022 et à une quarantaine en 2023. Le ministère de la culture a donc décidé de donner un nouveau souffle à son soutien aux collectivités territoriales en engageant en 2024 la stratégie « Lecture et territoires ».

La relance des extensions d'ouverture, les territoires prioritaires (au premier chef, la ruralité) et la jeunesse en constituent les axes principaux. Les acquis sont solides : la politique contractuelle entre l'État et les collectivités demeure dynamique, avec 240 contrats territoire lecture (CTL) signés avec le bloc communal, qui favorisent une mutualisation au niveau intercommunal, et 64 contrats départementaux lecture (CDL), qui visent à soutenir

l'accroissement de l'offre de services des bibliothèques départementales au bénéfice des bibliothèques rurales. La priorité politique donnée à la ruralité conduit à mettre l'accent sur le renforcement des CDL, avec pour objectif, d'ici à la fin de la seconde mandature, de contractualiser avec tous les départements. Une attention particulière sera aussi apportée au développement de la lecture dans les territoires ultra-marins et au renforcement de l'offre de services de médiathèques en quartiers politique de la ville (QPV). S'agissant de l'éducation artistique et culturelle (EAC), la dynamique reposera là aussi sur deux dispositifs qui ont fait leur preuve, pour sensibiliser au livre les tout-petits et les familles éloignées de la lecture. On dénombre, fin 2023, 71 opérations « Premières pages », dont 60 avec des départements, et 207 opérations « Des livres à soi » (initiative du Centre de promotion de la littérature de jeunesse soutenue par le ministère de la culture). La nouveauté tiendra au lancement en 2024 d'un dispositif expérimental « Lecture loisir », pour soutenir des initiatives visant à développer la lecture dans les accueils péri et extra-scolaires et à mieux former les animateurs à ces enjeux.

Si l'éducation artistique et culturelle (EAC) est au cœur du développement de la lecture, deux autres champs sont explorés. Les actions du Centre national du livre (CNL) s'adressent aux publics éloignés de la lecture (par exemple, en prison) et visent à renforcer la présence des auteurs dans la Cité. Par ailleurs, le Gouvernement met en œuvre le plan visant à faciliter l'accès à la lecture des personnes handicapées, avec deux mesures : la création d'un portail national de l'édition accessible et adaptée, confiée à la Bibliothèque nationale de France (BnF) et qui ouvrira en 2026, et le développement d'un plan de production de documents adaptés, piloté par l'Institut national des jeunes aveugles (INJA).

Le chantier de la formation des professionnels des bibliothèques territoriales se poursuit sur la base d'une feuille de route conçue en 2021 avec les partenaires (associations d'élus, associations professionnelles, organismes de formation). Après la publication en 2022 d'un « Référentiel national de compétences en bibliothèque territoriale » et, en partenariat avec le CNFPT, de « Chiffres-clés sur les personnels des bibliothèques territoriales et leur pratique de la formation », l'année 2023 a été consacrée à trois chantiers : l'élaboration de deux nouveaux outils de communication pour favoriser l'attractivité des métiers des bibliothèques (parution en février 2024) ; la préparation de la rénovation des statuts d'emplois de la fonction publique territoriale, pour les adapter à la transformation des bibliothèques ; le développement dans chaque région d'une offre de formation régionalisée.

La rénovation de la **Bibliothèque publique d'information (Bpi)** est désormais intégrée au projet, technique et culturel, du Centre Pompidou, qui devrait rouvrir en 2030. Le programme architectural prévoit un renforcement de l'articulation de la Bpi avec le Centre. Par ailleurs, la Bpi a commencé, en 2023, la préparation de son déménagement vers le site qui l'accueillera dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, durant la fermeture du Centre pour travaux (2025-2030). Cette solution transitoire permettra de maintenir une offre de lecture de qualité au public francilien et parisien, notamment aux étudiants (qui représentent plus des deux-tiers du public de la Bpi), en particulier à des moments (en soirée, le dimanche, durant les vacances) où la Bpi est l'une des rares bibliothèques ouvertes.

Après la réouverture en septembre 2022 du quadrilatère Richelieu de la **Bibliothèque nationale de France (BnF)**, l'année 2023 a marqué sa première année complète de fonctionnement. Le site entièrement rénové a rencontré son public, au-delà des estimations, comme le montrent les chiffres de sa fréquentation : 614 601 visiteurs en 2023 (contre en 253 261 en 2022 et 151 000 en 2021). Le projet de futur centre de conservation de la BnF à Amiens, qui accueillera, à l'ouverture en 2029, son conservatoire national de la presse, a vu en 2023 la tenue du concours d'architecture. Deux chantiers d'importance vont par ailleurs mobiliser la BnF dans les prochaines années : la mise en œuvre du dépôt légal numérique (avec l'élaboration d'un décret, décalée à 2024) et la numérisation de la presse ancienne (1850-1945), menacée de disparition du fait de la mauvaise qualité du papier industriel utilisé sur cette période.

Enfin, l'année 2023 a vu des avancées majeures pour la future **Maison du dessin de presse**, projet piloté par le ministère de la Culture : sur la base des programmes scientifique, puis architectural, validés au premier semestre 2023, l'OPPIC a pu organiser, au second semestre, la procédure négociée visant à choisir l'architecte du projet. Le dépôt du projet de permis de construire et la finalisation de l'accord entre l'État et la Ville de Paris sur le futur bail marqueront, au 1<sup>er</sup> semestre 2024, des étapes déterminantes dans un calendrier prévisionnel, fixant en 2026 l'ouverture.

Le ministère de la culture a par ailleurs poursuivi son **action en faveur des différents acteurs de la chaîne du livre**, qui s'appuie traditionnellement, à la fois sur des interventions directes, sur des mesures de régulation et sur des études intéressant le secteur du livre :

- concernant les interventions directes :

- « Jeunes en librairie », piloté par les services déconcentrés, a connu une nouvelle étape de sa généralisation dans la plupart des régions françaises durant l'année scolaire 2022-2023, grâce au financement de France Relance, dans le cadre du programme européen NextGenerationEU, dont l'imputation relève du programme 363 de la mission « Compétitivité » ;
- le protocole de rémunération des dédicaces des auteurs de BD dans les festivals a été étendu en 2023 à de nouveaux festivals de BD ;
- afin de mieux soutenir le rayonnement du livre français dans le monde, le ministère de la Culture et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ont initié une concertation fin 2023 qui se déroulera en 2024 ;

- concernant la régulation :

- de nouveaux textes d'application de la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs ont été publiés en 2023 : l'arrêté du 4 avril 2023 relatif au montant minimal de tarification du service de livraison du livre, entré en vigueur en octobre 2023 ; le décret n° 2023-497 du 22 juin 2023 relatif aux modalités de communication au public du prix des offres de livres neufs et de livres d'occasion ;
- le ministère de la Culture a animé en 2023 de nouvelles discussions entre auteurs et éditeurs concernant le contrat d'édition, dans la continuité de l'accord signé en décembre 2022 ;
- les travaux de transposition de la directive 2019/882 du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services, qui concerne les livres numériques, ont abouti pour ce secteur à l'adoption d'un nouvel article 48 dans la loi « handicap » du 11 février 2005, introduit par la loi n° 2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture, suivie de la publication du décret n° 2023-778 du 14 août 2023 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des livres numériques et logiciels nécessaires à leur utilisation et de l'arrêté du 14 août 2023 relatif aux exigences d'accessibilité applicables aux livres numériques et logiciels spécialisés ;

- deux études ont été réalisées en 2023 et feront l'objet de restitution en 2024 : elles portent respectivement sur la situation des maisons d'édition de petite et moyenne dimension et sur le marché du livre d'occasion, en partenariat avec la SOFIA.

Sur le champ du soutien au secteur de la **musique enregistrée**, la création du Centre national de la musique (CNM) a permis de regrouper et renforcer de nombreux leviers d'action publique en matière musicale jusqu'alors dispersés entre différentes structures. L'établissement reprend également des dispositifs anciennement opérés par la DGMIC, tels que l'aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique enregistrée, ainsi que la gestion des deux crédits d'impôt bénéficiant à la production phonographique et au spectacle vivant. Un troisième crédit d'impôt créé en 2022 au bénéfice des éditeurs de musique, et dont l'instruction est également confiée au CNM, complète cet arsenal.

Les trois premières années d'existence du Centre national de la musique (CNM), créé le 1er janvier 2020, ont été marquées par une extrême mobilisation visant à la mise en œuvre des mesures de secours et de soutien à l'ensemble des structures de la filière musicale, très impactée par le contexte sanitaire. En 2023, des reports et reliquats lui ont permis d'opérer un budget d'intervention de l'ordre de 65 M€, traduisant une forte évolution des besoins de la filière entre la création de l'établissement et l'après-crise. Cette évolution a justifié la conduite d'un rapport parlementaire sur le financement de l'établissement et plus globalement du soutien à la filière, et l'introduction en loi de finances pour 2024 d'une nouvelle ressource fiscale affectée au CNM.

## OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRÉSENTATIFS DE LA MISSION

### OBJECTIF 1 : Veiller au maintien du pluralisme de la presse (P180)

#### Indicateur 1.1 : Diffusion de la presse (P180)

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité                | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte de<br>la cible | 2024<br>Cible |
|---|----------------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Diffusion de la presse écrite d'IPG nationale et locale (quotidiens payants et gratuits et magazines hebdomadaires) | base 100 en 2007     | 63,3                | 60,7                | 59,9          | 55,3                | absence amélioration    | 53,4          |
| Nombre total de visites des sites d'actualité / information généraliste   | Nombre (en milliard) | 23                  | 24,2                | 26            | 27,9                | cible atteinte          | 24            |

#### ANALYSE DES RÉSULTATS

**S'agissant du secteur de la presse**, la stratégie de l'État poursuit notamment l'objectif fondamental de veiller au maintien du pluralisme de la presse. Cet objectif se mesure à travers un indicateur double, évaluant la diffusion de la presse écrite d'information politique et générale (IPG), et la fréquentation numérique des sites d'actualité.

Concernant l'évolution de la diffusion de la presse IPG, une stabilisation est observée entre 2020 et 2021, puis une baisse à partir de 2022 (-4 % entre 2021 et 2022) qui s'est poursuivie en 2023 (-4,8 % par rapport à 2022). En 2023, la baisse de la diffusion de la presse gratuite d'information a ralenti par rapport aux années précédentes, (-6,9 % en 2023). La diffusion de la presse IPG payante diminue quant à elle de -4,7 % en 2023 : c'est la baisse la plus importante sur ces cinq dernières années.

L'évolution du nombre de visites des sites d'actualité ou d'information généraliste a connu ces dernières années une progression croissante de la fréquentation des services de presse en ligne avec une très forte hausse en 2020 liée au contexte sanitaire. La baisse enregistrée en 2021 (-8,2 %) du total de visites des sites d'actualité et d'information généraliste n'a duré qu'une année, puisque la fréquentation est repartie à la hausse en 2022 avec une augmentation de +6,1 % entre 2021 et 2022. En 2023, le nombre de visites continue d'augmenter et se rapproche du niveau élevé de visites observé en 2020 (aux alentours de 25 milliards de visites).

### OBJECTIF 2 : Favoriser l'accès du public aux bibliothèques et le développement de la lecture (P334)

#### Indicateur 2.1 : Fréquentation des bibliothèques (P334)

(du point de vue du citoyen)

|                           | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte de<br>la cible | 2024<br>Cible |
|---------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| BnF (salles de lecture)   | Nb    | 379 495             | 784 930             | 860 000       | 1 111 003           | cible atteinte          | 960 000       |
| Bpi                       | Nb    | 666 458             | 1 081 812           | 1 100 000     | 1 176 739           | cible atteinte          | 1 200 000     |
| Bibliothèques municipales | Nb    | 11 218 848          | 11 408 515          | 10 000 000    | 12 600 000          | cible atteinte          | 12 500 000    |

## ANALYSE DES RÉSULTATS

**S'agissant du livre et de la lecture**, la stratégie de l'État poursuit deux objectifs essentiels : favoriser le développement de la lecture, notamment à travers l'accès du public aux bibliothèques, d'une part ; soutenir la création et la diffusion du livre, d'autre part. Traduisant le soutien à la lecture publique, l'indicateur retraçant la fréquentation des bibliothèques mesure la fréquentation physique des deux grandes bibliothèques nationales (BnF et Bpi) et le nombre de visiteurs dans les bibliothèques municipales.

L'année 2023 a globalement permis le retour à la fréquentation d'avant crise sanitaire. Cette appréciation globale masque des situations disparates selon les bibliothèques : certaines ont dépassé les flux observés en 2019, d'autres n'y sont pas encore parvenues, notamment des bibliothèques d'étude.

Avec les 1 176 739 entrées, la Bpi a retrouvé 89 % de la fréquentation globale enregistrée en 2019, avant la crise sanitaire, soit un niveau comparable aux bibliothèques universitaires, étant entendu que les grèves des personnels du Centre Pompidou à la fin de l'année 2023 ont eu pour conséquence de réduire le nombre de jours d'ouverture de la Bpi.

L'année 2023 a marqué à plusieurs titres une évolution historique pour la BnF avec plusieurs succès incontestables à son actif : ses salles de lecture ont accueilli plus de 1 100 000 entrées, soit 42 % de plus qu'en 2022 et presque autant que la Bpi (1 125 000 entrées dans les salles de lecture). Ce succès tient beaucoup à la salle de lecture grand public du site Richelieu, à l'accès gratuit, tandis que le pass Culture a permis à beaucoup de jeunes de découvrir le Haut-de-jardin sur le site de Tolbiac. S'est donc accentuée une transformation majeure du lectorat : le grand public représente désormais 77 % de la fréquentation, contre 23 % pour les chercheurs. Dans le même temps, la BnF a enregistré 19,7 millions de visites pour Gallica, là aussi un niveau historique pour sa bibliothèque numérique.

## Récapitulation des crédits et des emplois

### RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ET DES EMPLOIS PAR PROGRAMME

#### Avertissement

La colonne « ETPT » est renseignée de la façon suivante :

- la prévision en emplois du programme correspond au total indicatif des ETPT par programme figurant dans le PAP 2023 et des transferts d'ETPT prévus en gestion ;
- l'exécution en emplois du programme correspond à la consommation des ETPT du programme pour l'année 2023 sur le périmètre de gestion du ministère (c'est-à-dire après transferts de gestion éventuels).

| Programme<br>Crédits                              | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | ETPT * |
|---|-------------------------------|------------------------|--------|
| <b>180 – Presse et médias</b>                     |                               |                        |        |
| Prévision   | 412 380 759                   | 403 132 059            |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>           | 372 049 399                   | 371 009 279            |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i> | 40 331 360                    | 32 122 780             |        |
| Exécution   | 398 849 427                   | 390 378 530            |        |
| <b>334 – Livre et industries culturelles</b>      |                               |                        |        |
| Prévision   | 333 837 607                   | 336 824 551            |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>           | 330 337 709                   | 333 851 042            |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i> | 3 499 898                     | 2 973 509              |        |
| Exécution   | 332 805 663                   | 335 268 701            |        |
| <b>Total Prévision</b>                            | <b>746 218 366</b>            | <b>739 956 610</b>     |        |
| <b>Total Exécution</b>                            | <b>731 655 090</b>            | <b>725 647 232</b>     |        |

\* Répartition indicative par programme du plafond ministériel d'emplois

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

| Numéro et intitulé du programme ou de l'action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement |                            | Crédits de paiement        |                            |
|---|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | 2022                       | 2023                       | 2022                       | 2023                       |
| 180 – Presse et médias  | 350 759 363<br>274 970 484 | 372 049 399<br>398 849 427 | 350 759 363<br>290 475 732 | 371 009 279<br>390 378 530 |
| 01 – Relations financières avec l'AFP   | 134 976 239<br>134 981 640 | 134 976 239<br>134 976 239 | 134 976 239<br>134 981 639 | 134 976 239<br>134 976 239 |
| 02 – Aides à la presse  | 179 186 325<br>102 747 551 | 197 542 361<br>225 167 576 | 179 186 325<br>118 253 559 | 196 502 241<br>216 743 439 |
| 05 – Soutien aux médias de proximité  | 1 831 660<br>1 805 643     | 1 831 660<br>1 893 600     | 1 831 660<br>1 805 643     | 1 831 660<br>1 893 600     |
| 06 – Soutien à l'expression radiophonique locale  | 33 098 639<br>33 769 151   | 36 032 639<br>35 145 512   | 33 098 639<br>33 768 391   | 36 032 639<br>35 098 752   |
| 07 – Compagnie internationale de radio et télévision (CIRT)   | 1 666 500<br>1 666 500     |
| 334 – Livre et industries culturelles   | 347 413 280<br>352 500 983 | 330 337 709<br>332 805 663 | 324 388 626<br>335 427 129 | 333 851 042<br>335 268 701 |
| 01 – Livre et lecture   | 319 710 694<br>321 712 848 | 300 673 721<br>305 314 693 | 296 686 040<br>304 538 468 | 304 187 054<br>307 508 101 |
| 02 – Industries culturelles   | 27 702 586<br>30 788 136   | 29 663 988<br>27 490 970   | 27 702 586<br>30 888 661   | 29 663 988<br>27 760 601   |

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

| Numéro et intitulé du programme ou du titre<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement               |  | Crédits de paiement                      |  |
|--|--|--|--|--|
|  | 2022                                     | 2023                                     | 2022                                     | 2023                                     |
| 180 – Presse et médias   | 350 759 363<br>274 970 484               | 372 049 399<br>398 849 427               | 350 759 363<br>290 475 732               | 371 009 279<br>390 378 530               |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement  | 21 782 374<br>22 074 633                 | 21 782 374<br>22 907 277                 | 21 782 374<br>22 170 226                 | 21 782 374<br>22 585 731                 |
| Titre 6. Dépenses d'intervention   | 328 976 989<br>252 895 852               | 350 267 025<br>375 942 149               | 328 976 989<br>268 305 506               | 349 226 905<br>367 792 799               |
| 334 – Livre et industries culturelles  | 347 413 280<br>352 500 983               | 330 337 709<br>332 805 663               | 324 388 626<br>335 427 129               | 333 851 042<br>335 268 701               |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement  | 263 682 995<br>299 360 018               | 271 983 984<br>280 018 457               | 263 682 995<br>270 025 925               | 271 983 984<br>281 808 445               |
| Titre 5. Dépenses d'investissement   | 0<br>3 170 000                           | 30 829 035<br>1 690 000                  | 0<br>9 265 000                           | 36 652 368<br>400 000                    |
| Titre 6. Dépenses d'intervention   | 20 064 690<br>21 524 180                 | 27 524 690<br>18 729 622                 | 20 064 690<br>21 626 685                 | 25 214 690<br>19 002 673                 |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières   | 63 665 595<br>28 446 785                 | 0<br>32 367 584                          | 40 640 941<br>34 509 518                 | 0<br>34 057 584                          |
| <b>Total</b>   | <b>698 172 643</b><br><b>627 471 468</b> | <b>702 387 108</b><br><b>731 655 090</b> | <b>675 147 989</b><br><b>625 902 861</b> | <b>704 860 321</b><br><b>725 647 232</b> |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement  | 285 465 369<br>321 434 651               | 293 766 358<br>302 925 735               | 285 465 369<br>292 196 152               | 293 766 358<br>304 394 175               |
| Titre 5. Dépenses d'investissement   | 0<br>3 170 000                           | 30 829 035<br>1 690 000                  | 0<br>9 265 000                           | 36 652 368<br>400 000                    |
| Titre 6. Dépenses d'intervention   | 349 041 679<br>274 420 032               | 377 791 715<br>394 671 771               | 349 041 679<br>289 932 191               | 374 441 595<br>386 795 472               |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières   | 63 665 595<br>28 446 785                 | 0<br>32 367 584                          | 40 640 941<br>34 509 518                 | 0<br>34 057 584                          |



PROGRAMME 180  
**Presse et médias**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

**Florence PHILBERT**

*Directrice générale des médias et des industries culturelles*

Responsable du programme n° 180 : Presse et médias

Le programme 180 regroupe l'ensemble des moyens budgétaires permettant de soutenir la presse et les médias dans toute leur diversité d'expression (hors audiovisuel public) à travers 5 actions : les relations financières entre l'État et l'Agence France-Presse (action 1), les aides directes à la presse écrite (action 2), le soutien aux médias de proximité (action 5), le soutien à l'expression radiophonique locale (action 6) et les crédits alloués à la Compagnie internationale de radio et télévision (action 7).

La politique publique mise en œuvre en 2023 dans ce cadre est celle **du soutien public aux secteurs de la presse et des médias, dans un contexte de fragilité persistante des acteurs.**

Les données pour l'année 2023 relatives au chiffre d'affaires du secteur de la presse seront connues fin 2024. S'agissant de l'année 2022, celle-ci a été marquée par une légère diminution du chiffre d'affaires (en euros courants) pour le secteur de la presse : celui-ci est estimé à 5,9 milliards d'euros, soit une baisse de -0,8 % par rapport à 2021 dans un contexte de forte inflation par ailleurs. Les recettes issues des ventes au numéro et des abonnements diminuent respectivement de -1,1 % et -2,3 % par rapport à 2021 tandis que les recettes de publicité augmentent légèrement en 2022 avec une hausse de +1,5 % sur l'année.

Les objectifs du programme 180 concernant le secteur de la presse s'inscrivent dans la continuité de ceux des années précédentes :

- soutenir le développement de la diffusion et de la distribution de la presse écrite, qu'elle soit imprimée ou tout en ligne ;
- conforter les conditions de son pluralisme et de sa diversité, notamment pour la presse d'information politique et générale (IPG) conformément à l'objectif de valeur constitutionnelle de pluralisme des courants de pensée et d'opinion ;
- favoriser sa modernisation et sa transition numérique et écologique, ainsi que l'innovation et l'accompagnement des nouveaux usages.

En 2023, les crédits du programme 180 affichent une exécution de 399 M€ en AE et 390 M€ en CP.

Dans un contexte de crise pérenne du marché des médias, **l'État a poursuivi son soutien à l'Agence France-Presse (AFP) pour assurer la soutenabilité de son modèle économique. Le conseil d'administration de l'Agence a adopté en décembre 2023 un nouveau contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2024-2028.** Se classant parmi les trois grandes agences de presse mondiales, l'AFP représente à la fois un vecteur du rayonnement international de la France et un rempart contre la désinformation, son indépendance et son expertise reconnues apportant le gage d'une information certifiée et de qualité. Avec la signature en 2021 d'un accord historique avec Google, l'AFP se positionne en outre comme un acteur pionnier en matière de défense de la rémunération des droits voisins.

Les aides à la diffusion des titres aux abonnés ont fait l'objet en 2022 d'une réforme majeure, proposée par Emmanuel Giannesini, conseiller maître à la Cour des comptes. Répondant à un enjeu démocratique d'accès à la presse sur l'ensemble du territoire, cette réforme vise à changer le modèle du transport postal face à un contexte d'attrition des volumes de presse postés. La réforme, formalisée par un protocole d'accord signé le 14 février 2022 entre l'État, La Poste, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ARCEP) et les représentants du secteur de la presse, prévoit la création d'une aide unique à l'exemplaire

comportant deux barèmes, selon que l'exemplaire est porté ou posté, en lieu et place du système précédent comprenant des tarifs postaux privilégiés pour la presse d'IPG et une aide au portage. L'objectif est ainsi de parvenir à un juste équilibre entre le portage, qui est le mode de diffusion ayant vocation à être privilégié et développé, et le postage, qui demeure indispensable dans les zones peu denses. L'aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés ou portés a été instituée par le décret n° 2023-132 du 24 février 2023 à la suite de l'autorisation de la Commission européenne.

Pour demeurer pertinent et efficient, le système des aides à la presse continue, par ailleurs, d'évoluer. Les dernières années ont ainsi été marquées par l'adaptation des aides existantes afin de les rendre plus efficaces et d'en faire de réels leviers d'impulsion du développement de la presse et de diversification de l'offre éditoriale. En outre, deux nouvelles aides pérennes au pluralisme ont été créées en 2021 pour soutenir d'une part la presse en outre-mer et d'autre part les services de presse tout en ligne.

Enfin, dans le but de soutenir le secteur de la presse écrite face à l'inflation, le décret n° 2023-331 du 3 mai 2023 a institué une aide exceptionnelle dotée de 30 M€ visant à compenser la hausse de certains coûts de production des publications imprimées des entreprises éditrices de presse particulièrement affectées par les conséquences économiques et financières de la guerre en Ukraine. Ainsi, 506 publications (204 IPG et 302 non IPG) éditées par 168 sociétés éditrices détenues par 111 groupes ont bénéficié de ce soutien pour un montant moyen de 58 500 € par publication (92 300 € k€ pour les publications IPG et 35 600 € pour les publications non IPG).

Les crédits du programme 180 « Presse et médias » apportent également un soutien à l'action des radios associatives locales par le biais du Fonds de soutien à l'expression radiophonique locale (FSER). Créé en 1982 comme un élément essentiel de la politique de libéralisation des ondes radiophoniques, ce fonds finance le soutien à l'installation et à l'exploitation des radios locales associatives accomplissant la mission de communication sociale de proximité que le législateur leur a confiée, tant en métropole qu'en outre-mer. L'objectif poursuivi par l'attribution de ces subventions est de contribuer à la pérennité d'un secteur radiophonique de proximité non concurrentiel qui participe au pluralisme, à l'équilibre du paysage radiophonique français et au maintien du lien social.

En 2023, un troisième appel à projet destiné aux autrices et auteurs de podcasts et de créations radiophoniques a été lancé. Ce dispositif, visant à accompagner les auteurs dans l'écriture ou la réécriture d'œuvres sonores originales, qu'il s'agisse de fictions, de documentaires ou de formats hybrides innovants, fera l'objet d'une évaluation en 2024. Les crédits consacrés à ce dispositif n'ont pas été reconduits par la loi de finances initiale pour 2024.

Enfin, le programme 180 « Presse et médias » porte, depuis 2017, les crédits alloués à la radio franco-marocaine Médi1, par l'intermédiaire de la Compagnie internationale de radio et télévision (CIRT), afin d'assurer la couverture des coûts salariaux des journalistes français y travaillant. Née d'une volonté commune de la France et du Maroc, Médi1 (Radio Méditerranée Internationale) est détenue à 86,3 % par les partenaires marocains (à 43,15 % par la Banque marocaine du commerce extérieur et à 4,15 % par le SFG) et à 13,7 % par la France, par l'intermédiaire de la CIRT. Cette radio bilingue franco-marocaine diffuse au Maroc et en Algérie des programmes d'information et de divertissement.

---

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

---

**OBJECTIF 1 : Contribuer au développement de l'Agence France-Presse et à la qualité de sa gestion**

INDICATEUR 1.1 : Développement de produits et de marchés à fort potentiel de croissance

INDICATEUR 1.2 : Croissance des charges

**OBJECTIF 2 : Veiller au maintien du pluralisme de la presse**

INDICATEUR 2.1 : Diffusion de la presse

**OBJECTIF 3 : Améliorer le ciblage et l'efficacité des dispositifs d'aide**

INDICATEUR 3.1 : Taux de portage de la presse d'abonnés

INDICATEUR 3.2 : Effet de levier des aides directes d'investissement à la presse

INDICATEUR 3.3 : Part de l'aide publique globale accordée à la presse d'information politique et générale

**OBJECTIF 4 : Soutenir les efforts des radios associatives dans leurs missions sociales de proximité**

INDICATEUR 4.1 : Part des subventions sélectives au sein du Fonds de soutien à l'expression radiophonique

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Contribuer au développement de l'Agence France-Presse et à la qualité de sa gestion

### INDICATEUR

1.1 – Développement de produits et de marchés à fort potentiel de croissance

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Croissance du chiffre d'affaires vidéo                        | %     | 8,7                 | 12,8                | Non connu     | 5                   | donnée non renseignée   | Non connu     |
| Croissance du chiffre d'affaires dans les régions hors Europe | %     | 7,4                 | 6,9                 | Non connu     | -3,9                | donnée non renseignée   | Non connu     |

#### Commentaires techniques

Les données relatives à l'exécution 2023 sont encore provisoires, les comptes annuels étant en cours de clôture. L'indicateur est exprimé en pourcentage d'évolution annuelle des chiffres d'affaires concernés. Ce pourcentage correspond à l'évolution entre l'année N+1 et l'année N. La réalisation 2023 est ainsi le pourcentage d'évolution entre le chiffre d'affaires réalisé en 2022 et le chiffre d'affaires provisoire en 2023. Comme l'AFP produit et commercialise ses services sur l'ensemble des continents, ses revenus sont sensibles à la fluctuation des taux de change. Les données présentées sont donc à taux de change comparables (moyenne annuelle de 2023).

Le chiffre d'affaires vidéo n'inclut pas les produits engendrés par la filiale Factstory.

Le chiffre d'affaires des régions hors Europe exclut la France, l'Europe, et les filiales allemandes.

Sources des données : AFP.

### INDICATEUR

1.2 – Croissance des charges

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Croissance des charges d'exploitation brutes | %     | 5,0                 | 3,8                 | Non connu     | 0,3                 | donnée non renseignée   | Non connu     |

#### Commentaires techniques

Les données relatives à l'exécution 2023 sont encore provisoires, les comptes annuels étant en cours de clôture.

L'AFP enregistre des opérations dans 90 devises différentes environ, chaque opération étant convertie en euros selon le taux constaté de la devise concernée au moment où l'écriture est enregistrée. Les taux de croissance (2021, 2022 et 2023) indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés avec les taux de change constatés les années correspondantes. Or, une comparaison non faussée des performances réelles de 2023 par rapport aux années précédentes ne peut se faire qu'en recalculant l'ensemble des réalisations passées à partir des taux de change moyens constatés en 2023. Les fluctuations de taux de change constituent donc un élément significatif d'écart d'une année sur l'autre.

Source des données : AFP.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Concernant le sous-indicateur 1.1.1, retraité des effets de change, les produits de la vidéo continuent leur croissance avec une augmentation de 5 % en 2023 par rapport à 2022 et atteignent 28,3 M€. La vidéo est au cœur de la stratégie de développement de l'Agence. Elle bénéficie depuis 2017 d'investissements humains et techniques forts (régies de vidéo live sur tous les continents, diffusion par internet, accroissement des effectifs pour un maillage optimal de la planète, matériels à la pointe de la technologie, recours aux drones...). Elle devrait continuer à progresser dans le futur mais de façon plus modérée.

À taux de change similaires, le chiffre d'affaires du groupe hors France et hors Europe (1.1.2) devrait diminuer de 3,9 % par rapport à 2022, passant de 69,9 M€ en 2022 à 67,2 M€ en 2023 (aux taux de change moyens de 2023).

Les performances sont très diverses selon les régions. L'Amérique Latine (+9,1 %), l'Asie (+4,3 %) et le Moyen-Orient (+3,2 %), grâce au développement de la vérification digitale et aux bons résultats de la vidéo, afficheraient des progressions significatives de leurs produits. En revanche, l'Afrique (-2 %) et l'Amérique du Nord (-3 %) finiraient l'année en léger recul. L'AFP maison mère serait ainsi en croissance de 2,6 %. En revanche, la filiale Factstory constaterait une forte baisse de ses revenus commerciaux (-36,9 %) en raison de la perte de contrats significatifs auprès de clients digitaux majeurs.

Concernant l'indicateur 1.2, les charges d'exploitation sont relativement stables entre 2022 et 2023, avec une diminution de 0,3 %, inférieure aux croissances constatées les dernières années. Des économies sur les loyers, sur les créances irrécouvrables et sur les missions (grâce aux dépenses associées à la couverture des événements sportifs moins importantes qu'en 2022), ont permis de neutraliser la hausse des charges de personnel et l'augmentation des coûts liés aux couvertures éditoriales des zones de conflits à travers le monde.

## OBJECTIF

### 2 – Veiller au maintien du pluralisme de la presse

## INDICATEUR mission

### 2.1 – Diffusion de la presse

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité                | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|---|----------------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Diffusion de la presse écrite d'IPG nationale et locale (quotidiens payants et gratuits et magazines hebdomadaires) | base 100 en 2007     | 63,3                | 60,7                | 59,9          | 55,3                | absence<br>amélioration | 53,4          |
| Nombre total de visites des sites d'actualité / information généraliste   | Nombre (en milliard) | 23                  | 24,2                | 26            | 27,9                | cible atteinte          | 24            |

#### Commentaires techniques

Le sous-indicateur 2.1.1 représente la diffusion de la presse écrite d'information politique et générale, c'est-à-dire de l'ensemble des quotidiens d'IPG payants et gratuits, nationaux et locaux, et de l'ensemble des hebdomadaires d'IPG, nationaux et locaux.

Il est mesuré en indice et sur une base 100 en 2007, année précédant l'apparition de la crise de 2008, pour apporter une parfaite lisibilité des évolutions de la presse d'IPG. Les prévisions et la cible sont établies à partir de régressions linéaires simples en projections à court terme pour la presse écrite payante. La régression linéaire de l'indicateur 2.1 a été effectuée à partir de 2009 et non 2007, pour exclure le pic de diffusion observable en 2008, qui pouvait fausser la trajectoire baissière à l'œuvre. Pour la presse gratuite, dont la régression linéaire est impactée par la forte diminution

ces dernières années (disparition de CNEWS et la diminution de distribution de 20 Minutes), elle est estimée par une baisse identique à celle observée en 2022.

Le sous-indicateur 2.1.2 représente la fréquentation des sites en ligne d'actualité et d'information généraliste, exprimés en milliards de visites.

Source des données : Alliance pour les chiffres de la presse et des médias (ACPM).

## ANALYSE DES RÉSULTATS

L'objectif n° 2 « Veiller au maintien du pluralisme de la presse » est suivi à travers deux indicateurs.

Le premier indicateur (2.1.1) mesure l'évolution de la diffusion de la presse d'information politique et générale (IPG). Les résultats de cet indicateur ont été fortement affectés par la pandémie et par les périodes de confinement en 2020.

Après une stabilisation de la diffusion de la presse IPG entre 2020 et 2021, celle-ci est repartie à la baisse en 2022 (-4 % entre 2021 et 2022) ; cette évolution se poursuit en 2023 (-4,8 % par rapport à 2022). En 2023, la baisse de la diffusion de la presse gratuite d'information a ralenti par rapport aux années précédentes, (-6,9 % en 2023). La diffusion de la presse IPG payante diminue de -4,7 % en 2023 ; c'est la baisse la plus importante sur ces cinq dernières années.

Le sous-indicateur 2.1.2 quantifie l'évolution du nombre de visites des sites d'actualité ou d'information généraliste. La lecture de la presse en ligne est comptabilisée sur les sites web fixes (ordinateurs) et mobiles (téléphones portables) ainsi que les applications pour mobiles et tablettes.

Ces dernières années, une progression croissante de la fréquentation des services de presse en ligne était observée avec une très forte hausse en 2020, liée au contexte sanitaire. La baisse enregistrée en 2021 (-8,2 %) du total de visites des sites d'actualité et d'information généraliste n'a duré qu'une année puisque la fréquentation est repartie à la hausse en 2022 avec une augmentation de +6,1 % entre 2021 et 2022. En 2023, le nombre de visites continue d'augmenter et se rapproche du niveau élevé de visites observé en 2020 (aux alentours de 25 milliards de visites).

## OBJECTIF

### 3 – Améliorer le ciblage et l'efficacité des dispositifs d'aide

## INDICATEUR

### 3.1 – Taux de portage de la presse d'abonnés

(du point de vue de l'utilisateur)

|  | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible  | 2024<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|--------------------------|---------------|
| Taux de portage de la presse d'abonnés | %     | 71                  | 71                  | 73            | Non connu           | donnée non<br>renseignée | 73            |

#### Commentaires techniques

La réalisation 2023 sera connue courant 2024

L'indicateur présente la part des titres de presse d'information politique et générale distribués aux abonnés par portage sur l'ensemble des titres de presse d'information politique et générale distribués aux abonnés par portage ou par voie postale.

L'évolution des cibles répond à trois facteurs : une correction du champ des publications prises en compte (par rapport au PAP 2023), le décalage d'un an de l'entrée en vigueur de la réforme et l'évolution de l'équilibre économique du secteur.

## INDICATEUR

### 3.2 – Effet de levier des aides directes d'investissement à la presse

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Effet de levier de l'aide à l'investissement du fonds stratégique pour le développement de la presse | %     | 2,5                 | 2,8                 | 3,6           | 3,6                 | cible atteinte          | 3,2           |

#### Commentaires techniques

L'effet de levier de l'aide à l'investissement du fonds stratégique pour le développement de la presse (FSDP) est mesuré par les ratios entre le montant total des projets soutenus et le montant des aides attribuées pour soutenir ces projets. La réalisation est conforme à la cible prévisionnelle.

Source des données : DGMIC

## INDICATEUR

### 3.3 – Part de l'aide publique globale accordée à la presse d'information politique et générale

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Aides directes aux éditeurs de presse (programme "Presse et médias") | %     | 99                  | 98                  | 99            | 99                  | cible atteinte          | 99            |

#### Commentaires techniques

L'indicateur est mesuré par le rapport entre le montant des aides directes accordées à la presse d'information politique et générale et le montant total des aides directes aux éditeurs de presse du programme 180 : aide à l'exemplaire pour les titres de presse portés, aides au pluralisme (aide aux publications nationales à faibles ressources publicitaires, aide aux quotidiens régionaux, départementaux et locaux à faibles ressources de petites annonces, aide au pluralisme de la presse périodique régionale et locale), fonds stratégique pour le développement de la presse, aide à la modernisation de la distribution.

Les bourses d'émergence du Fonds de soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse n'ont pas été comptabilisées, étant donné qu'elles peuvent être attribuées à des titres qui n'ont pas encore l'homologation de la CPPAP.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Le deuxième indicateur (3.2) mesure la part que représentent les aides attribuées aux titres d'information politique et générale au sein des aides à la presse écrite. Les aides directes sont, conformément à leur ambition, bien plus ciblées sur la presse d'information politique et générale que les aides indirectes.

En 2023, 99 % des aides directes ont profité aux titres d'information politique et générale, cette proportion restant globalement stable sur les dernières années.

**OBJECTIF****4 – Soutenir les efforts des radios associatives dans leurs missions sociales de proximité****INDICATEUR****4.1 – Part des subventions sélectives au sein du Fonds de soutien à l'expression radiophonique**

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Part des subventions sélectives au sein du Fonds de soutien à l'expression radiophonique | %     | 20                  | 21,74               | 20            | 22,96               | cible atteinte          | 20            |

**Commentaires techniques**

La part des subventions sélectives au sein du FSER correspond au montant total de subventions sélectives rapporté au budget annuel du FSER.

Source des données : DGMIC

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

L'objectif « Soutenir les efforts des radios associatives dans leurs missions sociales de proximité » associé à l'action 6 « Soutien à l'expression radiophonique locale » du programme 180 traduit la volonté d'encourager les radios associatives à amplifier leurs efforts qualitatifs dans des domaines particulièrement essentiels au maintien de la cohésion nationale.

L'indicateur 4.1 « Part des subventions sélectives à l'expression radiophonique locale » rattaché à cet objectif vise à mesurer l'impact de la subvention sélective au regard de la réforme de 2015. Le sous-indicateur retenu correspond au montant total de subventions sélectives rapporté au budget annuel du FSER.

La part du budget du FSER consacrée aux subventions sélectives traduit le caractère incitatif du dispositif, étant souligné que cette part doit rester limitée, sauf à remettre en cause le principe de soutien automatique destiné aux radios. En 2023, le montant ainsi distribué en subvention sélective a été de 7,9 M€, contre 7,2 M€ en 2022.

Le montant consacré aux subventions sélectives correspond au solde des crédits disponibles une fois l'ensemble des aides automatiques accordées. En 2023, le renforcement de la dotation du FSER, portée à 34,8 M€, a permis, malgré l'augmentation du nombre de radios associatives autorisées par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM), d'obtenir des résultats en progression, avec une part des subventions sélectives en légère hausse.

Cet indicateur est complété par des indicateurs de suivi supplémentaires, non assortis de cibles mais dont l'évolution permet d'éclairer le Parlement.

**Part des radios bénéficiant d'une subvention sélective (indicateur de suivi)**

La subvention sélective est conçue comme un outil incitatif, spécialement dédié au développement de la mission de communication sociale de proximité des radios associatives. La réforme en 2015 du décret régissant le FSER a permis notamment de mettre fin à l'augmentation du nombre de bénéficiaires de la subvention sélective directement liée au critère de la part de programmes produits par la radio demandeuse, qui avait été constatée entre 2007 et 2014. En effet, la part des radios bénéficiant d'une subvention sélective, qui s'élevait à 90,6 % en 2014, est passée à 54,4 % en 2023 avec 406 subventions sélectives accordées, contre 55,6 % et 411 en 2022, traduisant des résultats conformes à l'objectif de sélectivité renforcée fixé par la réforme de 2015.

Part moyenne des ressources propres des radios locales associatives au sein de leur chiffre d'affaires (indicateur de suivi)

Cet indicateur traduit la volonté d'inciter les radios bénéficiaires de l'aide (plus de 700) à développer leurs ressources propres pour les rendre moins dépendantes des subventions publiques attribuées par le FSER. L'indicateur retenu rend compte des efforts effectués par les radios pour diversifier leurs ressources propres, entendues ici comme l'ensemble des ressources autres que celles provenant du FSER. Symétriquement, il permet de prendre la mesure de l'importance de l'aide versée aux radios associatives.

Depuis plusieurs années, la part moyenne des ressources propres des radios associatives est stable autour de 60 % : les documents budgétaires fournis par les radios traduisent en effet leurs difficultés à diversifier davantage leurs sources de financement et reflètent en outre une tendance à la diminution de certaines ressources, notamment les subventions publiques autres que celles provenant du FSER.

## Présentation des crédits et des dépenses fiscales

### 2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action         | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement |                   | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention |                    | Total              | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|--|-------------------|---------------------------------------|--------------------|--------------------|---|
|   | Prévision LFI 2023                       | Consommation 2023 |                                       |                    |                    |   |
| 01 – Relations financières avec l'AFP                       | 21 655 380                               | 21 655 380        | 113 320 859                           | 113 320 859        | <b>134 976 239</b> | 134 976 239                               |
| 02 – Aides à la presse                                      |  | 1 192 348         | 197 542 361                           | 223 975 228        | <b>197 542 361</b> | 197 542 361                               |
| 05 – Soutien aux médias de proximité                        |  |                   | 1 831 660                             | 1 893 600          | <b>1 831 660</b>   | 1 831 660                                 |
| 06 – Soutien à l'expression radiophonique locale            | 126 994                                  | 59 550            | 35 905 645                            | 35 085 962         | <b>36 032 639</b>  | 36 032 639                                |
| 07 – Compagnie internationale de radio et télévision (CIRT) |  |                   | 1 666 500                             | 1 666 500          | <b>1 666 500</b>   | 1 666 500                                 |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                          | <b>21 782 374</b>                        | <b>21 782 374</b> | <b>350 267 025</b>                    | <b>350 267 025</b> | <b>372 049 399</b> | <b>372 049 399</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                     |  |                   |                                       |                    |                    |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                    |  |                   | +40 331 360 (hors titre 2)            |                    | +40 331 360        |   |
| Total des AE ouvertes                                       |  |                   | 412 380 759 (hors titre 2)            |                    | 412 380 759        |   |
| <b>Total des AE consommées</b>                              |  | <b>22 907 277</b> | <b>375 942 149</b>                    |                    | <b>398 849 427</b> |   |

#### 2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action         | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement |                   | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention |                    | Total              | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|--|-------------------|---------------------------------------|--------------------|--------------------|---|
|   | Prévision LFI 2023                       | Consommation 2023 |                                       |                    |                    |   |
| 01 – Relations financières avec l'AFP                       | 21 655 380                               | 21 655 380        | 113 320 859                           | 113 320 859        | <b>134 976 239</b> | 134 976 239                               |
| 02 – Aides à la presse                                      |  | 917 561           | 196 502 241                           | 215 825 878        | <b>196 502 241</b> | 196 502 241                               |
| 05 – Soutien aux médias de proximité                        |  |                   | 1 831 660                             | 1 893 600          | <b>1 831 660</b>   | 1 831 660                                 |
| 06 – Soutien à l'expression radiophonique locale            | 126 994                                  | 12 790            | 35 905 645                            | 35 085 962         | <b>36 032 639</b>  | 36 032 639                                |
| 07 – Compagnie internationale de radio et télévision (CIRT) |  |                   | 1 666 500                             | 1 666 500          | <b>1 666 500</b>   | 1 666 500                                 |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                           | <b>21 782 374</b>                        | <b>21 782 374</b> | <b>349 226 905</b>                    | <b>349 226 905</b> | <b>371 009 279</b> | <b>371 009 279</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                     |  |                   |                                       |                    |                    |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                    |  |                   | +32 122 780 (hors titre 2)            |                    | +32 122 780        |   |
| Total des CP ouverts  |  |                   | 403 132 059 (hors titre 2)            |                    | 403 132 059        |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                               |  | <b>22 585 731</b> | <b>367 792 799</b>                    |                    | <b>390 378 530</b> |   |

## 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action         | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP                 |
|---|--|---------------------------------------|---|--|
|   |  |                                       |   |  |
| 01 – Relations financières avec l'AFP                       | 21 655 380<br>21 660 781                 | 113 320 859<br>113 320 859            | 134 976 239                               | <b>134 976 239</b><br><b>134 981 640</b> |
| 02 – Aides à la presse                                      | 412 434                                  | 179 186 325<br>102 335 117            | 179 186 325                               | <b>179 186 325</b><br><b>102 747 551</b> |
| 05 – Soutien aux médias de proximité                        |  | 1 831 660<br>1 805 643                | 1 831 660                                 | <b>1 831 660</b><br><b>1 805 643</b>     |
| 06 – Soutien à l'expression radiophonique locale            | 126 994<br>1 418                         | 32 971 645<br>33 767 733              | 33 098 639                                | <b>33 098 639</b><br><b>33 769 151</b>   |
| 07 – Compagnie internationale de radio et télévision (CIRT) |  | 1 666 500<br>1 666 500                | 1 666 500                                 | <b>1 666 500</b><br><b>1 666 500</b>     |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                          | <b>21 782 374</b>                        | <b>328 976 989</b>                    | <b>350 759 363</b>                        | <b>350 759 363</b>                       |
| <b>Total des AE consommées</b>                              | <b>22 074 633</b>                        | <b>252 895 852</b>                    |   | <b>274 970 484</b>                       |

## 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action         | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP                 |
|---|--|---------------------------------------|---|--|
|   |  |                                       |   |  |
| 01 – Relations financières avec l'AFP                       | 21 655 380<br>21 660 780                 | 113 320 859<br>113 320 859            | 134 976 239                               | <b>134 976 239</b><br><b>134 981 639</b> |
| 02 – Aides à la presse                                      | 508 788                                  | 179 186 325<br>117 744 771            | 179 186 325                               | <b>179 186 325</b><br><b>118 253 559</b> |
| 05 – Soutien aux médias de proximité                        |  | 1 831 660<br>1 805 643                | 1 831 660                                 | <b>1 831 660</b><br><b>1 805 643</b>     |
| 06 – Soutien à l'expression radiophonique locale            | 126 994<br>658                           | 32 971 645<br>33 767 733              | 33 098 639                                | <b>33 098 639</b><br><b>33 768 391</b>   |
| 07 – Compagnie internationale de radio et télévision (CIRT) |  | 1 666 500<br>1 666 500                | 1 666 500                                 | <b>1 666 500</b><br><b>1 666 500</b>     |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                           | <b>21 782 374</b>                        | <b>328 976 989</b>                    | <b>350 759 363</b>                        | <b>350 759 363</b>                       |
| <b>Total des CP consommés</b>                               | <b>22 170 226</b>                        | <b>268 305 506</b>                    |   | <b>290 475 732</b>                       |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                    |                       |
|---|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
|   | Consommées*<br>en 2022     | Ouvertes<br>en 2023 | Consommées*<br>en 2023 | Consommés*<br>en 2022 | Ouverts<br>en 2023 | Consommés*<br>en 2023 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement                      | 22 074 633                 | 21 782 374          | 22 907 277             | 22 170 226            | 21 782 374         | 22 585 731            |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 22 074 633                 | 21 782 374          | 22 907 277             | 22 170 226            | 21 782 374         | 22 585 731            |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention                         | 252 895 852                | 350 267 025         | 375 942 149            | 268 305 506           | 349 226 905        | 367 792 799           |
| Transferts aux ménages                                    | 496 000                    | 1 200 000           | 487 898                | 496 000               | 1 200 000          | 487 898               |
| Transferts aux entreprises                                | 215 449 854                | 312 694 880         | 337 802 643            | 230 931 989           | 311 654 760        | 329 839 740           |
| Transferts aux collectivités territoriales                | 6 000                      | 0                   | 10 000                 | 6 000                 | 0                  | 10 000                |
| Transferts aux autres collectivités                       | 36 943 998                 | 36 372 145          | 37 641 608             | 36 871 517            | 36 372 145         | 37 455 161            |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                              |                            | <b>372 049 399</b>  |                        |                       | <b>371 009 279</b> |                       |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2                   |                            | +40 331 360         |                        |                       | +32 122 780        |                       |
| <b>Total*</b>   | <b>274 970 484</b>         | <b>412 380 759</b>  | <b>398 849 427</b>     | <b>290 475 732</b>    | <b>403 132 059</b> | <b>390 378 530</b>    |

\* y.c. FdC et AdP

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

### ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures                 |                   |                     |                   | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 24/02/2023        |                            | 22 898 304        |                     | 10 522 780        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>22 898 304</b> |                     | <b>10 522 780</b> |                            |               |                     |               |

### DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures                 |                   |                     |                   | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 27/06/2023        |                            | 16 000 000        |                     | 16 000 000        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>16 000 000</b> |                     | <b>16 000 000</b> |                            |               |                     |               |

### LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 30/11/2023        |                            | 1 433 056        |                     | 5 600 000        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>1 433 056</b> |                     | <b>5 600 000</b> |                            |               |                     |               |

### TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                   |                     |                   | Annulations                |               |                     |               |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                      | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| <b>Total général</b> |                            | <b>40 331 360</b> |                     | <b>32 122 780</b> |                            |               |                     |               |

## ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

**Avvertissement**

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2023 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2023. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2023.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieure à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

**DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (6)**

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale |  | Chiffrage définitif 2022 | Chiffrage initial 2023 | Chiffrage actualisé 2023 |
|--|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 730233   | <b>Taux de 10 % applicable aux abonnements souscrits pour recevoir des services de télévision</b><br>Assiette et taux<br><i>Bénéficiaires 2021 : 89 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2019 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 279-b octies</i>  | 175                      | 390                    | 160                      |
| 730305   | <b>Taux de 2,10 % applicable aux publications de presse</b><br>Assiette et taux<br><i>Bénéficiaires 2021 : 1460 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1976 - Dernière modification : 2009 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 298 septies</i>  | 70                       | 160                    | 60                       |
| 110267   | <b>Crédit d'impôt sur le revenu au titre du premier abonnement à un journal, à une publication périodique ou à un service de presse en ligne d'information politique et générale</b><br>Calcul de l'impôt<br><i>Bénéficiaires 2021 : 62731 Ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Création : 2020 - Dernière modification : 2021 - Dernière incidence budgétaire : 2023 - Fin du fait générateur : 2022 - code général des impôts : 200 sexdecies</i>   | 3                        | 3                      | 2                        |
| 110263   | <b>Réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions en numéraire au capital d'entreprises de presse</b><br>Calcul de l'impôt<br><i>Bénéficiaires 2021 : 1201 Ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 2015 - Dernière modification : 2021 - Dernière incidence budgétaire : 2025 - Fin du fait générateur : 2024 - code général des impôts : 199 terdecies 0-C</i>   | ε                        | ε                      | ε                        |
| 320131   | <b>Réduction d'impôt pour souscription au capital des sociétés de presse</b><br>Modalités particulières d'imposition<br><i>Bénéficiaires 2021 : 1 Entreprises - Création : 2020 - Dernière incidence budgétaire : 2025 - Fin du fait générateur : 2024 - code général des impôts : 220 undecies</i>  | ε                        | ε                      | ε                        |
| 230403   | <b>Déduction spéciale prévue en faveur des entreprises de presse</b><br>Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés<br><i>Bénéficiaires 2021 : 51 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 1959 - Dernière modification : 2020 - Dernière incidence budgétaire : 2024 - Fin du fait générateur : 2023 - code général des impôts : 39 bis, 39 bis A, 39 bis B</i> | 1                        | 1                      | 0                        |
| <b>Coût total des dépenses fiscales</b>  |  | <b>249</b>               | <b>554</b>             | <b>222</b>               |

## DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (2)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière principale |   | Chiffre définitif 2022 | Chiffre initial 2023 | Chiffre actualisé 2023 |
|--|---|------------------------|----------------------|------------------------|
| 040110   | <b>Exonération de cotisation sur la valeur ajoutée en faveur des entreprises dont les établissements vendent au public des écrits périodiques en qualité de mandataires inscrits à la commission du réseau de la diffusion de la presse et revêtent la qualité de diffuseurs de presse spécialistes</b><br>Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises<br><i>Bénéficiaires 2021 : 1980 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2016 - Dernière modification : 2021 - Dernière incidence budgétaire : 2026 - Fin du fait générateur : 2026 - code général des impôts : 1458 bis, 1586 ter</i> | 3                      | 5                    | 5                      |
| 090110   | <b>Exonération en faveur des entreprises dont les établissements vendent au public des écrits périodiques en qualité de mandataires inscrits à la commission du réseau de la diffusion de la presse et revêtent la qualité de diffuseurs de presse spécialistes</b><br>Cotisation foncière des entreprises<br><i>Bénéficiaires 2021 : 5516 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2016 - Dernière modification : 2021 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 1458 bis</i>                | 5                      | 5                    | 5                      |
| <b>Coût total des dépenses fiscales</b>  |   | <b>8</b>               | <b>10</b>            | <b>10</b>              |

## DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire |  | Chiffre définitif 2022 | Chiffre initial 2023 | Chiffre actualisé 2023 |
|---|--|------------------------|----------------------|------------------------|
| 720203  | <b>Exonération des publications des collectivités publiques et des organismes à but non lucratif</b><br>Exonérations<br><i>Bénéficiaires 2021 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1976 - Dernière modification : 1976 - Dernière incidence budgétaire : 2023 - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 298 duodecies</i> | 1                      | 1                    | 1                      |
| <b>Coût total des dépenses fiscales</b>   |  | <b>1</b>               | <b>1</b>             | <b>1</b>               |

## DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (2)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière subsidiaire |   | Chiffre définitif 2022 | Chiffre initial 2023 | Chiffre actualisé 2023 |
|---|---|------------------------|----------------------|------------------------|
| 040110  | <b>Exonération de cotisation sur la valeur ajoutée en faveur des entreprises dont les établissements vendent au public des écrits périodiques en qualité de mandataires inscrits à la commission du réseau de la diffusion de la presse et revêtent la qualité de diffuseurs de presse spécialistes</b><br>Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises<br><i>Bénéficiaires 2021 : 1980 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2016 - Dernière modification : 2021 - Dernière incidence budgétaire : 2026 - Fin du fait générateur : 2026 - code général des impôts : 1458 bis, 1586 ter</i> | 3                      | 5                    | 5                      |
| 090110  | <b>Exonération en faveur des entreprises dont les établissements vendent au public des écrits périodiques en qualité de mandataires inscrits à la commission du réseau de la diffusion de la presse et revêtent la qualité de diffuseurs de presse spécialistes</b><br>Cotisation foncière des entreprises<br><i>Bénéficiaires 2021 : 5516 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2016 - Dernière modification : 2021 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 1458 bis</i>                | 5                      | 5                    | 5                      |
| <b>Coût total des dépenses fiscales</b>   |   | <b>8</b>               | <b>10</b>            | <b>10</b>              |

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                            |                            | Crédits de paiement                   |                            |                            |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
| 01 – Relations financières avec l'AFP   |                                       | 134 976 239<br>134 976 239 | 134 976 239<br>134 976 239 |                                       | 134 976 239<br>134 976 239 | 134 976 239<br>134 976 239 |
| 02 – Aides à la presse  |                                       | 197 542 361<br>225 167 576 | 197 542 361<br>225 167 576 |                                       | 196 502 241<br>216 743 439 | 196 502 241<br>216 743 439 |
| 05 – Soutien aux médias de proximité  |                                       | 1 831 660<br>1 893 600     | 1 831 660<br>1 893 600     |                                       | 1 831 660<br>1 893 600     | 1 831 660<br>1 893 600     |
| 06 – Soutien à l'expression radiophonique<br>locale   |                                       | 36 032 639<br>35 145 512   | 36 032 639<br>35 145 512   |                                       | 36 032 639<br>35 098 752   | 36 032 639<br>35 098 752   |
| 07 – Compagnie internationale de radio et<br>télévision (CIRT)                                      |                                       | 1 666 500<br>1 666 500     | 1 666 500<br>1 666 500     |                                       | 1 666 500<br>1 666 500     | 1 666 500<br>1 666 500     |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>0</b>                              | <b>372 049 399</b>         | <b>372 049 399</b>         | <b>0</b>                              | <b>371 009 279</b>         | <b>371 009 279</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       | +40 331 360                | +40 331 360                |                                       | +32 122 780                | +32 122 780                |
| Total des crédits ouverts   | 0                                     | 412 380 759                | 412 380 759                | 0                                     | 403 132 059                | 403 132 059                |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>0</b>                              | <b>398 849 427</b>         | <b>398 849 427</b>         | <b>0</b>                              | <b>390 378 530</b>         | <b>390 378 530</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       | +13 531 332                | +13 531 332                |                                       | +12 753 529                | +12 753 529                |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

#### PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                    |                    | Crédits de paiement |                    |                    |
|-------------|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres      | Total              | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| PLF         | 0                          | 372 049 399        | 372 049 399        | 0                   | 371 009 279        | 371 009 279        |
| Amendements | 0                          | 0                  | 0                  | 0                   | 0                  | 0                  |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>372 049 399</b> | <b>372 049 399</b> | <b>0</b>            | <b>371 009 279</b> | <b>371 009 279</b> |

Les crédits inscrits en loi de finances initiale pour 2023 pour le programme 180 « Presse et médias » se sont établis à 372 049 399 € en AE et 371 009 279 € en CP, soit le même montant que celui inscrit en projet de loi de finances.

## RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

|  | Autorisations d'engagement |                  |                  | Crédits de paiement |                  |                  |
|--|----------------------------|------------------|------------------|---------------------|------------------|------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres    | Total            | Titre 2             | Autres titres    | Total            |
| Mise en réserve initiale   | 0                          | 18 602 470       | 18 602 470       | 0                   | 18 550 464       | 18 550 464       |
| Surgels  | 0                          | 3 720 494        | 3 720 494        | 0                   | 3 710 093        | 3 710 093        |
| Dégels   | 0                          | -12 720 494      | -12 720 494      | 0                   | -12 710 093      | -12 710 093      |
| <b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b> | <b>0</b>                   | <b>9 602 470</b> | <b>9 602 470</b> | <b>0</b>            | <b>9 550 464</b> | <b>9 550 464</b> |

Les crédits gelés initialement au titre de la réserve de précaution à hauteur de 5 % des crédits au programme, soit 18 602 470 € en AE et 18 550 464 € en CP, ont fait l'objet des mouvements suivants en cours de gestion :

- un surgel du 24 mai 2023 à hauteur de 1 % des crédits au programme, soit +3 720 494 € en AE et +3 710 093 € en CP ;
- un dégel anticipé du 9 novembre 2023 à hauteur de 12 720 494 € en AE et 12 710 093 € en CP afin de verser à l'agence de services et de paiement (ASP), gestionnaire du dispositif, les crédits nécessaires à la mise en œuvre de l'aide exceptionnelle visant à compenser la hausse de certains coûts de production des publications imprimées des entreprises éditrices de presse particulièrement affectées par les conséquences économiques et financières de la guerre en Ukraine ;
- un dégel de fin de gestion du 15 novembre 2023 à hauteur de 9 602 470 € en AE et 9 550 464 € en CP, soit le montant restant de la réserve de précaution.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION  
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2023   | CP 2023   |
|---|---|
| AE ouvertes en 2023 *<br>(E1)<br><b>412 380 759</b>                                     | CP ouverts en 2023 *<br>(P1)<br><b>403 132 059</b>  |
| AE engagées en 2023<br>(E2)<br><b>398 849 427</b>                                       | CP consommés en 2023<br>(P2)<br><b>390 378 530</b>  |
| AE affectées non engagées au 31/12/2023<br>(E3)<br><b>0</b>                             | dont CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>8 156 355</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2023<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>13 531 332</b> | dont CP consommés en 2023 sur engagements 2023<br>(P4)<br><b>382 222 175</b>                      |

RESTES À PAYER

|   |  |   |  |  |
|---|--|---|--|--|
| Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 brut<br>(R1)<br><b>34 888 712</b>                 |  |   |  |  |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2022<br>(R2)<br><b>0</b>   |  |   |  |  |
| <b>Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>34 888 712</b> | CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>8 156 355</b> | = | Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2023<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>26 732 357</b> |  |
| AE engagées en 2023<br>(E2)<br><b>398 849 427</b>   | CP consommés en 2023 sur engagements 2023<br>(P4)<br><b>382 222 175</b>                      | = | Engagements 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>16 627 252</b>   |  |
|   |  |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2023</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>43 359 609</b> |  |
|   |  |   |  | Estimation des CP 2024 sur engagements non couverts au 31/12/2023<br>(P5)<br><b>15 616 722</b>   |
|   |  |   |  | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2024 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2023<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>27 742 887</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2023 + reports 2022 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Dans le cadre du fonds stratégique pour le développement de la presse (FSDP), les subventions accordées et engagées au titre de ces aides ne sont effectivement payées, par tranches, qu'à réception des factures correspondantes, conformément aux règles sur les subventions d'investissement. Les opérations de paiement s'étalent donc généralement sur plusieurs années, en fonction du rythme d'investissement des entreprises. Les CP demandés pour la période postérieure à 2023, sur les engagements non couverts au 31/12/2023, correspondent donc aux crédits de paiement prévisionnels nécessaires aux versements aux éditeurs des subventions après réalisation des projets aidés, sur le fondement d'un échéancier estimatif de paiements.

Dans le cadre du fonds de soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse (FSEIP), les versements sont effectués en deux fois (bourses d'émergence, programmes d'incubation) ou trois fois (programmes de recherche et développement), après remise d'un rapport d'étape par les bénéficiaires, ce qui peut aboutir à des paiements sur plusieurs années.

S'agissant des CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3), le montant de 8 156 355 € s'explique comme suit :

- 7 439 644 € correspondant aux paiements pour le FSDP ;
- 274 075 € correspondant aux paiements pour le FSEIP ;
- 442 636 € correspondant aux paiements au titre de l'aide aux services de presse tout en ligne (SPTTEL).

Le montant estimé des CP 2024 sur engagements non couverts par des paiements au 31/12/2023 (P5), soit 15 616 722 €, se rapporte :

- pour 11 181 612 € au FSDP ;
- pour 2 882 618 € au FSEIP ;
- pour 1 502 346 € aux dispositifs d'aide à la modernisation des diffuseurs de presse ;
- pour 50 146 € à l'aide aux SPTTEL.

## Justification par action

### ACTION

#### 01 – Relations financières avec l'AFP

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                            |  | Crédits de paiement |                            |  |
|---|----------------------------|----------------------------|--|---------------------|----------------------------|--|
|   | Titre 2                    | Autres titres              | Total                                    | Titre 2             | Autres titres              | Total                                    |
| 01 – Relations financières avec l'AFP                                       |                            | 134 976 239<br>134 976 239 | <b>134 976 239</b><br><b>134 976 239</b> |                     | 134 976 239<br>134 976 239 | <b>134 976 239</b><br><b>134 976 239</b> |

#### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                    | Crédits de paiement              |                    |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 21 655 380                       | 21 655 380         | 21 655 380                       | 21 655 380         |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 21 655 380                       | 21 655 380         | 21 655 380                       | 21 655 380         |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 113 320 859                      | 113 320 859        | 113 320 859                      | 113 320 859        |
| Transferts aux entreprises                                | 113 320 859                      | 113 320 859        | 113 320 859                      | 113 320 859        |
| <b>Total</b>  | <b>134 976 239</b>               | <b>134 976 239</b> | <b>134 976 239</b>               | <b>134 976 239</b> |

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le cadre de relations entre l'État et l'Agence France-Presse (AFP), défini par le premier contrat d'objectifs et de moyens (COM) et la convention d'abonnements respectivement signés entre l'État et l'Agence en juin et en septembre 2015, établit une séparation entre, d'une part, la compensation des missions d'intérêt général (MIG) confiées à l'Agence, qui relève de la catégorie 62 (transferts aux entreprises) et, d'autre part, les abonnements des administrations de l'État aux services d'informations générales de l'AFP, qui relèvent de la catégorie 31 (dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel). Conformément à cette distinction, en LFI 2023, seul a été inscrit sous la catégorie 31 le montant correspondant à l'abonnement commercial de l'État à l'AFP, soit 21 655 380 €.

Le montant versé correspond au coût de la prestation achetée par l'État à l'Agence, soit la fourniture en continu de fils d'information pour l'ensemble de l'administration centrale de l'État (tous ministères confondus) et de ses services déconcentrés. L'identification des besoins de l'État a fait l'objet d'un travail dans chaque ministère, service par service. La tarification appliquée à ces besoins est identique à celle appliquée par l'Agence à ses autres clients mais un rabais commercial a été appliqué compte tenu de l'importance du contrat pour l'Agence. La convention d'abonnement a été prorogée par tacite reconduction pour une période de 5 ans à compter du 31 décembre 2018.

Le montant de la dotation a été intégralement versé en 2023.

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Selon le même processus de distinction au sein des relations financières avec l'AFP, la compensation des missions d'intérêt général (MIG) assumées par l'Agence est classée dans la catégorie 62 (transferts aux entreprises).

Les MIG sont les missions confiées par la loi de 1957 à l'Agence, à savoir une présence « à rayonnement mondial » et la fourniture en continu d'une information impartiale et digne de confiance. Elles impliquent des moyens plus importants que ceux des agences d'information nationales existant dans les autres pays comparables. Leur montant est évalué par la méthode dite du « coût net évité » en comparant la structure de coûts de l'Agence avec ce qu'elle serait si l'Agence ne s'acquittait pas de ces missions. En application de la loi de 1957 et du droit de l'Union européenne, et sous le contrôle de la commission financière de l'Agence, composée de magistrats de la Cour des comptes, le montant versé doit demeurer inférieur au coût intégral des missions d'intérêt général de l'AFP afin d'éviter toute surcompensation.

En 2023, la dotation MIG a été versée à hauteur de 113 320 859 €, comme prévu par la LFI.

## ACTION

### 02 – Aides à la presse

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                            |  | Crédits de paiement |                            |  |
|---|----------------------------|----------------------------|--|---------------------|----------------------------|--|
|   | Titre 2                    | Autres titres              | Total                                    | Titre 2             | Autres titres              | Total                                    |
| 02 – Aides à la presse  |                            | 197 542 361<br>225 167 576 | <b>197 542 361</b><br><b>225 167 576</b> |                     | 196 502 241<br>216 743 439 | <b>196 502 241</b><br><b>216 743 439</b> |

## CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance | Autorisations d'engagement |             | Crédits de paiement |             |
|---------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
|                           | Prévision                  | Réalisation | Prévision           | Réalisation |
|                           |                            |             |                     |             |

Le plan filière presse s'est vu finalement allouer un montant de 8 327 670 € en CP en cours de gestion sur l'action 5 du programme 363 « Compétitivité » de la mission Plan de relance, afin de couvrir les restes à payer sur les engagements pris en 2021 et 2022. Ces crédits ont été consommés à hauteur de 8 296 870 € en CP, dans le cadre de la mise en œuvre des mesures suivantes :

- Presse – transition écologique du secteur (fonds de transition écologique) : 1 085 476 € en CP sur le titre 6 ;
- Presse – compétitivité du secteur (fonds stratégique pour le développement de la presse) : 7 196 730 € en CP sur le titre 6 ;
- Presse – solidarité et cohésion territoriale – Renforcement de l'aide à la modernisation des diffuseurs de presse : 14 664 € en CP.

Ces deux premières mesures étant des dispositifs de soutien à l'investissement dont le paiement est conditionné à l'avancée des projets soutenus, des versements sont encore attendus pour les exercices budgétaires 2024 et suivants, avec des restes à payer qui totalisent 26,4 M€ en CP.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                    | Crédits de paiement              |                    |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                                  | 1 192 348          |                                  | 917 561            |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                                  | 1 192 348          |                                  | 917 561            |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 197 542 361                      | 223 975 228        | 196 502 241                      | 215 825 878        |
| Transferts aux entreprises                                | 197 542 361                      | 222 515 345        | 196 502 241                      | 214 552 442        |
| Transferts aux autres collectivités                       |                                  | 1 459 883          |                                  | 1 273 436          |
| <b>Total</b>  | <b>197 542 361</b>               | <b>225 167 576</b> | <b>196 502 241</b>               | <b>216 743 439</b> |

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement exécutées en 2023, soit 1 192 348 € en AE et 917 561 € en CP, correspondent aux engagements et aux paiements relatifs :

- aux frais de gestion versés à La Poste pour 51 450 € au titre de l'aide aux titres de presse postés ;
- aux frais de gestion versés à l'ASP pour 300 022 € afin de mettre en œuvre, sur l'activité « aide à la modernisation de la distribution » (faute d'activité dédiée dans la nomenclature budgétaire), l'aide exceptionnelle visant à compenser la hausse de certains coûts de production des publications imprimées des entreprises éditrices de presse particulièrement affectées par les conséquences économiques et financières de la guerre en Ukraine ;
- aux frais de gestion 2023 versés au titre de l'aide à la modernisation des diffuseurs pour un montant de 384 954 € en AE et 213 054 € en CP ;
- au marché mis en œuvre pour la conception d'un nouvel emblème pour les marchands de presse, pour un total de 94 000 € en AE et 34 800 € en CP ;
- au marché des experts qui instruisent les dossiers du fonds stratégique pour le développement de la presse (FSDP) pour 246 852 € en AE et 233 172 € en CP ;
- au marché d'expertise des dossiers de bourses d'émergence et de programmes d'incubation du fonds de soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse (FSEIP) pour un total de 115 070 € en AE et 85 064 € en CP.

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Les consommations recensées sous la catégorie « transferts aux autres collectivités » correspondent aux dépenses effectuées en 2023 à destination d'éditeurs de presse ayant le statut d'associations, au titre du fonds stratégique pour le développement de la presse (FSDP), du fonds de soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse (FSEIP), des aides au pluralisme et des aides aux services de presse tout en ligne.

Les dépenses recensées sous la catégorie « transferts aux entreprises » correspondent aux autres aides à la presse, à l'exception des avances remboursables gérées par le FSDP.

## Aides à la diffusion

- Sous-action n° 1 : aide au transport postal de la presse d'information politique et générale

Avec l'entrée en vigueur de la réforme du transport postal au 1<sup>er</sup> janvier 2023, 73,75 M€ ont été versés à La Poste au titre de l'aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés. Cette aide, prenant pour assiette les volumes enregistrés au cours du mois précédent, n'a effectivement été payée que sur 11 mois (premier paiement en février

au titre des volumes de janvier et dernier paiement en décembre au titre des volumes de novembre). Les volumes de décembre 2023 seront pris en compte en 2024.

– Sous-action n° 5 : aide au portage de la presse

La dotation allouée à **l'aide à l'exemplaire pour les titres de presse portés** a été majorée en 2023 de +8,6 M€ par rapport à 2022, dans le cadre de la première année de mise en œuvre de la réforme de l'aide au transport de la presse, et atteint ainsi 35,1 M€.

Le montant total versé en 2023 aux 150 publications bénéficiaires s'établit à 32,6 M€. Un reliquat de 0,06 M€ est demandé en reports concernant deux titres ultra-marins. Par ailleurs, un autre reliquat de 2,4 M€, également demandé au titre des reports, correspond à l'aide temporaire aux réseaux de portage, qui n'a pas pu être versée en 2023 du fait d'une autorisation tardive de la Commission européenne vis-à-vis des délais de fin de gestion. Cette aide sera donc doublée en 2024, au titre de 2023 ainsi qu'au titre de 2024.

– Sous-action n° 15 : exonération des charges patronales pour les vendeurs-colporteurs et porteurs de presse

**L'exonération de charges patronales pour les vendeurs-colporteurs et porteurs de presse** est complémentaire, dans sa conception, de l'aide au portage. Ce dispositif d'exonération a fait l'objet en 2023 d'un unique versement à l'ACOSS, gestionnaire du dispositif, à hauteur du montant inscrit dans l'échéancier des versements en 2023 transmis par l'Agence, soit 11,69 M€. Ce montant est égal à la prévision inscrite en LFI (11,69 M€).

**Aides au pluralisme**

– Sous-action n° 7 : aide aux publications nationales d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires

L'aide aux publications nationales d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires est divisée en deux parties : l'aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires (QFRP) et l'aide aux publications nationales d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires (PFRP). À noter qu'à partir de 2024, ces deux aides seront scindées en deux activités distinctes au sein de la nomenclature budgétaire.

1) *Les quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires*

En LFI 2023, la dotation destinée aux quotidiens est en augmentation de +1,2 M€ par rapport à 2022, pour financer en base l'éligibilité du quotidien *L'Opinion* afin de pouvoir maintenir au niveau de 2022 l'aide apportée aux autres principaux quotidiens bénéficiaires, particulièrement fragiles et essentiels pour le maintien d'un paysage pluraliste d'information. La dotation du dispositif pour les quotidiens s'élève ainsi à 10,36 M€, enveloppe intégralement consommée et versée aux 7 quotidiens bénéficiaires.

|                         | Nombre de bénéficiaires | Aide versée au titre de 2023 | Montant moyen de l'aide 2023 |
|-------------------------|-------------------------|------------------------------|------------------------------|
| 1 <sup>re</sup> section | 4                       | 10 334 859 €                 | 2 583 715 €                  |
| 2 <sup>e</sup> section  | 3                       | 20 141 €                     | 6 714 €                      |
| 3 <sup>e</sup> section  | 0                       | 0 €                          | 0 €                          |
| <b>TOTAL</b>            | 7                       | 10 355 000 €                 | 1 476 408 €                  |

2) *Les publications nationales d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires*

S'agissant des publications hebdomadaires à trimestrielles, la dotation, inscrite en LFI 2023 à hauteur de 4 M€ en AE=CP, était la même qu'en 2022. Elle a été consommée intégralement, pour 55 publications bénéficiaires.

– Sous-action n° 8 : aide aux quotidiens régionaux, départementaux et locaux d'information politique et générale à faibles ressources de petites annonces

La dotation allouée à **l'aide aux quotidiens régionaux, départementaux et locaux à faibles ressources de petites annonces** (QFRPA), aide sous enveloppe, a été consommée dans sa totalité en 2023 : 1,4 M€ en AE=CP, pour 12 publications bénéficiaires.

– Sous-action n° 4 : aide au pluralisme de la presse périodique régionale et locale

**L'aide au pluralisme de la presse périodique régionale et locale** (PPR) est un dispositif versé sous enveloppe, par répartition. La dotation s'élève à 1,47 M€ en AE=CP en LFI 2023, à l'identique du montant porté en LFI 2022. Elle a été consommée en totalité, pour 232 publications bénéficiaires.

– Sous-action n° 18 : aide au pluralisme des titres ultra-marins

**L'aide au pluralisme des titres ultra-marins** est un dispositif du programme 180 « Presse et médias » créé en 2021 et doté en LFI 2023 de 2 M€ en AE et en CP, comme en 2022, et consommé à hauteur de 1,41 M€ en AE et CP. Un reliquat de 0,59 M€ concernant des titres de la presse locale réunionnaise fait l'objet d'une demande de reports.

– Sous-action n° 19 : aide aux services de presse tout en ligne

**L'aide aux services de presse tout en ligne** (SPTTEL) est un dispositif du programme 180 « Presse et médias » créé en 2021 et doté en LFI 2023 de 4 M€ en AE et en CP, comme en 2022. Après reports sur l'année 2023, uniquement en CP, le montant total de CP disponibles s'établit à 5 M€. La dotation LFI a été engagée et payée à hauteur de 4 M€ en AE et 4,41 M€ en CP, pour 588 publications bénéficiaires, modulo un reste à payer en CP de 0,05 M€ faisant l'objet d'une demande de reports.

## **Aides à la modernisation**

– Sous-action n° 10 : aide à la modernisation de la distribution de la presse quotidienne nationale d'information politique et générale

**L'aide à la modernisation de la distribution de la presse quotidienne nationale** a été divisée en deux sections par le décret n° 2012-484 du 13 avril 2012 relatif à la réforme des aides à la presse et au fonds stratégique pour le développement de la presse.

La première section de l'aide à la distribution de la presse permet aux quotidiens nationaux d'information politique et générale (IPG) de couvrir une partie des surcoûts supportés par la société de messagerie de presse (France Messagerie) dans son activité de distribution au numéro de la presse quotidienne nationale d'IPG. Les crédits de la première section s'élevaient en LFI 2023 à 27 M€, ils ont été intégralement consommés.

La seconde section de l'aide à la distribution de la presse a pour objet de soutenir la diffusion de la presse française à l'étranger par la réduction du coût du transport des titres diffusés par vente au numéro. Dotée de 0,85 M€ en 2023 (comme les années précédentes), l'aide a été versée début décembre aux sociétés « France Messagerie » pour 0,74 M€ et « Messageries lyonnaises de presse » (MLP) pour 0,11 M€, les deux bénéficiaires au titre de l'année 2023, après signature de conventions avec l'État pour l'exercice 2022 stipulant les engagements des messageries de presse (comme les conventions précédentes au titre de 2021).

La consommation totale de ce dispositif en 2023 s'élève ainsi à la dotation inscrite en LFI, soit 27,85 M€ en AE et en CP.

Par ailleurs, une aide exceptionnelle visant à compenser la hausse de certains coûts de production des publications imprimées des entreprises éditrices de presse particulièrement affectées par les conséquences économiques et financières de la guerre en Ukraine, instituée par le décret n° 2023-331 du 3 mai 2023, a été versée sur cette sous-

action faute d'activité dédiée dans la nomenclature budgétaire. Confié à l'Agence de services et de paiement (ASP), ce dispositif a fait l'objet d'un versement de 29,65 M€ en AE et CP au titre des dépenses d'intervention (ainsi que 0,3 M€ au titre des dépenses de fonctionnement mentionnées *supra*). 506 publications éditées par 168 sociétés éditrices détenues par 111 groupes ont bénéficié de ce soutien pour un montant moyen de 58,5 k€ par publication.

Cette aide, dotée d'un montant total de 30 M€, a été financée, en premier lieu, par une ouverture de crédits de 5 M€ en AE = CP en loi de finances rectificative pour 2022 (un arrêté du 24 février 2023 a reporté ces crédits sur le budget 2023 du programme 180), en deuxième lieu, par les reliquats du plan de restructuration des imprimeries régionales (PRIM) à hauteur de 16 M€ en AE = CP (le décret n° 2023-511 du 27 juin 2023 portant transfert de crédits les a transférés depuis le programme 103 *Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi*), en troisième lieu, par un dégel anticipé de la réserve de précaution du programme en date du 9 novembre 2023 à hauteur de 7,57 M€ en AE et 3,4 M€ en CP, dans l'attente d'une ouverture de crédits en fin de gestion. Celle-ci, par la loi n° 2023-1114 du 30 novembre 2023 de finances de fin de gestion pour 2023, s'est finalement élevée à 1,43 M€ en AE et 5,6 M€ en CP pour le programme 180. L'ensemble des crédits de cette aide a été consommé en 2023, modulo un reliquat de 50 k€ dont le report a été demandé sur le budget 2024 afin de régler les frais de gestion de l'ASP en charge de la gestion de l'aide.

#### – Sous-action n° 11 : aide à la modernisation des diffuseurs de presse

Les crédits destinés à l'aide à la modernisation des diffuseurs de presse ont été maintenus en LFI 2023 à hauteur de 6 M€ en AE=CP. Un contrat de concession de service public relatif à la gestion de l'aide, ainsi qu'une convention de mandat de gestion du dispositif, avaient été signés le 4 juillet 2019 avec un prestataire en charge de la gestion du dispositif jusqu'au 31 décembre 2022. Le même prestataire a été renouvelé le 28 juillet 2023 à la suite d'un appel d'offres. Après report et mouvement interne de crédits, le dispositif a été doté d'un total de 7,3 M€ en AE et 8,6 M€ en CP en 2023. Le montant total exécuté s'élève à 5,96 M€ en AE et 4,68 M€ en CP. Une partie du solde, soit 0,77 M€ en AE et 2,3 M€ en CP, fait l'objet d'une demande de reports sur 2024.

Par ailleurs, dans le cadre du soutien à la modernisation des diffuseurs de presse, un appel à candidature a été lancé par la direction générale des médias et des industries culturelles (DGMIC) en décembre 2022 afin de dessiner une nouvelle enseigne dite « plume », emblème des marchands de presse. À la suite de la réception des propositions et de l'audition des cinq projets finalistes, un lauréat a été désigné. Un dédommagement de 5 000 € a été versé aux quatre candidats non retenus. Pour soutenir la réalisation du projet, qui sera dévoilé au public courant 2024, 74 000 € ont été engagés et 14 800 € versés.

#### – Sous-action n° 16 : fonds stratégique pour le développement de la presse

Le fonds stratégique pour le développement de la presse (FSDP) soutient, par des aides directes à l'investissement, une grande variété de projets d'entreprises de presse : les projets accroissant leur productivité par un effort de modernisation industrielle, les projets de développement numérique, les projets relatifs à la transition écologique du secteur et les projets assurant le rayonnement de la presse française dans les pays francophones.

La dotation du fonds stratégique a été fixée en LFI 2023 à 16,47 M€ en AE et 15,43 M€ en CP et, après application de la réserve de précaution, ajustée à 10,3 M€ en AE et 9,3 M€ en CP. Compte tenu des mouvements intervenus en cours de gestion (reports et redéploiements en gestion entre dispositifs), le disponible final pour le FSDP s'est établi à 23,21 M€ en AE et 13,7 M€ en CP. Le montant total exécuté en 2023 sur crédits d'intervention s'élève à 17,78 M€ en AE, après imputation des mouvements d'annulation sur les engagements des années antérieures (-0,9 M€), et à 10,99 M€ en CP.

En 2023, sur 149 dossiers examinés, 132 dossiers ont été attribués (92 dossiers ont été attribués en 2022).

Le reliquat, demandé en report, a vocation à couvrir, d'une part, les engagements des derniers comités d'attribution 2023 ainsi que ceux des dossiers reçus en 2023 dont l'instruction n'est pas terminée et, d'autre part, les paiements échelonnés dans le temps des aides attribuées en 2023 et les années antérieures dont les dossiers ne sont pas clôturés.

– Sous-action n° 17 : fonds de soutien à l'émergence et l'innovation dans la presse

Le fonds de soutien à l'émergence et l'innovation dans la presse (FSEIP) est doté d'une enveloppe de 5 M€ en AE et en CP en 2023, comme les années précédentes. Il s'appuie sur trois dispositifs d'intervention complémentaires : les bourses d'émergence, les appels à projets pour des programmes d'incubation dédiés aux médias émergents et aux fournisseurs de solutions aux médias et les appels à projets portant sur la réalisation de programmes de recherche innovants. Il permet d'encourager la création de nouveaux médias et de contribuer à la pérennité des entreprises éditrices lors de leurs premières années, qui sont souvent les plus risquées.

Après les mouvements intervenus en cours de gestion (reports et redéploiements en gestion entre dispositifs), le disponible final pour le FSEIP s'est établi à 4,19 M€ en AE et 2,95 M€ en CP. Le montant total exécuté en 2023 s'élève à 2,27 M€ en AE et à 1,75 M€ en CP. Le report des AE aura vocation à couvrir les engagements au titre des attributions des derniers comités 2023 non conventionnés avant la clôture budgétaire tandis que le report des CP couvrira les paiements échelonnés dans le temps des aides attribuées en 2023 et les années antérieures dont les dossiers ne sont pas clôturés.

En 2023, sur 83 dossiers examinés, 42 dossiers ont été attribués (en 2022, sur 41 projets examinés, 20 ont été attribués).

| Compte de la presse   |                      |                    |                    |
|---|----------------------|--------------------|--------------------|
|   | Exécuté 2022         | Exécuté 2023       | Estimé 2024        |
| <b>I - Aides directes à la presse</b>   | <b>173 333 307</b>   | <b>216 331 225</b> | <b>200 536 241</b> |
| <b>1. Aides à la diffusion</b>  | <b>93 387 903</b>    | <b>118 139 207</b> | <b>119 434 447</b> |
| Aide à l'exemplaire pour les titres de presse portés  | 26 500 000           | 32 645 268         | 37 500 000         |
| Exonérations des charges patronales pour les vendeurs-colporteurs et porteurs de presse   | 12 887 903           | 11 687 903         | 11 434 447         |
| Aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés  | 54 000 000           | 73 806 036         | 70 500 000         |
| <b>2. Aides au pluralisme</b>   | <b>27 978 207</b>    | <b>22 635 458</b>  | <b>25 925 000</b>  |
| Aide aux publications nationales d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires (QFRP/PFRP)                             | 15 108 207           | 14 355 000         | 17 055 000         |
| Aide aux quotidiens régionaux, départementaux et locaux d'information politique et générale à faibles ressources de petites annonces (QFRPA)    | 1 400 000            | 1 400 000          | 1 400 000          |
| Aide au pluralisme de la presse périodique régionale et locale (PPR)  | 1 470 000            | 1 474 658          | 1 470 000          |
| Aides au pluralisme pour les services de presse tout en ligne (SPTTEL)  | 8 000 000            | 4 000 000          | 4 000 000          |
| Aide au pluralisme des titres de presse ultramarins   | 2 000 000            | 1 405 800          | 2 000 000          |
| <b>3. Aides à la modernisation</b>  | <b>51 967 197</b>    | <b>75 556 560</b>  | <b>55 176 794</b>  |
| Aide à la modernisation de la distribution de la presse quotidienne nationale   | 27 826 598           | 27 850 000         | 27 850 000         |
| Aide exceptionnelle visant à compenser la hausse de certains coûts de production des publications imprimées des entreprises éditrices de presse | -                    | 29 950 022         | 49 978             |
| Aide à la modernisation des diffuseurs de presse  | 5 082 945            | 4 924 850          | 6 000 000          |
| Fonds stratégique pour le développement de la presse (FSDP)   | 17 132 453           | 10 992 564         | 16 276 816         |
| Fonds de soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse (FSEIP)   | 1 925 201            | 1 839 125          | 5 000 000          |
| <b>II - Relations financières de l'État avec l'AFP</b>  | <b>134 981 639</b>   | <b>134 976 239</b> | <b>141 692 216</b> |
| Abonnements de l'État   | 21 655 380           | 21 655 380         | 22 738 148         |
| Missions d'intérêt général  | 113 326 259          | 113 320 859        | 118 954 068        |
|   | Réalisation 2022     | Actualisé 2023     | Prévision 2024     |
| <b>III - Dispositifs fiscaux (1)</b>  | <b>83 000 000</b>    | <b>72 000 000</b>  | <b>69 000 000</b>  |
| 730305 - Taux de TVA à 2,10 % (2)   | 70 000 000           | 60 000 000         | 60 000 000         |
| 230403 - Déduction spéciale prévue en faveur des entreprises de presse  | 1 000 000            | -                  | nc                 |
| 110263 - Réduction d'impôt des contribuables accordée au titre des souscriptions en numéraire au capital d'entreprises de presse                | <500000              | <500000            | <500000            |
| 090110 - Exonération de CFE en faveur des diffuseurs de presse  | 5 000 000            | 5 000 000          | 5 000 000          |
| 040110 - Exonération de CVAE en faveur des diffuseurs de presse   | 3 000 000            | 5 000 000          | 4 000 000          |
| 720203 - Exonération des publications des collectivités publiques et des organismes à but non   | 1 000 000            | <500000            | -                  |
| 320131 - Réduction d'impôt des entreprises pour souscription au capital des sociétés de presse  | <500000              | <500000            | <500000            |
| 110267 - Crédit d'impôt premier abonnement à un titre de presse   | 3 000 000            | 2 000 000          | -                  |
| <b>IV - Dispositifs sociaux</b>   |                      |                    |                    |
| Dont la déduction forfaitaire pour frais professionnels des journalistes  | nc                   | nc                 | nc                 |
| Dont l'abattement de 20% du taux de cotisations sociales  | nc                   | nc                 | nc                 |
| <b>V - Avantage fiscal</b>  |                      |                    |                    |
| Abattement forfaitaire sur l'impôt sur le revenu des journalistes   | nc                   | nc                 | nc                 |
| <b>Total (I+II+III+IV+V)</b>  | <b>391 314 946</b>   | <b>423 307 464</b> | <b>411 228 457</b> |
| <b>Déficit net du compte presse de La Poste (3)</b>   | <b>- 148 112 240</b> | <b>NC</b>          | <b>NC</b>          |

(1) L'exécution 2023 ne sera connue qu'à l'issue des campagnes de déclarations des impôts et de leur traitement à la fin de l'été 2024. Données issues du PLF 2024 - Voies et moyens tome 2.

(2) L'avantage fiscal de TVA est calculé par la DLF comme la différence entre le taux super-réduit de 2,1 % (appliquées aux publications de presse inscrites à la CPPAP) et le taux réduit normal de 5,5 %.

(3) Source : La Poste.

**ACTION****05 – Soutien aux médias de proximité**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                        |                                      | Crédits de paiement |                        |                                      |
|---|----------------------------|------------------------|--------------------------------------|---------------------|------------------------|--------------------------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres          | Total                                | Titre 2             | Autres titres          | Total                                |
| 05 – Soutien aux médias de proximité  |                            | 1 831 660<br>1 893 600 | <b>1 831 660</b><br><b>1 893 600</b> |                     | 1 831 660<br>1 893 600 | <b>1 831 660</b><br><b>1 893 600</b> |

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie                         | Autorisations d'engagement       |                  | Crédits de paiement              |                  |
|--|----------------------------------|------------------|----------------------------------|------------------|
|  | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation      | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation      |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention          | 1 831 660                        | 1 893 600        | 1 831 660                        | 1 893 600        |
| Transferts aux entreprises                 | 1 831 660                        | 299 939          | 1 831 660                        | 299 939          |
| Transferts aux collectivités territoriales |                                  | 10 000           |                                  | 10 000           |
| Transferts aux autres collectivités        |                                  | 1 583 661        |                                  | 1 583 661        |
| <b>Total</b>                               | <b>1 831 660</b>                 | <b>1 893 600</b> | <b>1 831 660</b>                 | <b>1 893 600</b> |

Les pouvoirs publics ont décidé d'engager une politique volontariste et durable en faveur des médias de proximité qui œuvrent sur les territoires et n'étaient pas couverts jusqu'alors par les dispositifs de soutien existants, à destination de la presse en particulier. Un fonds pérenne, intitulé fonds de soutien aux médias d'information sociale de proximité (FSMISP), a ainsi été créé à cette fin par le décret n° 2016-511 du 26 avril 2016.

En 2023, 131 médias ont été soutenus (contre 135 en 2022). Ainsi, après reports et redéploiements en interne entre dispositifs, une enveloppe de 1 893 600 € en AE et en CP était disponible pour ce fonds. Cette enveloppe a été intégralement consommée en 2023.

**ACTION****06 – Soutien à l'expression radiophonique locale**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                          |  | Crédits de paiement |                          |  |
|---|----------------------------|--------------------------|--|---------------------|--------------------------|--|
|   | Titre 2                    | Autres titres            | Total                                  | Titre 2             | Autres titres            | Total                                  |
| 06 – Soutien à l'expression radiophonique locale                            |                            | 36 032 639<br>35 145 512 | <b>36 032 639</b><br><b>35 145 512</b> |                     | 36 032 639<br>35 098 752 | <b>36 032 639</b><br><b>35 098 752</b> |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                   | Crédits de paiement              |                   |
|---|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 126 994                          | 59 550            | 126 994                          | 12 790            |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 126 994                          | 59 550            | 126 994                          | 12 790            |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 35 905 645                       | 35 085 962        | 35 905 645                       | 35 085 962        |
| Transferts aux ménages                                    | 1 200 000                        | 487 898           | 1 200 000                        | 487 898           |
| Transferts aux autres collectivités                       | 34 705 645                       | 34 598 064        | 34 705 645                       | 34 598 064        |
| <b>Total</b>  | <b>36 032 639</b>                | <b>35 145 512</b> | <b>36 032 639</b>                | <b>35 098 752</b> |

Les crédits initialement inscrits dans la loi de finances pour 2023 pour l'action 6 du programme 180 « Presse et médias » se sont élevés à 36 032 639 € en AE et en CP.

À ces crédits se sont ajoutés des reports pour un total de 553 226 € en AE et 553 986 € en CP se décomposant comme suit :

- report frictionnel habituel du fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER) à hauteur de 253 986 € en AE et en CP ;
- report des aides attribuées en toute fin d'année 2022 du fonds pour la création sonore à hauteur de 299 240 € en AE et 300 000 € en CP.

Au total, les crédits 2023 disponibles pour l'action 6 du programme 180 se sont donc élevés à 36 525 865 € en AE et 36 526 625 € en CP et ont été consommés à hauteur de 35 145 512 € en AE et 35 098 752 € en CP.

Depuis sa création, en 1982, le FSER a permis le développement puis la consolidation d'un secteur associatif radiophonique unique en Europe par son ampleur et sa diversité. Laïques ou confessionnelles, scolaires ou universitaires, liées à une collectivité locale ou d'expression alternative, communautaires ou spécialisées, les radios associatives non commerciales de catégorie A (classification établie par le CSA qui correspond aux radios éligibles au FSER) répondent, par leur programmation et leur action concrète, au rôle de média de proximité que le législateur a souhaité leur confier dès la libéralisation des fréquences radiophoniques. Leur diversité est le meilleur garant de l'expression du pluralisme à l'échelle d'une région, d'un département ou même de quelques communes. Présentes sur l'ensemble du territoire national, métropolitain et ultramarin, elles remplissent un rôle social primordial. Elles interviennent en effet comme un élément unificateur, animant la vie locale et réservant une large part de leur programmation à des cultures minoritaires, aux nouveaux talents artistiques ou encore à des campagnes d'intérêt général. Elles remplissent également des missions d'intégration et de formation et emploient près de 2 000 personnes.

Ainsi, au 31 décembre 2022, date des dernières données validées par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM), on comptait 709 radios associatives non commerciales de catégorie A autorisées à titre permanent sur 1 404,5 fréquences (source : ARCOM).

L'aide aux radios associatives, prévue à l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, est attribuée par le ministre de la Culture et versée dans le cadre du FSER. Cette aide publique est attribuée aux radios locales associatives accomplissant une mission de communication sociale de proximité, lorsque leurs ressources publicitaires sont inférieures à 20 % de leur chiffre d'affaires total. Chaque année, plus de 700 radios associatives (752 en 2023) bénéficient de l'aide du FSER.

L'origine des recettes des radios est variable :

- les différentes aides du fonds (subvention d'installation, subventions de fonctionnement, subvention d'équipement) représentent en moyenne 40 % de leurs ressources ;
- les recettes publicitaires jouent un rôle non négligeable pour une soixantaine de radios pour lesquelles elles dépassent 10 % de leur chiffre d'affaires ;
- les autres ressources dont bénéficient les radios de catégorie A proviennent des aides à l'emploi versées pour le compte de l'État par l'Agence de Services et de Paiement (principal bailleur public après le FSER), des aides versées par l'Agence nationale de la cohésion des territoires, des subventions des collectivités locales, du produit de certaines activités radiophoniques ou non radiophoniques, des cotisations et des dons.

Par ailleurs, 1,2 M€ ont été inscrit en base de la LFI 2023 au titre de l'aide sélective aux autrices et auteurs de podcasts et de créations radiophoniques, dont la première édition d'appel à projets avait été lancée en 2022 et financée en gestion via des reports.

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le montant des frais de fonctionnement de la commission du FSER est fixé chaque année à titre prévisionnel à 0,4 % des crédits votés en LFI, soit 126 994 € pour 2023.

Toutefois les dépenses de fonctionnement effectives (6 054 € en AE et en CP en 2023) sont très inférieures à ce montant prévisionnel. Elles correspondent essentiellement aux frais de déplacement des membres de la commission qui délibèrent sur les demandes de subventions sélectives à l'action radiophonique instruites par les services de la direction générale des médias et des industries culturelles, ces frais étant pris en charge par le FSER. La commission comprend onze membres, qui viennent siéger deux fois par mois, d'avril à mars. Parmi eux, quatre représentants des radios associatives viennent de province ; leurs frais de déplacement et de séjour sont pris en charge, sur justificatif, selon le droit commun des remboursements de frais dans l'administration.

Par ailleurs, les crédits de fonctionnement du FSER peuvent couvrir des frais d'études ou de fournitures courantes, ainsi que les frais afférents aux contrôles sur pièce ou sur place organisés afin de vérifier le respect par les radios demandeuses des dispositions régissant le fonds.

Le fonds pour la création sonore a également fait l'objet de frais de fonctionnement en 2023, pour un versement de 760 € en CP au titre de restes à payer sur une prestation commandée en 2022.

Enfin, les crédits de l'action 6 ont permis de financer deux études sur la consommation des podcasts pour 5 975 € en AE et CP d'une part, et sur l'impact de la publicité en faveur du cinéma à la télévision d'autre part, engagée en 2023 à hauteur de 47 520 € et destinée à être soldée en 2024 après report des CP correspondants.

## DÉPENSES D'INTERVENTION

En 2023, 98,6 % des radios associatives autorisées ayant sollicité l'aide du FSER ont effectivement bénéficié des subventions du FSER.

Au titre de l'année 2023, en application des arrêtés de barèmes du 8 août 2018, le montant des subventions attribuées aux radios locales associatives s'est élevé à 34 596 064 € et se décompose comme suit :

- 360 000 € au titre de la subvention d'installation (en faveur de 23 radios), contre 205 940 € en 2022 ;
- 881 211 € au titre de la subvention d'équipement (en faveur de 149 radios), contre 964 603 € en 2022 ;
- 25 412 050 € au titre de la subvention d'exploitation (en faveur de 745 radios), contre 24 557 252 € en 2022 ;
- 7 999 848 € au titre de la subvention sélective à l'action radiophonique (en faveur de 406 radios), contre 7 195 396 € en 2022.

La différence entre le montant des aides accordées au titre de 2023 (34 596 064 €) et le montant des crédits consommés en 2023 (34 832 639 €) correspond essentiellement à un décalage de trésorerie hérité du fonctionnement du compte d'affectation spéciale qui finançait le FSER jusqu'au 31 décembre 2008.

S'agissant du soutien sélectif aux autrices et auteurs de podcasts et de création radiophonique, la consommation effective s'est portée à 489 898 € en AE et CP. Un troisième appel à projets a été lancé en 2023, qui sera financé en 2024 via un report demandé à hauteur de 0,5 M€ depuis le reliquat constaté sur ce dispositif.

## ACTION

### 07 – Compagnie internationale de radio et télévision (CIRT)

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |               |                  | Crédits de paiement |               |                  |
|---|----------------------------|---------------|------------------|---------------------|---------------|------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total            | Titre 2             | Autres titres | Total            |
| 07 – Compagnie internationale de radio et télévision (CIRT)                 |                            | 1 666 500     | <b>1 666 500</b> |                     | 1 666 500     | <b>1 666 500</b> |
|   |                            | 1 666 500     | <b>1 666 500</b> |                     | 1 666 500     | <b>1 666 500</b> |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                  | Autorisations d'engagement    |                  | Crédits de paiement           |                  |
|-------------------------------------|-------------------------------|------------------|-------------------------------|------------------|
|                                     | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation      | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation      |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention   | 1 666 500                     | 1 666 500        | 1 666 500                     | 1 666 500        |
| Transferts aux entreprises          |                               | 1 666 500        |                               | 1 666 500        |
| Transferts aux autres collectivités | 1 666 500                     |                  | 1 666 500                     |                  |
| <b>Total</b>                        | <b>1 666 500</b>              | <b>1 666 500</b> | <b>1 666 500</b>              | <b>1 666 500</b> |

En 2023, la CIRT a poursuivi son soutien à la radio franco-marocaine Médi1, en mettant à disposition de la radio de 19 journalistes francophones. L'objectif était d'assurer la diffusion en langue française de 50 % de la grille de programmes de Médi1.

### Ressources

La CIRT a bénéficié d'une dotation publique stable d'un montant de 1 666 500 €, versée à la société en trois échéances (au 31 janvier, au 30 juin et au 10 novembre). En dehors de cette subvention, la société ne dispose pas d'autres ressources.

### Charges

Les charges prévisionnelles de la CIRT se sont élevées, pour cette année, à 1 680 000 € et correspondent essentiellement à l'ensemble des dépenses afférentes à la rémunération et aux coûts d'expatriation des journalistes francophones mis à la disposition de la radio franco-marocaine Médi1.

Pour cet exercice, l'activité de la société a pu se poursuivre jusqu'à fin décembre grâce au versement de la subvention annuelle, qui a permis de couvrir les charges d'exploitation de la société.

Selon les dernières estimations (les comptes 2023 n'étant pas encore disponibles), le versement de la subvention d'exploitation et la mobilisation du report à nouveau devraient permettre à la société d'atteindre l'équilibre.

## Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

### RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file)<br>Nature de la dépense           | Réalisation 2022              |                        | Prévision LFI 2023            |                        | Réalisation 2023              |                        |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>ASP - Agence de services et de paiement (P149)</b>                        |                               |                        |                               |                        | <b>29 650 000</b>             | <b>29 650 000</b>      |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 29 650 000                    | 29 650 000             |
| <b>Universités et assimilés (P150)</b>                                       | <b>169 350</b>                | <b>75 540</b>          |                               |                        |                               |                        |
| Transferts   | 169 350                       | 75 540                 |                               |                        |                               |                        |
| <b>Autres opérateurs d'enseignement supérieur et<br/>de recherche (P150)</b> |                               | <b>57 985</b>          |                               |                        |                               | <b>28 549</b>          |
| Transferts   |                               | 57 985                 |                               |                        |                               | 28 549                 |
| <b>Total</b>   | <b>169 350</b>                | <b>133 525</b>         |                               |                        | <b>29 650 000</b>             | <b>29 678 549</b>      |
| Total des transferts   | 169 350                       | 133 525                |                               |                        | 29 650 000                    | 29 678 549             |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023, leur réalisation 2022 est sans objet.

PROGRAMME 334  
**Livre et industries culturelles**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

**Florence PHILBERT**

*Directrice générale des médias et des industries culturelles*

Responsable du programme n° 334 : Livre et industries culturelles

Le programme 334 « Livre et industries culturelles » regroupe les moyens budgétaires spécifiquement alloués par l'État, d'une part, à sa politique en faveur du livre et de la lecture (action 1) et, d'autre part, à certains axes prioritaires de sa politique en faveur des industries culturelles, et plus spécialement du secteur de la musique enregistrée (action 2).

Dans ces différents domaines, l'intervention publique vise à favoriser tout à la fois la valorisation des œuvres patrimoniales, la diversité et le renouvellement de la création et l'accès des publics les plus larges à l'offre culturelle.

En 2023, l'action publique en faveur de **l'économie du livre** a été particulièrement mobilisée autour des axes suivants.

Le soutien aux **auteurs** a été renforcé notamment par deux actions emblématiques :

- sous l'égide du ministère de la Culture, dans la continuité de l'accord de décembre 2022, des discussions entre auteurs et éditeurs ont été organisées. Elles ont permis d'identifier de nouveaux points d'amélioration dans l'équilibre de leurs relations contractuelles, qui mériteraient d'être généralisés à l'avenir.
- le protocole de rémunération des dédicaces dans les festivals de bande dessinée (BD) a été étendu à de nouveaux festivals de BD, soutenus par les services déconcentrés.

De même, l'État a approfondi son soutien aux **librairies** à travers la poursuite de la mise en œuvre de la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs :

- l'arrêté du 4 avril 2023 relatif au montant minimal de tarification du service de livraison du livre : entré en vigueur en octobre 2023, prévoit que les frais de livraison soient au minimum de 3 € en cas de commande de livres neufs inférieure à 35 € ;
- le décret n° 2023-497 du 22 juin 2023 relatif aux modalités de communication au public du prix des offres de livres neufs et de livres d'occasion donne une définition du livre d'occasion et précise les conditions d'affichage des prix par les détaillants et les plateformes de vente en ligne.

Dans l'esprit de la loi « Lang », ces règles nouvelles restaurent une concurrence plus équilibrée dans le secteur du livre.

En complément de ces mesures, la poursuite de la généralisation du dispositif « Jeunes en librairie (JEL) » a été assurée par les services déconcentrés dans la plupart des régions durant l'année scolaire 2022-2023, dont la Guyane pour la première fois. À partir de l'année scolaire 2023-2024, le financement par l'État relève des crédits du programme 334 et l'articulation avec le pass Culture a été précisée pour mieux utiliser sa part collective.

L'accessibilité des livres numériques a connu en 2023 une nouvelle étape à travers la transposition de la directive (UE) 2019/882 du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services. Les acteurs du livre en France connaissent désormais avec précision leurs obligations pour proposer aux personnes en situation de handicap, à compter de juin 2025, une offre de livres numériques tenant compte de leurs besoins. Ce cadre juridique s'inscrit dans les travaux menés par le comité interministériel pour le développement d'une offre

de livres numériques nativement accessibles, dénommé « COPIL LINA25 » ([www.lina25.fr](http://www.lina25.fr)), qui se réunit chaque année pour conduire un plan stratégique avec l'ensemble des parties prenantes.

**Pour les bibliothèques**, l'année 2023 a vu la poursuite de la reprise d'activité amorcée en 2021. Alors que la fréquentation était revenue, à la fin 2022, à 80-85 % de celle enregistrée en 2019, on peut considérer qu'aujourd'hui, la perte de fréquentation causée par la crise sanitaire, est effacée. Cette appréciation globale masque des situations diverses selon les établissements, voire au sein d'un même réseau ou établissement, selon les implantations. Le ministère de la Culture a contribué à redonner plus de visibilité aux bibliothèques, en organisant une campagne nationale de communication en septembre 2023 : « Ma bibliothèque : le monde à portée de main ».

Malheureusement, les effets du surenchérissement des coûts énergétiques et de l'inflation sur les budgets des collectivités territoriales ont ralenti la dynamique du Plan Bibliothèques. En effet, si on enregistre en 2023 (comme les années précédentes) une consommation exhaustive des crédits du concours particulier Bibliothèques au sein de la dotation générale de décentralisation (DGD), la progression se fait plus lente pour les extensions des horaires d'ouverture. Certes, l'objectif de 500 extensions aidées à la fin de la première mandature a été dépassé, mais le nombre de nouveaux projets décroît chaque année : de 81 opérations lancées en 2021, nous sommes passés à une soixantaine, en 2022, et, probablement, seulement à une quarantaine en 2023. Il est donc indispensable de donner un nouveau souffle à la politique d'élargissement de l'ouverture des bibliothèques. Cette relance est l'un des objectifs majeurs de la stratégie « Lecture et territoires » engagée en 2024.

La **stratégie « Lecture et territoires »** poursuivra ces deux objectifs : consacrer un effort particulier aux territoires prioritaires (ruralité, Outre-mer, QPV), au travers de la politique contractuelle, et intensifier les actions en direction des jeunes. La priorité donnée à la ruralité s'appuiera sur les contrats départementaux lecture (CDL), afin d'amplifier l'action des bibliothèques départementales au service des bibliothèques des communes rurales et des petites villes. A la fin 2023, 64 départements sont déjà partenaires de ce contrat de 3 ans, renouvelable deux fois. L'État souhaite contractualiser avec l'ensemble des départements d'ici 2027 et rehausser le niveau de son aide aux départements partenaires. Par ailleurs, les moyens alloués aux 240 contrats territoires lecture (CTL) sont maintenus.

Les travaux du troisième volet du Plan Bibliothèques, dédié à la formation des professionnels et des bénévoles, se poursuivent, en associant l'ensemble des acteurs (associations d'élus, associations professionnelles, acteurs de la formation) : l'année 2023 a vu la mise en place dans presque toutes les régions d'une offre de formation régionalisée, construite par l'ensemble des partenaires locaux.

Après la réouverture en septembre 2022 du quadrilatère Richelieu de la Bibliothèque nationale de France (BnF), l'année 2023 a marqué sa première année complète de fonctionnement. Le site entièrement rénové a rencontré son public, au-delà des estimations, comme l'illustrent les chiffres de sa fréquentation : 614 601 visiteurs en 2023 (contre 253 261 en 2022 et 151 000 en 2021). Le projet de futur centre de conservation à Amiens, qui accueillera, à l'ouverture en 2029, son conservatoire national de la presse, a vu en 2023 la tenue du concours d'architecture, dont le résultat sera dévoilé en mars 2024. Le projet de rénovation des espaces publics de la Bibliothèque publique d'information (Bpi) a été revu en 2021-2022 pour le synchroniser avec les travaux de restructuration du Centre Pompidou, prévus à partir de 2025. L'année 2023 a été consacrée au lancement de la préparation du déménagement de la Bpi vers le site qui l'accueillera dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, durant la fermeture du Centre Pompidou pour travaux (2025-2030).

**En matière de développement de la lecture**, on citera en 2023 la poursuite de deux actions particulières : le développement d'actions originales du Centre national du livre (CNL), par exemple autour de la lecture à haute voix et d'une meilleure insertion des auteurs dans l'éducation artistique et culturelle, et le début de mise en œuvre du plan visant à faciliter l'accès à la lecture des personnes handicapées. Ce plan se décline en deux mesures : la création d'un portail national de l'édition accessible et adaptée, confiée à la BnF et qui ouvrira en 2026, et le développement d'un plan de production de documents adaptés, piloté par l'Institut national des jeunes aveugles (INJA).

Enfin, l'année 2023 a vu des avancées majeures pour la future Maison du dessin de presse, projet piloté par le ministère de la Culture : validation, au début de l'année, du programme scientifique et culturel, préparé par l'équipe de préfiguration ; élaboration par l'OPPIC au printemps du programme architectural, puis organisation à l'automne

de la procédure négociée visant à choisir l'architecte du projet. Le dépôt du projet de permis de construire et la finalisation de l'accord entre l'État et la Ville de Paris sur le futur bail marqueront, au printemps 2024, des étapes déterminantes pour le projet, dont l'avancement respecte le calendrier prévisionnel prévoyant une ouverture en 2026.

Dans le champ plus spécifique **du soutien au secteur de la musique enregistrée**, le ministère de la Culture assure la tutelle du Centre national de la musique (CNM), créé le 1<sup>er</sup> janvier 2020, et qui réunit en son sein cinq structures actives dans le champ de la filière musicale dans son ensemble (spectacle vivant, production phonographique, édition musicale, etc.). Conformément à la loi du 30 octobre 2019 portant sa création, l'établissement a désormais compétence en matière de soutien à la création, la distribution, l'exportation ou encore l'innovation pour l'ensemble du secteur musical et des variétés. Il délivre également, pour le compte du ministre chargé de la Culture, les agréments du crédit d'impôt au titre des dépenses de production et de développement d'œuvres phonographiques, des dépenses de production de spectacle vivant, et des dépenses d'édition d'œuvres musicales, tous trois prorogés en loi de finances pour 2024 jusqu'au 31 décembre 2027.

La fin des crédits exceptionnels obtenus en réponse à la crise sanitaire, les profondes transformations induites par la crise sanitaire sur le secteur musical et les risques pesant sur le schéma initial de financement du CNM (incertitudes relatives à la taxe sur les billetteries dans le contexte des Jeux Olympiques de 2024, contribution limitée des OGC suite aux conséquences de l'arrêt RAAP) ont nourri de fortes préoccupations au sein de la filière. Pour y répondre, la première ministre a confié en octobre 2022 au sénateur Julien Bargeton une mission relative au financement de la filière et à l'articulation entre les différents dispositifs de soutien existants. Sur le fondement des conclusions de cette mission, le Parlement a introduit en loi de finances 2024 la mise en place d'une contribution obligatoire assise sur le chiffre d'affaires des plateformes de *streaming* musical, gratuites et payantes. Cette nouvelle ressource permet un rééquilibrage du financement du CNM et le renforcement pérenne de ses interventions en direction de la filière. Celles-ci feront l'objet d'une refonte générale courant 2024 pour mettre au service des professionnels du secteur musical des programmes de soutien adaptés et performants.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

---

### **OBJECTIF 1 : Favoriser l'accès du public aux bibliothèques et le développement de la lecture**

INDICATEUR 1.1 : Fréquentation des bibliothèques

INDICATEUR 1.2 : Amélioration de l'accès au document écrit

### **OBJECTIF 2 : Soutenir la création et la diffusion du livre**

INDICATEUR 2.1 : Renouvellement de la création éditoriale

INDICATEUR 2.2 : Part de marché des librairies indépendantes

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

#### 1 – Favoriser l'accès du public aux bibliothèques et le développement de la lecture

### INDICATEUR mission

#### 1.1 – Fréquentation des bibliothèques

(du point de vue du citoyen)

|                           | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|---------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| BnF (salles de lecture)   | Nb    | 379 495             | 784 930             | 860 000       | 1 111 003           | cible atteinte          | 960 000       |
| Bpi                       | Nb    | 666 458             | 1 081 812           | 1 100 000     | 1 176 739           | cible atteinte          | 1 200 000     |
| Bibliothèques municipales | Nb    | 11 218 848          | 11 408 515          | 10 000 000    | 12 600 000          | cible atteinte          | 12 500 000    |

#### Commentaires techniques

Le sous-indicateur relatif à la Bibliothèque nationale de France (BnF) comptabilise le nombre total d'entrées de lecteurs dans les salles de lecture du site Tolbiac (haut-de-jardin et rez-de-jardin) ainsi que des sites de Richelieu, de la bibliothèque de l'Arsenal, de la bibliothèque-musée de l'Opéra et de la Maison Jean-Vilar à Avignon. Il ne prend pas en compte l'accueil des groupes scolaires, les visiteurs des expositions, ni les participants à des manifestations culturelles.

Le sous-indicateur relatif à la Bibliothèque publique d'information (Bpi) comptabilise le nombre total d'entrées en espaces de lecture. Il ne prend pas en compte les visiteurs en dehors des horaires d'ouverture (essentiellement des groupes scolaires), ni les participants aux actions culturelles et aux médiations hors espaces de lecture.

Le sous-indicateur relatif aux bibliothèques municipales comprend les bibliothèques relevant du bloc communal, qu'elles soient gérées par une commune ou par un établissement public de coopération intercommunale. **Sont comptabilisés ici les fréquentants, soit le nombre de personnes ayant fréquenté au moins une fois dans l'année la bibliothèque, et non la fréquentation, c'est-à-dire les entrées au cours d'une année.**

Jusqu'en 2019, ce chiffre de fréquentants est estimé à partir du nombre d'inscrits emprunteurs, mesuré à l'issue d'une enquête annuelle menée auprès des bibliothèques municipales. Un coefficient correctif est appliqué à ce nombre d'inscrits emprunteurs ainsi constaté afin de rendre compte de la pratique d'une fréquentation sans inscription. Ce coefficient est établi sur la base des chiffres de l'enquête « pratiques culturelles des Français » publiée en novembre 2009. Jusqu'en 2019, la valeur de ce sous-indicateur était disponible avec un décalage de deux années. A partir de 2020, ce décalage n'existe plus. Les données « réalisation 2020 » correspondent bien aux données d'activité pour 2020.

L'estimation de la fréquentation, c'est-à-dire des entrées, des bibliothèques municipales est rendue très complexe du fait de la liberté d'accès à ces équipements, qui ne délivrent pas de titre d'accès comme le font la plupart des autres établissements culturels (musées, monuments, cinémas, théâtres...) et en raison du nombre important de bibliothèques (un peu plus de la moitié) qui ne donnent pas de chiffres de fréquentation dans les rapports annuels des bibliothèques municipales traités dans la base de données du ministère de la Culture (Service du livre et de la lecture). En effet, beaucoup de bibliothèques, notamment les plus petites, ne sont pas équipées d'un système de comptage. Ces réserves étant faites, on estime à 52 millions d'entrées la fréquentation 2021 (soit 69 % par rapport à 2019 où elle atteignait 75 millions) et à 69 millions d'entrées la fréquentation 2022 (soit 92 % par rapport à 2019).

Sources des données :

1re ligne : système d'information de la BnF.

2e ligne : compteur d'entrées et de sorties du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

3e ligne : Rapports annuels des bibliothèques municipales traités dans la base de données du Service du livre et de la lecture.

## INDICATEUR

### 1.2 – Amélioration de l'accès au document écrit

(du point de vue de l'utilisateur)

|  | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Nombre de monographies en ligne dans Gallica (BnF) | Nb    | > 600 000           | 621 594             | 650 000       | 637 506             | amélioration            | 670 000       |

#### Commentaires techniques

Le périmètre du 1<sup>er</sup> sous-indicateur a été modifié dans le cadre du PAP 2015. Il retrace désormais le nombre de monographies présentes à 100 % dans la bibliothèque numérique *Gallica* et dans *Gallica intra muros* au 31 décembre de chaque année. S'il exclut les monographies simplement référencées dans *Gallica* sans accès direct et complet au texte (documents des éditeurs et documents moissonnés des bibliothèques partenaires), il tient compte de la diversification des modes d'enrichissement de l'offre documentaire accessible à 100 % (production interne de la BnF sur fonds propres, programme de numérisation des indisponibles, programmes partenariaux conduits par la filiale BnF-Partenariats). De même, le mode de comptage des monographies a été affiné avec la mise en place du nouveau moteur de recherche de *Gallica* : désormais les œuvres publiées en plusieurs volumes sont décomptées pour une seule monographie et non plus pour autant de volumes.

Sources des données : système d'information de la BnF

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Le développement de la pratique de la lecture dans notre pays constitue un enjeu majeur pour le ministère de la culture. Cet objectif est mesuré à travers deux indicateurs. Le premier concerne la fréquentation physique des bibliothèques. Cet indicateur évalue la fréquentation des deux grandes bibliothèques nationales dont l'État a la charge directe, la Bibliothèque nationale de France (BnF) et la Bibliothèque publique d'information (Bpi), ainsi que celle des bibliothèques municipales. Ces dernières font l'objet d'un soutien de la part de l'État à travers différents dispositifs techniques et financiers. L'État assure par ailleurs un suivi général et une évaluation de ces établissements dans le cadre de ses missions de contrôle scientifique et technique (missions définies dans le Code du patrimoine). Le second indicateur évalue les conditions de l'accès en ligne aux collections des bibliothèques proposées aux différents publics à travers le nombre de monographies disponible dans la bibliothèque numérique *Gallica* (y compris pour ce qui concerne l'accès aux œuvres contemporaines sous droits, numérisées et diffusées dans le cadre des politiques commerciales des éditeurs).

### 1. Fréquentation des bibliothèques (indicateur 1.1)

De manière générale, la tendance de fond en matière de fréquentation des bibliothèques, observée dans la plupart des pays dans le monde, se caractérise par un tassement de cette fréquentation. Cette tendance s'explique notamment en raison du développement permanent des nombreuses possibilités de recherche à distance (catalogues, bibliothèques numériques, services numériques aux lecteurs) désormais proposées par les bibliothèques. Dans le même temps, la fréquentation des bibliothèques répond à des attentes de plus en plus diversifiées de la part de la population, du fait de l'élargissement des missions des bibliothèques dans les champs culturel, éducatif, social ou numérique. Si des pratiques classiques comme l'emprunt de livres régressent de façon certaine, d'autres activités comme la lecture sur place, les usages de groupe et la participation aux activités culturelles ou ludiques proposées par les bibliothèques se développent.

On peut considérer que l'année 2023 a globalement permis le retour à la fréquentation antérieure à la crise sanitaire. Cette appréciation globale cache des situations différentes selon les bibliothèques : certaines ont dépassé les flux observés en 2019, d'autres n'y sont pas encore parvenues, notamment des bibliothèques d'étude. Il est néanmoins difficile à ce stade de trouver des explications à ces évolutions, qui peuvent répondre à des situations locales ou à une tendance de fond. Ainsi, la progression des ressources numériques mises à disposition des chercheurs, soit nativement, soit après numérisation, qui se confirme (la bibliothèque numérique Gallica de la BnF a atteint un record historique de 19,7 millions de visites en 2023), peut expliquer le moindre besoin pour ces publics de venir consulter

en bibliothèque. Il est tout aussi délicat de mesurer à ce stade l'impact qu'a pu avoir la campagne nationale de communication conduite par le ministère de la culture en faveur des bibliothèques à la rentrée 2023. Tout juste peut-on noter que sa réception a été très appréciée par les professionnels territoriaux qui évoluent aujourd'hui dans un contexte de fortes contraintes budgétaires.

- S'agissant de la **Bibliothèque nationale de France (BnF)**, en 2023, 1 450 000 personnes ont été accueillies sur l'ensemble de ses sites (salles de lecture, musée, expositions, manifestations). Le pic historique atteint en 2019, année ayant précédé la crise sanitaire qui avait enregistré plus de 1 300 000 personnes accueillies, est ainsi dépassé en 2023. Pour les seules salles de lecture, plus de 1 100 000 entrées ont été enregistrées : 475 000 pour la bibliothèque tous publics, 255 000 pour les salles de la bibliothèque de recherche et 380 000 pour la salle Ovale. Ce succès tient avant tout à l'ouverture de la nouvelle salle grand public du site Richelieu (salle Ovale), à une bonne fréquentation de la bibliothèque tous publics du site François Mitterrand, alors que les salles de recherche peinent à retrouver leur public.
- S'agissant de la **Bibliothèque publique d'information (Bpi)**, les 1 176 739 entrées enregistrées en 2023 marquent une progression de la fréquentation globale par rapport à 2022 (+4,4 %), alors même que la bibliothèque n'a été ouverte que 285 jours contre 311 en 2022, du fait de mouvements sociaux nationaux ou liés du Centre national d'Art et de Culture; ces entrées représentent 89 % de la fréquentation globale enregistrée en 2019, avant la crise sanitaire. Cette fréquentation totale se décompose en : 1 124 783 entrées effectuées dans la bibliothèque, pendant les horaires d'ouverture ; 37 496 entrées en salles pour le cinéma documentaire (festival Cinéma du Réel, Cinémathèque du documentaire) ; 14 460 entrées effectuées dans le cadre d'actions culturelles ou de médiations ayant eu lieu en dehors de la bibliothèque ou de ses horaires d'ouverture.
- Les estimations concernant les **bibliothèques municipales** confirment une fréquentation revenue au niveau de 2019, à savoir 12,6 millions de fréquentants en 2023, contre 12,05 millions juste avant la crise sanitaire.

## 2. Accès au document écrit (indicateur 1.2)

À fin 2023, le nombre total de monographies directement accessibles en texte intégral dans *Gallica* et *Gallica intramuros* s'élève à près de 640 000 titres, correspondant à 730 000 volumes différents (monographies en plusieurs volumes). Ce total inclut à la fois les monographies numérisées issues des fonds de la BnF et celles de bibliothèques partenaires. Cet indicateur devient néanmoins moins pertinent d'année en année, dans la mesure où la numérisation se déplace du livre, déjà largement couvert, vers la presse ancienne, qui constitue désormais l'objectif majeur du ministère de la culture, à la BnF comme en régions.

## OBJECTIF

### 2 – Soutenir la création et la diffusion du livre

## INDICATEUR

### 2.1 – Renouvellement de la création éditoriale

(du point de vue du citoyen)

|  | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Part des auteurs et des traducteurs bénéficiant pour la 1ère fois des aides à la création (CNL)              | %     | 45,3                | 54                  | 47            | 47,9                | cible atteinte          | 50            |
| Nombre de nouveaux titres publiés dans les secteurs de la littérature et des sciences humaines (vente lente) | Nb    | 21698               | 21 448              | 20 000        | 20 312              | cible atteinte          | 21 000        |

#### Commentaires techniques

L'indicateur 2.1 a pour objet de recenser la population directement bénéficiaire d'aides à la création (ce que mesure le premier sous-indicateur) et de refléter le dynamisme de la création éditoriale, auquel les politiques publiques peuvent contribuer indirectement, à travers le contexte réglementaire notamment (ce que mesure le second sous-indicateur).

Sources des données :

1re ligne : dossiers d'attribution des aides aux auteurs et traducteurs et bilan des aides (CNL)

2e ligne : Électre Data Services. La classification Dewey, utilisée par la base bibliographique Électre, qui recense tous les ouvrages commercialisés en France, permet de cerner finement les secteurs considérés comme relevant de la vente lente : art et bibliophilie, littérature classique, littérature étrangère, littérature scientifique et technique, philosophie, sciences humaines et sociales, poésie et théâtre.

## INDICATEUR

### 2.2 – Part de marché des librairies indépendantes

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Part de marché des librairies indépendantes | %     | 19,5                | 19,5                | 19            | 20                  | cible atteinte          | 20            |

#### Commentaires techniques

Commerce culturel indépendant : tout ce qui ne relève pas des grandes surfaces spécialisées (GSS) et de la grande distribution (grande surface alimentaire). Sont également exclus : les maisons de la presse, les ventes en kiosque, gares et aéroports, les points de vente spécialisés dans les soldes et l'occasion, les clubs, la vente directe, la vente en ligne (tous réseaux confondus).

Sources des données : Enquête Kantar réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 3 000 individus de 15 ans et plus, interrogés trimestriellement sur le cumul de leurs achats de livres.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

La diversité, la vitalité et la plus large diffusion possible de la création constituent les principales finalités de la politique culturelle de l'économie du livre. À ce titre, l'indicateur 2.1 relatif au renouvellement de la création éditoriale permet de recenser la population nouvellement bénéficiaire d'aides à la création (premier sous-indicateur) et de refléter le dynamisme de la création auquel les politiques publiques peuvent contribuer à travers le contexte réglementaire ou encore les aides publiques (second sous-indicateur). Par ailleurs, il importe de souligner le rôle de la librairie indépendante dans la viabilité économique des projets éditoriaux. Une surveillance de sa part de marché (indicateur 2.2) est nécessaire au pilotage des politiques publiques du secteur.

### 1. Renouveau de la création éditoriale (indicateur 2.1)

La part des auteurs et traducteurs bénéficiant pour la première fois des aides à la création du CNL en 2023 est de 47,9 %, résultat légèrement en deçà de l'objectif fixé et qui peut s'expliquer en partie par le succès grandissant que rencontrent les résidences scolaires et en colonies de vacances, largement développées par le CNL en 2023 et vers lesquelles une partie des auteurs se sont tournés cette année.

S'agissant du **nombre de nouveaux titres publiés dans les secteurs dits de « vente lente »** (littérature, sciences humaines, littérature scientifique, arts, poésie, théâtre), la production éditoriale a reculé en 2023 pour s'établir à 20 312 titres (-5,3 %), de manière légèrement moins prononcée que l'ensemble de la production éditoriale (-5,7 %). Les segments de « vente lente » représentent un peu moins d'un tiers de la production. La baisse en 2023 provient notamment des segments suivants :

- le droit, qui tend à reculer depuis 2014 ;
- la science politique et la sociologie ;
- les arts graphiques, le dessin, la musique, la peinture.

A l'inverse ces segments de « vente lente » ont vu leur production croître de manière notable en 2023 :

- la philosophie et l'éthique ;
- l'architecture et l'artisanat d'art ;
- l'Histoire de l'Europe et l'Histoire de France ;
- les romans et nouvelles étrangers.

### 2. Part de marché des librairies indépendantes (indicateur 2.2)

Sur le marché du livre imprimé neuf, hors scolaire, la part des librairies indépendantes (hors vente en ligne) apparaît en légère progression en 2023, à environ 20 % des sommes dépensées, d'après les données d'un panel de consommateurs. Face à une vive concurrence – vente en ligne et grandes surfaces – et dans un marché en léger recul en termes d'exemplaires achetés en 2023, les librairies évoluent dans un cadre soutenu par les pouvoirs publics à travers notamment l'entrée en vigueur en octobre 2023 de la tarification minimale des frais de livraison, la poursuite de « Jeunes en librairie » et du Pass Culture ainsi que des aides des services déconcentrés du ministère de la culture et du CNL.

## Présentation des crédits et des dépenses fiscales

### 2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI 2023</i><br>Consommation 2023 | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                                    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 01 – Livre et lecture  | 244 208 787<br>252 920 487               | 30 829 035<br>1 690 000                 | 25 635 899<br>18 336 622              | 32 367 584   | <b>300 673 721</b><br><b>305 314 693</b> | 300 673 721                               |
| 02 – Industries culturelles  | 27 775 197<br>27 097 970                 |   | 1 888 791<br>393 000                  |  | <b>29 663 988</b><br><b>27 490 970</b>   | 29 663 988                                |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>   | <b>271 983 984</b>                       | <b>30 829 035</b>                       | <b>27 524 690</b>                     | <b>0</b>   | <b>330 337 709</b>                       | <b>330 337 709</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP  |  |   |                                       |  |  |   |
| Ouvertures / annulations<br>hors FdC et AdP  |  | +3 499 898 (hors titre 2)               |                                       |  | +3 499 898                               |   |
| Total des AE ouvertes  |  | 333 837 607 (hors titre 2)              |                                       |  | 333 837 607                              |   |
| <b>Total des AE consommées</b>   | <b>280 018 457</b>                       | <b>1 690 000</b>                        | <b>18 729 622</b>                     | <b>32 367 584</b>                                  | <b>332 805 663</b>                       |   |

#### 2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI 2023</i><br>Consommation 2023 | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                                    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 01 – Livre et lecture  | 244 208 787<br>254 710 475               | 36 652 368<br>400 000                   | 23 325 899<br>18 340 042              | 34 057 584   | <b>304 187 054</b><br><b>307 508 101</b> | 304 187 054                               |
| 02 – Industries culturelles  | 27 775 197<br>27 097 970                 |   | 1 888 791<br>662 631                  |  | <b>29 663 988</b><br><b>27 760 601</b>   | 29 663 988                                |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>  | <b>271 983 984</b>                       | <b>36 652 368</b>                       | <b>25 214 690</b>                     | <b>0</b>   | <b>333 851 042</b>                       | <b>333 851 042</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP  |  |   |                                       |  |  |   |
| Ouvertures / annulations<br>hors FdC et AdP  |  | +2 973 509 (hors titre 2)               |                                       |  | +2 973 509                               |   |
| Total des CP ouverts   |  | 336 824 551 (hors titre 2)              |                                       |  | 336 824 551                              |   |
| <b>Total des CP consommés</b>  | <b>281 808 445</b>                       | <b>400 000</b>                          | <b>19 002 673</b>                     | <b>34 057 584</b>                                  | <b>335 268 701</b>                       |   |

## 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><i>Prévision LFI 2022</i><br>Consommation 2022 | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP                 |
|--|--|---|---------------------------------------|--|---|--|
| 01 – Livre et lecture  | 236 873 115<br>273 260 081               | 3 170 000                               | 19 171 984<br>16 835 982              | 63 665 595<br>28 446 785                           | 319 710 694                               | <b>319 710 694</b><br><b>321 712 848</b> |
| 02 – Industries culturelles  | 26 809 880<br>26 099 937                 |   | 892 706<br>4 688 199                  |  | 27 702 586                                | <b>27 702 586</b><br><b>30 788 136</b>   |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>   | <b>263 682 995</b>                       | <b>0</b>                                | <b>20 064 690</b>                     | <b>63 665 595</b>                                  | <b>347 413 280</b>                        | <b>347 413 280</b>                       |
| <b>Total des AE consommées</b>   | <b>299 360 018</b>                       | <b>3 170 000</b>                        | <b>21 524 180</b>                     | <b>28 446 785</b>                                  |   | <b>352 500 983</b>                       |

## 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><i>Prévision LFI 2022</i><br>Consommation 2022 | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP                 |
|--|--|---|---------------------------------------|--|---|--|
| 01 – Livre et lecture  | 236 873 115<br>243 925 988               | 9 265 000                               | 19 171 984<br>16 837 962              | 40 640 941<br>34 509 518                           | 296 686 040                               | <b>296 686 040</b><br><b>304 538 468</b> |
| 02 – Industries culturelles  | 26 809 880<br>26 099 937                 |   | 892 706<br>4 788 724                  |  | 27 702 586                                | <b>27 702 586</b><br><b>30 888 661</b>   |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>  | <b>263 682 995</b>                       | <b>0</b>                                | <b>20 064 690</b>                     | <b>40 640 941</b>                                  | <b>324 388 626</b>                        | <b>324 388 626</b>                       |
| <b>Total des CP consommés</b>  | <b>270 025 925</b>                       | <b>9 265 000</b>                        | <b>21 626 685</b>                     | <b>34 509 518</b>                                  |   | <b>335 427 129</b>                       |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                    |                       |
|---|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
|   | Consommées*<br>en 2022     | Ouvertes<br>en 2023 | Consommées*<br>en 2023 | Consommés*<br>en 2022 | Ouverts<br>en 2023 | Consommés*<br>en 2023 |
| <b>Titre 3 – Dépenses de fonctionnement</b>               | 299 360 018                | 271 983 984         | 280 018 457            | 270 025 925           | 271 983 984        | 281 808 445           |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 10 356 743                 | 10 304 381          | 10 258 478             | 10 362 650            | 10 304 381         | 10 225 133            |
| Subventions pour charges de service public                | 289 003 275                | 261 679 603         | 269 759 979            | 259 663 275           | 261 679 603        | 271 583 312           |
| <b>Titre 5 – Dépenses d'investissement</b>                | 3 170 000                  | 30 829 035          | 1 690 000              | 9 265 000             | 36 652 368         | 400 000               |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       | 3 170 000                  | 0                   | 1 690 000              | 9 265 000             | 0                  | 400 000               |
| Subventions pour charges d'investissement                 | 0                          | 30 829 035          | 0                      | 0                     | 36 652 368         | 0                     |
| <b>Titre 6 – Dépenses d'intervention</b>                  | 21 524 180                 | 27 524 690          | 18 729 622             | 21 626 685            | 25 214 690         | 19 002 673            |
| Transferts aux ménages                                    | 1 060                      | 0                   | 5 000                  | 1 060                 | 0                  | 5 000                 |
| Transferts aux entreprises                                | 5 511 219                  | 4 839 667           | 1 656 189              | 5 596 974             | 4 839 667          | 1 913 207             |
| Transferts aux collectivités territoriales                | 976 389                    | 2 251 667           | 1 290 262              | 976 389               | 2 251 667          | 1 290 262             |
| Transferts aux autres collectivités                       | 15 035 513                 | 20 433 356          | 15 778 171             | 15 052 263            | 18 123 356         | 15 794 204            |
| <b>Titre 7 – Dépenses d'opérations financières</b>        | 28 446 785                 | 0                   | 32 367 584             | 34 509 518            | 0                  | 34 057 584            |
| Dotations en fonds propres                                | 28 446 785                 | 0                   | 32 367 584             | 34 509 518            | 0                  | 34 057 584            |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                              |                            | <b>330 337 709</b>  |                        |                       | <b>333 851 042</b> |                       |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2                   |                            | +3 499 898          |                        |                       | +2 973 509         |                       |
| <b>Total*</b>   | <b>352 500 983</b>         | <b>333 837 607</b>  | <b>332 805 663</b>     | <b>335 427 129</b>    | <b>336 824 551</b> | <b>335 268 701</b>    |

\* y.c. FdC et AdP

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 24/02/2023        |                            | 5 030 983        |                     | 5 296 964        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>5 030 983</b> |                     | <b>5 296 964</b> |                            |               |                     |               |

## DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 27/06/2023        |                            | 299 169          |                     | 299 169          |                            |               |                     |               |
| 20/11/2023        |                            | 1 204 582        |                     | 1 204 582        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>1 503 751</b> |                     | <b>1 503 751</b> |                            |               |                     |               |

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                  |                     |                  |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    |
| 30/11/2023        |                            |               |                     |               |                            | 3 034 836        |                     | 3 827 206        |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               |                            | <b>3 034 836</b> |                     | <b>3 827 206</b> |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |                  |                     |                  |
|----------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  |
|                      | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    |
| <b>Total général</b> |                            | <b>6 534 734</b> |                     | <b>6 800 715</b> |                            | <b>3 034 836</b> |                     | <b>3 827 206</b> |

## ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

**Avertissement**

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2023 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2023. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2023.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

**DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (6)**

| (en millions d'euros)  |   |                          |                        |                          |
|--|---|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale |   | Chiffrage définitif 2022 | Chiffrage initial 2023 | Chiffrage actualisé 2023 |
| 320140   | <b>Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres cinématographiques et audiovisuelles engagées par des entreprises de production exécutive</b><br>Modalités particulières d'imposition<br><i>Bénéficiaires 2021 : 70 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2020 - Dernière incidence budgétaire : 2025 - Fin du fait générateur : 2024 - code général des impôts : 220 quaterdecies, 220 Z bis, 223 O-1-z</i> | 108                      | 201                    | 193                      |
| 320129   | <b>Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres audiovisuelles</b><br>Modalités particulières d'imposition<br><i>Bénéficiaires 2021 : 334 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2004 - Dernière modification : 2020 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 220 sexies, 220 F, 223 O-1-g</i>   | 164                      | 219                    | 170                      |
| 320121   | <b>Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres cinématographiques</b><br>Modalités particulières d'imposition<br><i>Bénéficiaires 2021 : 201 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2015 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 220 sexies, 220 F</i>  | 139                      | 101                    | 109                      |
| 110244   | <b>Réduction d'impôt au titre des souscriptions en numéraire, réalisées entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2023, au capital de sociétés anonymes agréées ayant pour seule activité le financement d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles</b><br>Calcul de l'impôt<br><i>Bénéficiaires 2021 : 8517 Ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2020 - Dernière incidence budgétaire : 2024 - Fin du fait générateur : 2023 - code général des impôts : 199 unviées</i>       | 34                       | 35                     | 35                       |
| 320128   | <b>Crédit d'impôt pour la production phonographique</b><br>Modalités particulières d'imposition<br><i>Bénéficiaires 2021 : 449 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2020 - Dernière incidence budgétaire : 2025 - Fin du fait générateur : 2024 - code général des impôts : 220 octies, 220 Q, 223 O-1-q</i>  | 20                       | 13                     | 27                       |
| 320144   | <b>Crédit d'impôt pour dépenses de création audiovisuelle et cinématographique, redevances versées aux organismes de gestion collective et rémunérations versées directement aux auteurs</b><br>Modalités particulières d'imposition<br><i>Bénéficiaires 2021 : 31 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2020 - Dernière incidence budgétaire : 2023 - Fin du fait générateur : 2020 - code général des impôts : 220 sexies A, 220 F bis</i>        | 5                        | nc                     | 5                        |
| <b>Coût total des dépenses fiscales</b>  |   | <b>470</b>               | <b>569</b>             | <b>539</b>               |

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                            |                            | Crédits de paiement                   |                            |                            |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
| 01 – Livre et lecture   |                                       | 300 673 721<br>305 314 693 | 300 673 721<br>305 314 693 |                                       | 304 187 054<br>307 508 101 | 304 187 054<br>307 508 101 |
| 02 – Industries culturelles   |                                       | 29 663 988<br>27 490 970   | 29 663 988<br>27 490 970   |                                       | 29 663 988<br>27 760 601   | 29 663 988<br>27 760 601   |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>0</b>                              | <b>330 337 709</b>         | <b>330 337 709</b>         | <b>0</b>                              | <b>333 851 042</b>         | <b>333 851 042</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       | +3 499 898                 | +3 499 898                 |                                       | +2 973 509                 | +2 973 509                 |
| Total des crédits ouverts   | 0                                     | 333 837 607                | 333 837 607                | 0                                     | 336 824 551                | 336 824 551                |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>0</b>                              | <b>332 805 663</b>         | <b>332 805 663</b>         | <b>0</b>                              | <b>335 268 701</b>         | <b>335 268 701</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       | +1 031 944                 | +1 031 944                 |                                       | +1 555 850                 | +1 555 850                 |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Au cours de l'année 2023, le solde des mouvements réglementaires et législatifs a augmenté les crédits ouverts à hauteur de 3 499 898 € en AE et de 2 973 509 € en CP.

Les mouvements réglementaires et législatifs se décomposent comme suit :

- ouverture par voie d'arrêté du 24 février 2023 portant reports de crédits à hauteur de 5,03 M€ en AE et 5,3 M€ en CP ;
- ouverture de 0,3 M€ en AE et en CP par décret n° 2023-510 du 27 juin 2023 portant virement de crédits ;
- ouverture de 1,2 M€ en AE et en CP par décret n° 2023-1060 du 20 novembre 2023 portant virement de crédits ;
- annulation de 3,03 M€ en AE et 3,83 M€ en CP au titre du titre de la loi n° 2023-1114 du 30 novembre 2023 de finances de fin de gestion pour 2023.

Les crédits ouverts en 2023 s'élevaient ainsi sur le programme 334, après retraitement des engagements juridiques basculés (REJB) à hauteur de -269 666 € en AE, à 333 567 941 € en AE et 336 824 551 € en CP.

La consommation des crédits du programme s'élève à 332 805 663 € en AE et 335 268 701 € en CP, soit un taux de consommation de 99 % en AE et en CP.

Le reliquat de crédits disponibles sur crédits ouverts s'élève, au terme de la gestion 2023, à 762 278 € en AE (compte tenu des REJB) et 1 555 850 € en CP.

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                    |                    | Crédits de paiement |                    |                    |
|-------------|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres      | Total              | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| PLF         | 0                          | 330 337 709        | 330 337 709        | 0                   | 333 851 042        | 333 851 042        |
| Amendements | 0                          | 0                  | 0                  | 0                   | 0                  | 0                  |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>330 337 709</b> | <b>330 337 709</b> | <b>0</b>            | <b>333 851 042</b> | <b>333 851 042</b> |

Les crédits inscrits dans la loi de finances initiale pour 2023 pour le programme 334 « Livre et industries culturelles » s'établissaient à 330 337 709 € en AE et 333 851 042 € en CP, soit un montant identique à ceux inscrits dans le PLF 2023.

## RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

|  | Autorisations d'engagement |                   |                   | Crédits de paiement |                   |                   |
|--|----------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres     | Total             | Titre 2             | Autres titres     | Total             |
| Mise en réserve initiale   | 0                          | 9 558 822         | 9 558 822         | 0                   | 9 734 489         | 9 734 489         |
| Surveys  | 0                          | 1 911 764         | 1 911 764         | 0                   | 1 946 898         | 1 946 898         |
| Dégels   | 0                          | 0                 | 0                 | 0                   | 0                 | 0                 |
| <b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b> | <b>0</b>                   | <b>11 470 586</b> | <b>11 470 586</b> | <b>0</b>            | <b>11 681 387</b> | <b>11 681 387</b> |

La mise en réserve de précaution du programme « Livre et industries culturelles » au titre de l'année 2023 s'élève à 9 558 822 € en AE et 9 734 489 € en CP (taux réduit de 0,5 % sur les dépenses de personnel et taux plein de 4 % de la base taxable pour les autres dépenses).

Un surgel en mai 2023, est venu augmenter la réserve de précaution du programme de 1 911 764 € en AE et 1 946 898 € en CP.

Avant mise en place du schéma de fin de gestion qui prévoyait son dégel intégral assorti de l'annulation de 3 034 836 € en AE et 3 827 206 € en CP, la réserve de précaution du programme 334 s'élevait donc à 11 470 586 € en AE et 11 681 387 € en CP.

## Dépenses pluriannuelles

### GRANDS PROJETS INFORMATIQUES

#### MISA OA

|                               |               |
|-------------------------------|---------------|
| Année de lancement du projet  | 2022          |
| Financement                   | P334          |
| Zone fonctionnelle principale | Non renseigné |

### COÛT ET DURÉE DU PROJET

#### Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

|              | 2020<br>et années<br>précédentes |             | 2021<br>Exécution |             | 2022<br>Exécution |             | 2023<br>Prévision |             | 2023<br>Exécution |             | 2024<br>Prévision<br>PAP 2024 |             | 2025<br>et années<br>suivantes |             | Total        |              |
|--------------|----------------------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------------------|-------------|--------------------------------|-------------|--------------|--------------|
|              | AE                               | CP          | AE                | CP          | AE                | CP          | AE                | CP          | AE                | CP          | AE                            | CP          | AE                             | CP          | AE           | CP           |
| Hors titre 2 | 0,00                             | 0,00        | 3,80              | 3,36        | 1,88              | 1,41        | 1,43              | 1,26        | 1,43              | 1,26        | 1,02                          | 1,13        | 1,08                           | 1,08        | 9,21         | 8,24         |
| Titre 2      | 0,00                             | 0,00        | 0,75              | 0,75        | 0,49              | 0,49        | 0,49              | 0,49        | 0,49              | 0,49        | 0,49                          | 0,49        | 0,00                           | 0,00        | 2,22         | 2,22         |
| <b>Total</b> | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>4,55</b>       | <b>4,11</b> | <b>2,37</b>       | <b>1,90</b> | <b>1,92</b>       | <b>1,75</b> | <b>1,92</b>       | <b>1,75</b> | <b>1,51</b>                   | <b>1,62</b> | <b>1,08</b>                    | <b>1,08</b> | <b>11,43</b> | <b>10,46</b> |

#### Évolution du coût et de la durée

|                      | Au lancement | Actualisation | Écart en % |
|----------------------|--------------|---------------|------------|
| Coût total en M€     | 0,00         | 10,46         |            |
| Durée totale en mois | 0            | 0             |            |

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION  
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2023   | CP 2023   |
|---|---|
| AE ouvertes en 2023 *<br>(E1)<br><b>333 837 607</b>                                       | CP ouverts en 2023 *<br>(P1)<br><b>336 824 551</b>  |
| AE engagées en 2023<br>(E2)<br><b>332 805 663</b>   | CP consommés en 2023<br>(P2)<br><b>335 268 701</b>  |
| AE affectées non engagées<br>au 31/12/2023<br>(E3)<br><b>0</b>                            | dont CP consommés en<br>2023 sur engagements<br>antérieurs à 2023<br>(P3 = P2 – P4)<br><b>5 960 608</b> |
| AE non affectées non engagées<br>au 31/12/2023<br>(E4 = E1 – E2 – E3)<br><b>1 031 944</b> | dont CP consommés<br>en 2023 sur<br>engagements 2023<br>(P4)<br><b>329 308 093</b>                      |

RESTES À PAYER

|   |  |   |  |   |   |
|---|--|---|--|---|---|
| Engagements ≤ 2022 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2022 brut<br>(R1)<br><b>56 020 551</b> |  |   |  |   |   |
| Travaux de fin de gestion<br>postérieurs au RAP 2022<br>(R2)<br><b>0</b>                                |  |   |  |   |   |
|   | <b>Engagements ≤ 2022 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2022 net<br/>(R3 = R1 + R2)<br/>56 020 551</b> | – | CP consommés en 2023<br>sur engagements<br>antérieurs à 2023<br>(P3 = P2 – P4)<br><b>5 960 608</b> | = | Engagements ≤ 2022 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2023<br>(R4 = R3 – P3)<br><b>50 059 943</b>  |
|   | AE engagées en 2023<br>(E2)<br><b>332 805 663</b>  | – | CP consommés en 2023<br>sur engagements 2023<br>(P4)<br><b>329 308 093</b>                         | = | Engagements 2023 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2023<br>(R5 = E2 – P4)<br><b>3 497 570</b>   |
|   |  |   |  |   | <b>Engagements non couverts<br/>par des paiements<br/>au 31/12/2023<br/>(R6 = R4 + R5)<br/>53 557 513</b>   |
|   |  |   |  |   | Estimation des CP 2024<br>sur engagements non<br>couverts au 31/12/2023<br>(P5)<br><b>7 861 447</b>   |
|   |  |   |  |   | Estimation du montant<br>maximal des CP<br>nécessaires après 2024<br>pour couvrir les<br>engagements non<br>couverts au 31/12/2023<br>(P6 = R6 – P5)<br><b>45 696 066</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2023 + reports 2022 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Le montant des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2022, soit 56 020 551 €, se décompose comme suit :

- 26 000 000 € pour la construction du futur centre de conservation de la Bibliothèque nationale de France ;
- 190 000 € au titre des travaux de réaménagement du quadrilatère Richelieu de la Bibliothèque nationale de France ;
- 29 340 000 € au titre des opérations de relogement de la Bibliothèque publique d'information ;
- 490 551 € au titre des autres restes à payer.

Le montant des CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 soit 5 960 608 €, se décompose comme suit :

- 1 823 233 € pour couvrir les engagements antérieurs relatifs aux opérations de relogement de la Bibliothèque publique d'information ;
- 4 000 000 € pour couvrir les engagements antérieurs relatifs au centre de conservation de la BnF d'Amiens ;
- 137 375 € au titre de divers restes à payer pour le livre et la lecture.

Le montant des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2023, soit 53 557 512 €, se décompose comme suit :

- 22 000 000 € pour la construction du futur centre de conservation de la Bibliothèque nationale de France ;
- 27 516 767 € au titre des opérations de relogement temporaire de la Bibliothèque publique d'information ;
- 1 290 000 € au titre des opérations liées à la création de la Maison du dessin de presse ;
- 2 310 000 € au titre des opérations de mise en œuvre du portail national de l'édition accessible au sein de la BnF ;
- 440 745 € au titre de divers restes à payer pour le livre et la lecture.

Le montant prévisionnel des CP 2024 sur engagements non couverts au 31/12/2023, soit 7 861 447 €, se décompose comme suit :

- 4 000 000 € pour couvrir les engagements antérieurs relatifs aux travaux de construction du futur centre de conservation de la Bibliothèque nationale de France ;
- 1 652 667 € pour couvrir les engagements antérieurs relatifs au projet de relogement temporaire de la Bibliothèque publique d'information ;
- 1 290 000 € pour couvrir les engagements antérieurs relatifs à la création de la Maison du dessin de presse ;
- 770 000 € pour couvrir les engagements antérieurs relatifs au portail national de l'édition accessible ;
- 148 780 € au titre des autres restes à payer (livre et lecture).

## Justification par action

## ACTION

## 01 – Livre et lecture

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                            |  | Crédits de paiement |                            |  |
|---|----------------------------|----------------------------|--|---------------------|----------------------------|--|
|   | Titre 2                    | Autres titres              | Total                                    | Titre 2             | Autres titres              | Total                                    |
| 01 – Livre et lecture   |                            | 300 673 721<br>305 314 693 | <b>300 673 721</b><br><b>305 314 693</b> |                     | 304 187 054<br>307 508 101 | <b>304 187 054</b><br><b>307 508 101</b> |

## CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance | Autorisations d'engagement |             | Crédits de paiement |             |
|---------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
|                           | Prévision                  | Réalisation | Prévision           | Réalisation |
|                           |                            |             |                     |             |

Les crédits attribués au Centre national du livre dans le cadre du Plan de relance (12,16 M€ en 2021 et 3 M€ en 2022 en AE et CP), afin que l'établissement mette en œuvre des mesures de soutien aux librairies et à l'achat de livres par les bibliothèques, ont été consommés par l'établissement à l'issue de l'année 2023 selon les proportions détaillées ci-dessous.

| Dispositif du Plan de Relance  | Répartition des crédits |           |           |           | Consommation                    |           |                                 |           |                                 |    | Reliquat |        | Commentaire (détails sur le reliquat)  |
|--|-------------------------|-----------|-----------|-----------|---------------------------------|-----------|---------------------------------|-----------|---------------------------------|----|----------|--------|--|
|  | 2021                    |           | 2022      |           | crédits consommés au 31/12/2021 |           | crédits consommés au 31/12/2022 |           | crédits consommés au 31/12/2023 |    | AE       | CP     |  |
|  | AE                      | CP        | AE        | CP        | AE                              | CP        | AE                              | CP        | AE                              | CP |          |        |  |
| Plan filière livres - modernisation des librairies - crédits CNL                                     | 5 160 949               | 5 160 949 |           |           | 2 544 000                       | 2 544 000 | 2 616 949                       | 2 616 949 |                                 |    | -        | -      | Dispositif financé dans le cadre du plan de soutien aux librairies (LFR 2020 du 30 juillet 2020) sur crédits du P334 et par les crédits du plan de relance P363, en 2021-2022, le reliquat de crédits s'élève à 0,36 M€ sur crédits LFR 2020-P334. Les crédits relance-P363 ont été épuisés à eux intégralement consommés.   |
| Plan filière livres-Financement des achats de livres auprès des librairies par les bibliothèques-CNL | 7 000 000               | 7 000 000 | 3 000 000 | 3 000 000 | 7 599 649                       | 7 599 649 | 2 364 976                       | 2 364 976 |                                 |    | 35 375   | 35 375 | sur le reliquat initial de 505 375 €, 470 000 € ont été redépensés vers les librairies francophones, dans le cadre d'une aide d'urgence émise en place et approuvée par le conseil d'administration du CNL en septembre 2022. S'agissant de l'aide aux achats de livres par les bibliothèques, le CNL est chargé de la vérification du service fait, et le cas échéant, de la réaffectation des crédits indûment perçus, les crédits non consommés doivent être restitués au budget initial. |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                    | Crédits de paiement              |                    |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 244 208 787                      | 252 920 487        | 244 208 787                      | 254 710 475        |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 10 304 381                       | 10 230 866         | 10 304 381                       | 10 197 521         |
| Subventions pour charges de service public                | 233 904 406                      | 242 689 621        | 233 904 406                      | 244 512 954        |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement                       | 30 829 035                       | 1 690 000          | 36 652 368                       | 400 000            |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       |                                  | 1 690 000          |                                  | 400 000            |
| Subventions pour charges d'investissement                 | 30 829 035                       |                    | 36 652 368                       |                    |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 25 635 899                       | 18 336 622         | 23 325 899                       | 18 340 042         |
| Transferts aux ménages                                    |                                  | 5 000              |                                  | 5 000              |
| Transferts aux entreprises                                | 3 851 667                        | 1 857 287          | 3 851 667                        | 1 860 707          |
| Transferts aux collectivités territoriales                | 2 251 667                        | 1 290 262          | 2 251 667                        | 1 290 262          |
| Transferts aux autres collectivités                       | 19 532 565                       | 15 184 073         | 17 222 565                       | 15 184 073         |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières               |                                  | 32 367 584         |                                  | 34 057 584         |
| Dotations en fonds propres                                |                                  | 32 367 584         |                                  | 34 057 584         |
| <b>Total</b>  | <b>300 673 721</b>               | <b>305 314 693</b> | <b>304 187 054</b>               | <b>307 508 101</b> |

**Dépenses de fonctionnement courant (10 230 866 € en AE et 10 197 521 € en CP)**

Ces crédits sont intégrés au sein des sous-actions 3 « Développement de la lecture et des collections » et 4 « Édition, librairie et professions du livre ».

Les dépenses de fonctionnement exécutées en 2023 correspondent principalement aux dépenses liées au droit de prêt en bibliothèque (9 124 819 €).

Le droit de prêt en bibliothèque constitue l'un des principaux dispositifs de l'action en faveur de l'économie du livre. La loi du 18 juin 2003 relative à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs a mis en place une rémunération des auteurs et des éditeurs pour le prêt de leurs livres en bibliothèque. Cette rémunération est financée par l'État, sur la base d'un forfait par lecteur inscrit, et par les bibliothèques de prêt, sous la forme d'un versement de 6 % du prix des livres achetés par ces dernières. Ce dispositif permet également le financement d'un régime de retraite complémentaire au profit des écrivains et traducteurs, ainsi qu'aux illustrateurs de livres depuis le 1er janvier 2010 (art. 45 de la loi du 12 mai 2009).

Les dépenses de fonctionnement exécutées en 2023 correspondent par ailleurs aux dépenses liées :

- au financement des études préalables aux travaux d'installation de la Maison du dessin de presse (150 000 € en AE et CP) ;
- à la campagne de communication en faveur des bibliothèques territoriales (519 956 € en AE et 513 236 € en CP) ;
- à l'acquisition de données sur les achats et emprunts de livres et achats de livres d'occasion et de livres numériques auprès de panels de consommateurs (102 898 € en AE et 93 686 € en CP dont 75 982 € de restes à payer au titre du marché 2022) ;
- à la participation du ministère de la Culture au Salon du livre et de la presse jeunesse de Seine-Saint-Denis (60 743 € en AE et 63 411 € en CP dont 3 204 € de restes à payer au titre de l'édition 2021) ;
- à l'acquisition de chèques lire en régions (86 125 € en AE=CP) dans le cadre du dispositif Jeunes en librairie ;
- à l'externalisation de la saisie des statistiques résultant de l'enquête annuelle auprès des bibliothèques municipales et intercommunales (54 480 € en AE et en CP) ;
- à la réalisation du baromètre des prêts en bibliothèques (36 750 € en AE et en CP) ;

- à diverses dépenses de fonctionnement pour l'impression et la diffusion de l'Atlas des bibliothèques, du guide des aides à la librairie et du vade-mecum de l'achat public de livres à l'usage des bibliothèques (49 663 € en AE et 30 340 € en CP) ;
- à diverses dépenses de fonctionnement liées à l'organisation d'une journée professionnelle (10 047 € en AE et en CP) ;
- à la réalisation d'une étude sur l'agencement intérieur pour les bibliothèques (18 000 €) ;
- aux frais d'adhésion du ministère de la Culture au consortium des bibliothèques européennes de recherche (8 000 €) ;
- à diverses dépenses de fonctionnement (9 285 € en AE et 8 527 € en CP).

### Subventions pour charges de service public (242 689 621 € en AE et 244 512 954 € en CP)

|   | AE                 | CP                 |
|---|--------------------|--------------------|
| Bibliothèque nationale de France (BnF)                                    | 207 793 203        | 207 793 203        |
| Bibliothèque publique d'information (Bpi)                                 | 7 093 858          | 8 917 191          |
| Centre national du livre (Cnl)  | 27 322 560         | 27 322 560         |
| Portail national du livre accessible et adaptée (crédits versés à la BnF) | 480 000            | 480 000            |
| <b>TOTAL</b>  | <b>242 689 621</b> | <b>244 512 954</b> |

Les crédits dédiés à la subvention pour charges de service public attribuée à la Bibliothèque nationale de France (BnF) sont intégrés à la sous-action 1 « BnF » de l'action 1 du programme. L'écart entre la subvention effectivement versée (207 793 203 €) et le montant inscrit en LFI (198 438 284 €) intègre des reports de crédits de 2022 vers 2023 (3 494 059 €) afin de compenser pour 2023 les évolutions du point d'indice intervenues au 1er juillet 2022, un transfert de crédits pour des mesures catégorielles (1 190 440 €) ainsi que des redéploiements internes depuis d'autres dispositifs et la mobilisation conséquente de la réserve de précaution du programme 334 (8,1 M€) afin de permettre à la BnF de faire face à l'augmentation des coûts de l'énergie et aux conséquences de l'inflation sur ses dépenses de fonctionnement (pour 7 M€) et de compenser la hausse du CAS pensions liée à l'augmentation du point d'indice intervenue en juillet 2022 (pour 1,1 M€).

Par ailleurs, dans le cadre du projet de création du portail national du livre accessible et adapté qui a démarré en 2023, 480 000 € de crédits de fonctionnement ont été versés à la BnF (*cf. infra* sur les dépenses d'opérations financières pour le détail de l'échéancier de financement).

Les crédits dédiés à la subvention pour charges de service public attribuée à la Bibliothèque publique d'information (Bpi) sont intégrés à la sous-action 3 « Développement de la lecture et des collections » de l'action 1 du programme. L'écart entre la subvention effectivement versée (7 093 858 € en AE et 8 917 191 € en CP) et la prévision initiale (7 096 558 €) tient à un report de crédits de 2023 vers 2024 (55 934 €), afin de compenser pour 2023 les évolutions du point d'indice intervenues au 1<sup>er</sup> juillet 2022, à un transfert de crédits pour des mesures catégorielles (12 672 €), à l'annulation partielle de la réserve de précaution du programme ainsi qu'au transfert vers la section de fonctionnement des crédits fléchés pour le financement du relogement temporaire de la structure durant les travaux du Centre Pompidou initialement prévus sur titre 7 (1 823 333 € en CP).

Les crédits dédiés à la subvention pour charges de service public attribuée au Centre national du livre (CNL) sont intégrés à la sous-action 4 « Édition, librairies et professions du livre » de l'action 1 du programme. L'écart entre la subvention effectivement versée (27 322 560 €) et la prévision initiale (28 369 564 €) tient à un report de crédits de 2023 vers 2024 (155 104 €) afin de compenser pour 2023 les évolutions du point d'indice intervenues au 1<sup>er</sup> juillet 2022, à un transfert de crédits pour des mesures catégorielles (21 470 €), ainsi qu'à l'annulation partielle des crédits de la réserve de précaution.

## DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

### Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État (1 690 000 € en AE et 400 000 € en CP)

#### La Maison du dessin de presse : les premiers investissements

L'État a décidé de créer une Maison du dessin de presse, dont l'ouverture est prévue à Paris en 2026. Sa préfiguration scientifique et administrative a été confiée en mai 2022 à M. Philippe Barbat, Conseiller d'État.

Dans le cadre de la convention d'études préalables relative au projet de création de la Maison du dessin de presse du 4 juillet 2022, la DGMIC avait versé en septembre 2022 à l'OPPIC 180 000 € (AE=CP) pour réaliser un audit technique, patrimonial, environnemental et de sûreté du site, mener les études de faisabilité, estimer l'enveloppe prévisionnelle de l'opération et son planning prévisionnel.

Un avenant n° 1 à la convention d'études préalables, abondant l'enveloppe initiale de 150 000 € et visant à compléter le périmètre de l'opération pour constituer le programme, fiabiliser son enveloppe financière et son planning prévisionnel, a été signé le 29 décembre 2022. Il doit permettre la réalisation d'études complémentaires, d'une étude de programmation architecturale, fonctionnelle, technique, scénographique, et environnementale ainsi que des diagnostics visant à actualiser les données en vue de la constitution du dossier de site. Ces crédits ont été versés à l'OPPIC en mars 2023.

La convention de mandat de maîtrise d'ouvrage relative aux études et travaux de réhabilitation en vue de la création de la Maison du dessin de presse du 26 juillet 2023 confiée à l'OPPIC le soin de réaliser les études et travaux de réhabilitation du site pour la création de la Maison du dessin de presse. Elle prévoit une tranche ferme (études et consultation des entreprises) et une tranche optionnelle (travaux). L'enveloppe financière de l'opération est fixée à 15,6 M€ TTC/TDC dont 1,69 M€ pour la tranche ferme et 13,91 M€ pour la tranche optionnelle.

L'échéancier prévisionnel des dépenses d'investissement est détaillé comme suit :

| M€   | 2023 |     | 2024  |     | 2025 |     | 2026 |     | Total |      |
|------|------|-----|-------|-----|------|-----|------|-----|-------|------|
|      | AE   | CP  | AE    | CP  | AE   | CP  | AE   | CP  | AE    | CP   |
| P334 | 1,69 | 0,4 | 13,91 | 2,6 | -    | 5,5 | -    | 7,1 | 15,6  | 15,6 |

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Les crédits d'intervention, prévus à hauteur de 25 635 899 € en AE et 23 325 899 € en CP en loi de finances initiale pour 2023, contribuent à la mise en œuvre de la sous-action 03 « Développement de la lecture et des collections », d'une part, et de la sous-action 04 « Édition, librairie et professions du livre », d'autre part.

Ces crédits sont mobilisés aux niveaux central et déconcentré. La consommation des crédits d'intervention en 2023 s'est établie à 18 429 073 € en AE et 18 432 493 € en CP, répartis comme suit :

| Synthèse des dépenses d'intervention de l'action 01 « Livre »     | AE                | CP                |
|---|-------------------|-------------------|
| Sous-action 03 « Développement de la lecture et des collections » | 6 040 461         | 6 040 461         |
| Crédits centraux  | 469 225           | 469 225           |
| Crédits déconcentrés  | 5 571 236         | 5 571 236         |
| Sous-action 04 « Édition, librairie et professions du livre »     | 12 388 612        | 12 392 032        |
| Crédits centraux  | 8 657 723         | 8 657 723         |
| Crédits déconcentrés  | 3 730 889         | 3 734 309         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>18 429 073</b> | <b>18 432 493</b> |

## SOUS-ACTION 03 : DÉVELOPPEMENT DE LA LECTURE ET DES COLLECTIONS

### **Crédits centraux (469 225 € en AE et en CP)**

Ces crédits ont permis de financer trois types d'actions.

#### 1) Interventions en direction des bibliothèques territoriales (40 000 € en AE et en CP)

Les crédits centraux alloués aux bibliothèques municipales ou intercommunales pour des acquisitions d'intérêt national, en particulier dans le cas des régions dépourvues de Fonds régionaux d'acquisition des bibliothèques (FRRAB), se sont élevés à 40 000 € en AE et CP en 2023. 129 000 € ont également été alloués en régions dans le cadre du dispositif de soutien aux acquisitions et restaurations patrimoniales en complément de subventions accordées à des acquisitions dans le cadre de FRRAB. Le nombre des demandes de collectivités territoriales qui ont été soutenues est en baisse (6 en 2023 contre 12 en 2022).

#### 2) Soutien à la conservation et à la diffusion du patrimoine écrit (90 500 € en AE et en CP)

Ces crédits d'intervention ont été attribués à différentes structures intervenant en faveur du patrimoine écrit, telles que l'Association française de normalisation (AFNOR), le syndicat de la librairie ancienne et moderne (SLAM) et le Cercle de la librairie.

#### 3) Soutien au développement de la lecture (338 725 € en AE et en CP)

Ces crédits sont consacrés à la mise en œuvre de programmes ministériels et au soutien d'associations de dimension nationale, ayant vocation à favoriser la diffusion de l'offre et des pratiques de lecture publique, en particulier à travers la professionnalisation et l'animation du réseau des bibliothèques. Le montant des subventions attribuées varie entre 2 000 € et 65 000 €. Parmi les principales actions ainsi financées en 2023, peuvent être citées :

- l'amélioration de la connaissance des professionnels de la lecture publique en matière d'offre de documentaires audiovisuels mais aussi, plus globalement, la contribution à l'élargissement de l'audience du film documentaire en bibliothèques et à un meilleur signalement des fonds audiovisuels des bibliothèques de lecture publique ;
- l'animation des réseaux de professionnels des bibliothèques, à travers l'association des bibliothécaires de France (ABF), l'Association des directrices et directeurs des bibliothèques municipales et groupements intercommunaux des villes de France (ADBGV) et l'association des bibliothécaires départementaux (ABD) ;
- la valorisation, l'animation et le développement du réseau des maisons d'écrivains, à travers la Fédération des maisons d'écrivains et patrimoines littéraires ;
- le soutien à un laboratoire de recherche du CNRS pour la réalisation d'un atlas des bibliothèques territoriales ;
- le partenariat avec l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB), sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;
- la coordination du réseau des professionnels du livre et de la lecture dans les territoires, la production et la mise à disposition de ressources et d'informations et le soutien au développement de la lecture dans les services relevant du ministère de la Justice, par la Fédération interrégionale du livre et de la lecture (FILL).

### **Crédits déconcentrés (5 571 236 € en AE et en CP)**

S'agissant de la sous-action 3 « Développement de la lecture et des collections », des mouvements de fongibilité en provenance des crédits centraux du programme ont permis une exécution supérieure au montant initialement programmé pour cette sous-action (5 090 790 € en AE et en CP) ; ce supplément de crédits a contribué à renforcer le soutien à différents projets en faveur du développement de la lecture.

D'une manière générale, les crédits d'intervention délégués aux directions régionales des affaires culturelles (DRAC) au titre de la sous-action 3 ont été mobilisés selon les axes définis dans le PAP 2023, parmi lesquels figurent :

- La coopération et structuration interprofessionnelle (3 316 966 €). Il s'agit du soutien des DRAC aux structures régionales pour le livre (SRL) ou Agences régionales pour le livre (ARL), qui sont de véritables centres de ressources et d'accompagnement pour les acteurs de l'économie du livre comme de la lecture publique ;
- Le soutien au patrimoine écrit avec les acquisitions en bibliothèques (382 714 €) ainsi que la conservation et la valorisation des documents patrimoniaux (698 745 €). Ce dernier montant inclut le versement des subventions allouées au titre de l'appel à projets organisé en 2023 dans le cadre du Plan d'action pour le patrimoine écrit (PAPE) pour un total de 399 932 €. Comme les années précédentes, cette opération a été coordonnée et financée au niveau central puis les crédits ont été délégués en cours d'année aux DRAC concernées ;
- L'animation (111 972 €) et la formation des professionnels de la lecture publique ainsi que des actions de formation continue (598 139 €) afin de renforcer l'expertise et la qualification des personnels dans les équipements ;
- Les actions de promotion de la lecture et le soutien aux manifestations (462 700 €) comprenant les crédits alloués par la DRAC Île-de-France à la Maison des écrivains et de la littérature pour déployer la présence d'auteurs dans les territoires (400 000 €).

#### SOUS-ACTION 04 : ÉDITION, LIBRAIRIE ET PROFESSIONS DU LIVRE

##### Crédits centraux (8 657 723 € en AE=CP)

L'exécution 2023 a permis de faire face aux différents besoins identifiés dans le PAP, principalement le soutien direct au secteur de l'édition et des librairies, à travers divers organismes au premier rang desquels figurent :

- la **Centrale de l'édition**, groupement d'intérêt économique, chargé à la fois de favoriser l'exportation à l'étranger des livres en langue française et de permettre l'application dans les DOM de la loi de 1981 sur le prix du livre, grâce à la mutualisation et à la prise en charge partielle ou totale des coûts de transport et d'assurance (5 395 000 €) ;
- le **Bureau international de l'édition française** (BIEF) qui est chargé de faciliter et d'encourager les exportations et les échanges de droits pour les 280 maisons et groupes d'édition française qui en sont membres, par des actions de promotion de la production éditoriale française sur les salons et foires du livre à l'international, par une activité de veille et d'analyse des marchés étrangers et par une mise en réseau des éditeurs français avec leurs homologues étrangers dans le cadre de rencontres professionnelles (2 782 000 €) ;
- le **Syndicat de la librairie française** (SLF) qui regroupe aujourd'hui près de 700 librairies de toutes tailles, généralistes ou spécialisées, dont la vente de livres au détail constitue l'activité principale. Au cœur de ses missions figure la défense de la loi du 10 août 1981 relative au prix du livre qui a permis au marché du livre de se développer grâce à des réseaux de diffusion à la fois denses et variés. La multiplicité des canaux de diffusion permet de garantir la diversité de la création éditoriale en favorisant son accès auprès d'un large public sur l'ensemble du territoire. Le SLF a bénéficié en 2023 d'une subvention de 215 000 € pour mettre en œuvre un programme d'actions visant notamment à accompagner la modernisation et le développement ainsi que la promotion et le renforcement du travail qualitatif de la librairie indépendante.

##### Crédits déconcentrés (3 730 889 € en AE et 3 734 309 € en CP)

Les crédits consommés au titre de la sous-action 4 ont principalement permis :

- le soutien aux librairies (1 446 314 €) et aux maisons d'édition (838 393 € en AE et 841 813 € en CP) pour leurs projets de création, de modernisation, de développement et de diversification, afin de favoriser le maintien d'un réseau de librairies et d'éditeurs indépendants dans les territoires et contribuer ainsi à l'aménagement culturel du territoire ;
- l'aide aux manifestations littéraires et aux actions de promotion de la littérature qui constituent des lieux privilégiés pour la diffusion des ouvrages, et permettent notamment la rencontre entre les auteurs et le public (820 831 €) ;

- le financement de projets dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif Jeunes en librairie (625 351 €).

## DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Ces crédits correspondent aux subventions d'investissement respectivement versées :

- à la Bibliothèque nationale de France : 28 818 313 € en AE et 32 818 313 € en CP. Cette dotation comprend 4 M€ uniquement en CP en vue de la création du futur pôle centre de conservation d'Amiens ;
- à la Bibliothèque publique d'information : 391 200 € en AE et en CP ;
- au Centre national du livre : 78 071 € en AE et en CP.

Par ailleurs, le projet de création du portail national du livre accessible et adapté, porté conjointement avec le ministère en charge de la solidarité et des familles (MSF), et opéré par la Bibliothèque nationale de France en lien avec l'Institut national des jeunes aveugles (INJA), a démarré en 2023. La contribution du ministère de la Culture à son financement (5 M€ sur la période 2023-2026) et l'échéancier prévisionnel des paiements sont détaillés dans la convention pluriannuelle relative à l'amélioration de l'accès aux livres adaptés et à la construction du portail national de l'édition accessible et adaptée du 14 novembre 2023.

| M€                         | 2023        |             | 2024         |              | 2025         |              | 2026         |              | 2027         |              | Total         |               |
|----------------------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
|                            | AE          | CP          | AE           | CP           | AE           | CP           | AE           | CP           | AE           | CP           | AE            | CP            |
| Budget du MC               | 3,56        | 1,25        | 0,48         | 1,25         | 0,48         | 1,25         | 0,48         | 1,25         | -            | -            | 5             | 5             |
| Budget du MSF              | 0,9         | 0,9         | 1,365        | 1,365        | 1,511        | 1,511        | 0,611        | 0,611        | 0,876        | 0,876        | 5,263         | 5,263         |
| <b>Total ouverture PLF</b> | <b>4,46</b> | <b>2,15</b> | <b>1,845</b> | <b>2,615</b> | <b>1,991</b> | <b>2,761</b> | <b>1,091</b> | <b>1,861</b> | <b>0,876</b> | <b>0,876</b> | <b>10,263</b> | <b>10,263</b> |

En 2023, 3 560 000 € en AE et 1 250 000 € en CP ont été versés à la BnF dont 3 080 000 € en AE et 770 000 € en CP en investissement, et 480 000 € en AE = CP en fonctionnement.

Conformément à la recommandation formulée par la Cour dans le cadre de la note d'exécution budgétaire 2019, les crédits dédiés au livre et à lecture dans les différents programmes sont récapitulés dans les tableaux ci-dessous :

### Crédits de l'État pour la politique du livre et de la lecture en 2003 en M€

|  | AE            | CP            |
|--|---------------|---------------|
| <b>P334 Livre et industries culturelles : Action 1 Livre et lecture</b>                          |               |               |
| Bibliothèque nationale de France - SCSP  | 207,79        | 207,79        |
| Bibliothèque nationale de France - dotation en capital   | 28,82         | 32,82         |
| Quadrilatère Richelieu   | 0             | 0             |
| Bibliothèque publique d'information  | 7,48          | 9,31          |
| Centre national du livre   | 27,4          | 27,4          |
| Développement de la lecture et des collections   | 12,3          | 8,67          |
| <i>dont déconcentrés</i>   | 5,57          | 5,57          |
| Édition, librairie et professions du livre   | 21,51         | 21,51         |
| <i>dont déconcentrés</i>   | 3,73          | 3,73          |
| <b>Total P334 « Livre et lecture »</b>   | <b>305,31</b> | <b>307,51</b> |
| <b>P361 Transmission des savoirs et démocratisation de la culture : « EAC Livre et lecture »</b> |               |               |
| <b>Interventions financées sur crédits centraux</b>  |               |               |
| Nuit de la lecture – crédits délégués au CNL   | 0,40          | 0,40          |
| Divers fonctionnement  | 0             | 0             |
| Été culturel   | 0,1           | 0,1           |
| Associations lecture publique - jeunesse - accessibilité   | 1,47          | 1,47          |
| <i>Sous-total crédits centraux</i>   | 1,97          | 1,97          |

|  | AE            | CP            |
|--|---------------|---------------|
| <b>Interventions en DRAC :</b>   |               |               |
| Actions livre et lecture en temps scolaire   | 1,46          | 1,46          |
| Actions livre et lecture Hors temps scolaire   | 2,14          | 2,14          |
| Développement de la lecture – Manifestations   | 3,59          | 3,59          |
| Centres de ressources du livre et de la lecture  | 3,08          | 3,08          |
| Contrats territoires lecture et contrats départementaux lecture itinérance               | 4,23          | 6,33          |
| <i>Sous-total crédits déconcentrés</i>   | <i>14,51</i>  | <i>16,61</i>  |
| <b>Total P361 « EAC Livre et lecture »</b>   | <b>16,48</b>  | <b>18,58</b>  |
| <b>P119 Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements :</b> |               |               |
| DGD « Concours particulier pour les bibliothèques »                                      | 87,59         | 87,59         |
| <b>Total P119 « DGD bibliothèques »</b>  | <b>87,59</b>  | <b>87,59</b>  |
| <b>Total budget général</b>  | <b>409,39</b> | <b>413,68</b> |

## ACTION

### 02 – Industries culturelles

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                          |  | Crédits de paiement |                          |  |
|---|----------------------------|--------------------------|--|---------------------|--------------------------|--|
|   | Titre 2                    | Autres titres            | Total                                  | Titre 2             | Autres titres            | Total                                  |
| 02 – Industries culturelles   |                            | 29 663 988<br>27 490 970 | <b>29 663 988</b><br><b>27 490 970</b> |                     | 29 663 988<br>27 760 601 | <b>29 663 988</b><br><b>27 760 601</b> |

## CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

| Volets du plan de relance | Autorisations d'engagement |             | Crédits de paiement |             |
|---------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|-------------|
|                           | Prévision                  | Réalisation | Prévision           | Réalisation |
|                           |                            |             |                     |             |

Le plan en faveur des industries culturelles et créatives (ICC) s'est vu allouer la somme de 147 844 € en CP sur l'action 5 du programme 363 « Compétitivité » de la mission Plan de relance, au titre des restes à payer sur les engagements pris en 2021 et 2022. Ces crédits ont été consommés à hauteur de 112 070 € en CP dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif suivant :

- soutien à la découvrabilité en ligne des contenus culturels francophones. Le reliquat, soit 35 770 € en CP, sera consommé après report en 2024.

Par ailleurs, les crédits attribués au Centre national de la musique dans le cadre du Plan de relance (175 M€ en 2021 et 30 M€ en 2022 en AE et CP), afin que l'établissement mette en œuvre un ensemble de mesures destinées au soutien à la filière musicale fortement impacté par la crise sanitaire, ont été consommés par l'établissement à l'issue de l'année 2023 selon les proportions détaillées ci-dessous.

| Dispositif du Plan de relance | Récapitulatif des crédits |             |            |            | Consommation                    |            |                                 |             |                                 |            | Reliquat |           | Commentaire (détails sur le reliquat)  |
|-------------------------------|---------------------------|-------------|------------|------------|---------------------------------|------------|---------------------------------|-------------|---------------------------------|------------|----------|-----------|--|
|                               | 2021                      |             | 2022       |            | crédits consommés au 31/12/2021 |            | crédits consommés au 31/12/2022 |             | crédits consommés au 31/12/2023 |            | AE       | CP        |  |
|                               | AE                        | CP          | AE         | CP         | AE                              | CP         | AE                              | CP          | AE                              | CP         | AE       | CP        |  |
| Plan filière musique - CNM    | 175 000 000               | 175 000 000 | 30 000 000 | 30 000 000 | 93 272 201                      | 85 498 524 | 111 727 799                     | 106 560 866 |                                 | 11 754 543 | -        | 1 186 067 | Le reliquat de 1,19 M€ observé fin 2023 a été reprogrammé au BI de l'établissement afin de poursuivre le financement de la bourse aux auteurs-compositeurs, lancé dans le cadre du plan de relance |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                   | Crédits de paiement           |                   |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| <b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>               | <b>27 775 197</b>             | <b>27 097 970</b> | <b>27 775 197</b>             | <b>27 097 970</b> |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                               | 27 612            |                               | 27 612            |
| Subventions pour charges de service public                | 27 775 197                    | 27 070 358        | 27 775 197                    | 27 070 358        |
| <b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>                  | <b>1 888 791</b>              | <b>393 000</b>    | <b>1 888 791</b>              | <b>662 631</b>    |
| Transferts aux entreprises                                | 988 000                       | -201 098          | 988 000                       | 52 500            |
| Transferts aux autres collectivités                       | 900 791                       | 594 098           | 900 791                       | 610 131           |
| <b>Total</b>  | <b>29 663 988</b>             | <b>27 490 970</b> | <b>29 663 988</b>             | <b>27 760 601</b> |

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

### Dépenses de fonctionnement courant (27 612 € en AE et en CP)

Les dépenses de fonctionnement exécutées en 2023 correspondent au financement d'une délégation française au salon « Montréal Connecte » dédié à l'entrepreneuriat culturel et à la découvrabilité en ligne des contenus culturels francophones, pour un montant total de 27 612 €.

### Subventions pour charges de service public (27 070 358 € en AE et en CP)

Ce montant correspond à :

- la subvention pour charge de service public versée au CNM en 2023 (26 687 129 €) ;
- la compensation, via le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), de l'augmentation du point d'indice 2022 et de l'inflation sur les prix de l'énergie auprès de la Fémis (299 169 €) ;
- la prise en charge de la protection sociale complémentaire des personnels du CNC (84 060 €).

## DÉPENSES D'INTERVENTION

### SOUS-ACTION 01 : SOUTIEN DANS LE DOMAINE DE LA MUSIQUE ENREGISTRÉE

#### Crédits centraux (61 309 € en AE et 330 940 en CP)

Le montant des engagements tient compte de l'application de REJB à hauteur de -269 631 € en AE. Les engagements et dépenses réalisés correspondent :

- aux aides versées, dans le domaine du soutien à la musique enregistrée, aux Allumés du jazz (65 000 €), à l'association des Victoires de la musique (75 440 €), à la Fédération nationale des labels indépendants (70 000 €), à la Guilde des artistes de la musique (60 000 €) et à l'association MEWEM (5 000 €) ;

- à la contribution au financement de différentes structures ou conventions professionnelles de la filière musicale, telles que le MaMA (50 000 €) ou le Midem (2 500 €).

#### SOUS-ACTION 04 : SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT CULTUREL

##### **Crédits centraux (331 691 € en AE et CP)**

Ces dépenses correspondent à la contribution française au financement de l'observatoire européen de l'audiovisuel (331 691 €).

## Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

### RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file)<br>Nature de la dépense       | Réalisation 2022           |                     | Prévision LFI 2023         |                     | Réalisation 2023           |                     |
|--|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|  | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| <b>BnF - Bibliothèque nationale de France (P334)</b>                     | <b>222 336 424</b>         | <b>226 336 424</b>  | <b>228 773 350</b>         | <b>232 773 350</b>  | <b>240 171 516</b>         | <b>241 861 516</b>  |
| Subventions pour charges de service public                               | 197 775 032                | 197 775 032         | 198 438 284                | 198 438 284         | 208 273 203                | 208 273 203         |
| Dotations en fonds propres   | 24 561 392                 | 28 561 392          |                            |                     | 31 898 313                 | 33 588 313          |
| Subventions d'investissement   |                            |                     | 30 335 066                 | 34 335 066          |                            |                     |
| <b>BPI - Bibliothèque publique d'information (P334)</b>                  | <b>42 877 118</b>          | <b>15 599 851</b>   | <b>7 508 347</b>           | <b>9 331 680</b>    | <b>7 485 058</b>           | <b>9 308 391</b>    |
| Subventions pour charges de service public                               | 36 073 725                 | 6 733 725           | 7 096 558                  | 7 096 558           | 7 093 858                  | 8 917 191           |
| Dotations en fonds propres   | 6 803 393                  | 8 866 126           |                            |                     | 391 200                    | 391 200             |
| Subventions d'investissement   |                            |                     | 411 789                    | 2 235 122           |                            |                     |
| <b>CNM - Centre national de la musique (P334)</b>                        | <b>25 763 925</b>          | <b>25 763 925</b>   | <b>27 775 197</b>          | <b>27 775 197</b>   | <b>26 687 129</b>          | <b>26 687 129</b>   |
| Subventions pour charges de service public                               | 25 763 925                 | 25 763 925          | 27 775 197                 | 27 775 197          | 26 687 129                 | 26 687 129          |
| <b>CNL - Centre national du livre (P334)</b>                             | <b>26 388 533</b>          | <b>26 388 533</b>   | <b>28 451 744</b>          | <b>28 451 744</b>   | <b>27 400 631</b>          | <b>27 400 631</b>   |
| Subventions pour charges de service public                               | 26 316 533                 | 26 316 533          | 28 369 564                 | 28 369 564          | 27 322 560                 | 27 322 560          |
| Dotations en fonds propres   | 72 000                     | 72 000              |                            |                     | 78 071                     | 78 071              |
| Subventions d'investissement   |                            |                     | 82 180                     | 82 180              |                            |                     |
| <b>CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée (P334)</b>       | <b>84 060</b>              | <b>84 060</b>       |                            |                     | <b>383 229</b>             | <b>383 229</b>      |
| Subventions pour charges de service public                               | 84 060                     | 84 060              |                            |                     | 383 229                    | 383 229             |
| <b>Universités et assimilés (P150)</b>                                   | <b>375 270</b>             | <b>375 270</b>      |                            |                     | <b>401 055</b>             | <b>401 055</b>      |
| Transferts   | 375 270                    | 375 270             |                            |                     | 401 055                    | 401 055             |
| <b>Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150)</b> | <b>46 500</b>              | <b>46 500</b>       |                            |                     | <b>40 000</b>              | <b>40 000</b>       |
| Transferts   | 46 500                     | 46 500              |                            |                     | 40 000                     | 40 000              |
| <b>Communautés d'universités et d'établissements (P150)</b>              | <b>45 000</b>              | <b>45 000</b>       |                            |                     | <b>56 500</b>              | <b>56 500</b>       |
| Transferts   | 45 000                     | 45 000              |                            |                     | 56 500                     | 56 500              |
| <b>CNRS - Centre national de la recherche scientifique (P172)</b>        | <b>75 000</b>              | <b>75 000</b>       |                            |                     | <b>97 257</b>              | <b>97 257</b>       |
| Transferts   | 75 000                     | 75 000              |                            |                     | 97 257                     | 97 257              |
| <b>Total</b>   | <b>317 991 830</b>         | <b>294 714 563</b>  | <b>292 508 638</b>         | <b>298 331 971</b>  | <b>302 722 375</b>         | <b>306 235 708</b>  |
| Total des subventions pour charges de service public                     | 286 013 275                | 256 673 275         | 261 679 603                | 261 679 603         | 269 759 979                | 271 583 312         |
| Total des dotations en fonds propres                                     | 31 436 785                 | 37 499 518          |                            |                     | 32 367 584                 | 34 057 584          |
| Total des transferts   | 541 770                    | 541 770             |                            |                     | 594 812                    | 594 812             |
| Total des subventions d'investissement                                   |                            |                     | 30 829 035                 | 36 652 368          |                            |                     |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023, leur réalisation 2022 est sans objet.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

## EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur  | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs |                        |                      |                        | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|--|--|-----------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|---|
|  |  | sous plafond *                    | hors plafond           | dont contrats aidés  | dont apprentis         |   |
| BnF - Bibliothèque nationale de France               | 0<br>0<br>0  | 2 122<br>2 212<br>2 115           | 12<br>0<br>13          | 0<br>0<br>0          | 4<br>0<br>7            | 0<br>0<br>0                               |
| BPI - Bibliothèque publique d'information            | 183<br>206<br>198                                      | 51<br>60<br>54                    | 9<br>7<br>4            | 3<br>0<br>0          | 0<br>3<br>0            | 0<br>0<br>0                               |
| CNM - Centre national de la musique                  | 0<br>0<br>0  | 109<br>111<br>108                 | 4<br>0<br>9            | 0<br>0<br>0          | 0<br>0<br>9            | 0<br>0<br>0                               |
| CNL - Centre national du livre                       | 2<br>2<br>2  | 63<br>63<br>63                    | 0<br>0<br>2            | 0<br>0<br>0          | 1<br>0<br>2            | 0<br>0<br>0                               |
| CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée | 0<br>0<br>0  | 459<br>460<br>459                 | 8<br>0<br>15           | 6<br>0<br>7          | 11<br>0<br>8           | 0<br>0<br>0                               |
| Cinémathèque française                               | 0<br>0<br>0  | 205<br>213<br>203                 | 5<br>0<br>3            | 0<br>0<br>0          | 0<br>0<br>0            | 0<br>0<br>0                               |
| <b>Total</b>   | <b>185<br/>208<br/>200</b>                             | <b>3 009<br/>3 119<br/>3 002</b>  | <b>38<br/>7<br/>46</b> | <b>9<br/>0<br/>7</b> | <b>16<br/>3<br/>26</b> | <b>0<br/>0<br/>0</b>                      |

\* Les emplois sous plafond 2023 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

## SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

|                                    | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|------------------------------------|----------------|------------------|
| <b>Emplois sous plafond 2023 *</b> | <b>3 119</b>   | <b>3 002</b>     |

\* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

|                              | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|---------------|-----------------|
| Schéma d'emplois 2023 en ETP | 0             | 20              |

## FISCALITÉ AFFECTÉE AUX OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

| Intitulé de l'opérateur                              | Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|--|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| BnF - Bibliothèque nationale de France               | 0                     | 0                   | 0                     |
| BPI - Bibliothèque publique d'information            | 0                     | 0                   | 0                     |
| CNM - Centre national de la musique                  | 35 386 315            | 32 000 000          | 49 104 735            |
| CNL - Centre national du livre                       | 0                     | 0                   | 0                     |
| CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée | 777 620 083           | 717 989 000         | 821 128 743           |
| Cinémathèque française                               | 0                     | 0                   | 0                     |
| <b>Total</b>   | <b>813 006 398</b>    | <b>749 989 000</b>  | <b>870 233 478</b>    |

## Opérateurs

### OPÉRATEUR

BnF - Bibliothèque nationale de France

#### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

##### Principaux faits structurants de l'année 2023

Dans le cadre du contrat d'objectifs et de performance (COP) 2022-2026, trois grands projets irriguent les orientations stratégiques portées par la BnF : la réouverture de Richelieu, le dépôt légal numérique et la création d'un nouveau pôle de conservation à Amiens.

Berceau historique de la BnF, le site Richelieu a bénéficié d'un projet de rénovation totale achevé en 2022, avec une ambition de modernité et d'ouverture plus large au public. En complément des salles de lecture Recherche, le public accède désormais à la salle Ovale, joyau architectural entièrement restauré, à la fois salle de lecture et lieu de visite et de découverte, en accès libre et gratuit. Le nouveau musée de la BnF dévoile près de 900 œuvres représentatives de la richesse des fonds de la Bibliothèque. Le public a confirmé la bonne fréquentation du site Richelieu depuis sa réouverture en 2022 (plus de 614 000 lecteurs et visiteurs). Plus généralement, en 2023, l'ensemble des sites de la BnF a bénéficié de près de 1 500 000 visites (salles de lecture, musée, expositions, manifestations). Le pic historique atteint en 2019, avant la crise sanitaire, avec 1 300 000 personnes accueillies, a ainsi été dépassé en 2023. Par ailleurs, 2023 a été marquée par une très bonne dynamique des usages distants (42 millions de visites sur les sites de la BnF, Gallica et Retronews). L'ensemble des sites Gallica a recueilli près de 19,7 millions de visites, progressant de 7 % par rapport à 2022. Ce résultat constitue un record historique pour la bibliothèque numérique qui a fêté ses 20 ans en 2023.

La mise en œuvre progressive de la collecte de documents nativement numériques permet la continuité du dépôt légal, mission première de la BnF et socle historique de l'enrichissement des collections patrimoniales nationales. Après plusieurs années d'expérimentation, la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021 « visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs » est venue renforcer le cadre juridique de son action. Elle instaure en effet le dépôt légal des documents numériques. Dans l'attente de la publication du décret d'application, la BnF continue de procéder, sur la base de conventions, à des expérimentations avec des déposants volontaires. Le portail DÉLIA qui sert de guichet commun pour la collecte des œuvres audiovisuelles a également été ouvert en collaboration avec le CNC.

La construction d'ici à 2029 d'un nouveau centre de conservation incluant la création d'un conservatoire national de la presse constitue le troisième grand projet du COP. Plusieurs étapes ont été franchies telles que la validation du pré-programme et du programme architectural, fonctionnel, technique et financier, finalisés au second semestre 2023. La BnF a dans ce cadre engagé un travail important sur les collections de presse. Les préoccupations de sauvegarde de ces supports nécessitent leur numérisation rapide et leur conservation au sein du futur pôle de conservation. La presse est également au cœur de la relation de la BnF avec ses publics (actions de valorisation, d'éducation artistique et culturelle (EAC) et d'éducation aux médias (EMI), adaptation des outils numériques de recherche et de fouille des articles).

La BnF, comme l'ensemble des établissements publics, est parvenue à maintenir la qualité de son activité de service public dans un contexte économique de forte inflation. L'État a apporté son soutien financier à l'opérateur pour lui permettre de faire face à une conjoncture défavorable.

## Gouvernance et pilotage stratégique

Le mandat de la présidente de l'établissement, Laurence Engel, a été renouvelé en avril 2021 pour 3 ans. Le quatrième contrat de performance 2022/2026 (COP) de la BnF, initié en septembre 2021, a été approuvé au conseil d'administration du 30 juin 2022. Il a été signé en septembre 2022, par la ministre de la Culture et la présidente de la BnF.

Ses quatre axes stratégiques sont les suivants :

- amplifier le partage avec tous les publics d'un patrimoine exceptionnel et vivant ;
- enrichir la collecte et la préservation des collections pour garantir, à l'heure du numérique, la constitution d'une mémoire commune ;
- renforcer les coopérations avec les réseaux professionnels en partageant nos expertises, outils et moyens ;
- s'appuyer sur un modèle de gestion responsable pour remplir efficacement ses missions.

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense                             | Réalisation 2022           |                     | Prévision LFI 2023         |                     | Réalisation 2023           |                     |
|---|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|   | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| <b>P185 – Diplomatie culturelle et d'influence</b>                      |                            | <b>2</b>            |                            |                     |                            |                     |
| Transferts  |                            | 2                   |                            |                     |                            |                     |
| <b>P175 – Patrimoines</b>   | <b>50</b>                  | <b>50</b>           |                            |                     |                            |                     |
| Dotations en fonds propres  | 50                         | 50                  |                            |                     |                            |                     |
| <b>P361 – Transmission des savoirs et démocratisation de la culture</b> | <b>40</b>                  | <b>40</b>           |                            |                     | <b>20</b>                  | <b>20</b>           |
| Subventions pour charges de service public                              | 40                         | 40                  |                            |                     | 20                         | 20                  |
| <b>P224 – Soutien aux politiques du ministère de la culture</b>         | <b>86</b>                  | <b>86</b>           |                            |                     |                            | <b>21</b>           |
| Transferts  | 86                         | 86                  |                            |                     |                            | 21                  |
| <b>P334 – Livre et industries culturelles</b>                           | <b>222 336</b>             | <b>226 336</b>      | <b>228 773</b>             | <b>232 773</b>      | <b>240 172</b>             | <b>241 862</b>      |
| Subventions pour charges de service public                              | 197 775                    | 197 775             | 198 438                    | 198 438             | 208 273                    | 208 273             |
| Dotations en fonds propres  | 24 561                     | 28 561              |                            |                     | 31 898                     | 33 588              |
| Subventions d'investissement  |                            |                     | 30 335                     | 34 335              |                            |                     |
| <b>P157 – Handicap et dépendance</b>                                    |                            |                     |                            |                     | <b>211</b>                 | <b>211</b>          |
| Subventions pour charges de service public                              |                            |                     |                            |                     | 211                        | 211                 |
| <b>P363 – Compétitivité</b>   | <b>140</b>                 | <b>910</b>          |                            |                     |                            |                     |
| Subventions pour charges de service public                              |                            | 820                 |                            |                     |                            |                     |
| Transferts  | 140                        | 90                  |                            |                     |                            |                     |
| <b>P147 – Politique de la ville</b>                                     | <b>32</b>                  | <b>32</b>           |                            |                     | <b>56</b>                  | <b>56</b>           |
| Transferts  | 32                         | 32                  |                            |                     | 56                         | 56                  |
| <b>P349 – Transformation publique</b>                                   |                            | <b>733</b>          |                            |                     |                            | <b>777</b>          |
| Dotations en fonds propres  |                            | 733                 |                            |                     |                            | 777                 |
| <b>Total</b>  | <b>222 684</b>             | <b>228 189</b>      | <b>228 773</b>             | <b>232 773</b>      | <b>240 458</b>             | <b>242 946</b>      |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

La subvention pour charges de service public (SCSP) a connu une hausse en LFI 2023 par rapport à la LFI 2022 (+6 M€ dont 2 M€ pour financer le « Glissement vieillesse-technicité » - GVT - et le soutien à la politique indemnitaire, +0,78 M€ afin de financer les coûts correspondant à la réforme de la communication des documents, +2,5 M€ liés à l'inflation et 0,87 M€ pour financer des mesures catégorielles du plan de rattrapage indemnitaire). Par ailleurs, la BnF a bénéficié en 2023, par voie de reports (PLFR 2 pour 2022), de la compensation pour 2023 de l'augmentation du

point d'indice intervenue au 1<sup>er</sup> juillet 2022 (hors CAS). Cette recette supplémentaire a été inscrite dès le Budget initial (BI).

En fin de gestion, la BnF a bénéficié d'un apport de subventions complémentaires pour 9,3 M€ qui se décline comme suit :

- 8,1 M€ au titre du dégel (7 M€ pour couvrir l'inflation et 1,1 M€ le CAS Pensions associé à l'augmentation du point intervenue au 1<sup>er</sup> juillet 2022) ;
- 1,2 M€ au titre de la compensation des mesures catégorielles et de primes ministérielles ;
- 20 k€ correspondant au financement de la contribution de la BnF au parcours permanent et aux rotations des collections de la future Maison du dessin de presse.

Enfin, dans le cadre du futur Portail national pour l'édition accessible, 3,08 M€ en AE et 0,77 M€ en CP ont été versés à l'établissement sur sa dotation en investissements, et 0,480 M€ en AE et en CP ont été versés sur sa SCSP. Ces crédits sont également évoqués dans la brique « Développement de la lecture ».

La subvention pour charges d'investissement (SCI) a connu une augmentation de +2,6 M€ en LFI 2023 par rapport à la LFI 2022 (dont 2,25 M€ de rebasage de l'investissement courant incluant 1,25 M€ pour la sécurisation de l'esplanade et 0,4 M€ de compensation partielle de l'inflation, notamment du coût de la construction). Par ailleurs, la BnF a obtenu 4 M€ pour financer le projet de conservation d'Amiens conformément à l'échéancier du projet (dont 0,2 M€ au titre du dégel).

## COMPTE FINANCIER 2023

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits  | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 *         |
|---|---------------------|-------------------------|---|---------------------|---------------------------------|
| Personnel<br><i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>  | 158 204<br>31 079   | 158 414<br>30 617       | Subventions de l'État<br><i>– subventions pour charges de service public</i><br><i>– crédits d'intervention( transfert)</i>   | 198 845<br>198 845  | 208 468<br>208 468              |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel   | 110 581             | 117 518                 | Fiscalité affectée  |                     |                                 |
| Intervention (le cas échéant)   |                     |                         | Autres subventions  | 1 268               | 204                             |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention<br><i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i><br><i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | 53 100<br>53 100    | 55 783<br>55 762<br>21  | Revenus d'activité et autres produits<br><i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i><br><i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i><br><i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 64 685<br>50 100    | 67 060<br>12 135<br>3<br>40 716 |
| <b>Total des charges</b>  | <b>268 785</b>      | <b>275 932</b>          | <b>Total des produits</b>   | <b>264 799</b>      | <b>275 731</b>                  |
| Résultat : bénéfice   |                     |                         | Résultat : perte  | 3 986               | 201                             |
| Total : équilibre du CR   | 268 785             | 275 932                 | Total : équilibre du CR   | 268 785             | 275 932                         |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources   |                         |               |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|-------------------------|---------------|
|                                      |                     |                         | Budget initial 2023                                    | Compte financier 2023 * |               |
| Insuffisance d'autofinancement       | 986                 |                         | Capacité d'autofinancement                             |                         | 2 729         |
| Investissements                      | 43 270              | 41 487                  | Financement de l'actif par l'État                      | 33 718                  | 36 663        |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 4 670                   | 11 019        |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      | 3 430                   | 3             |
| Remboursement des dettes financières |                     | 2                       | Augmentation des dettes financières                    |                         |               |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>44 256</b>       | <b>41 490</b>           | <b>Total des ressources</b>                            | <b>41 819</b>           | <b>50 414</b> |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     | 8 924                   | Diminution du fonds de roulement                       | 2 437                   |               |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Par rapport à 2022, l'exécution budgétaire 2023 de la BnF est marquée par des évolutions sensibles de deux postes de dépenses sur lesquels la BnF n'a pas de maîtrise, avec :

- le renchérissement des dépenses de fluides consécutif à la hausse de l'inflation ;
- l'augmentation du point d'indice de la fonction publique et la mise en œuvre des mesures salariales annoncées par le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques le 12 juin 2023 (+4,4 M€).

Les apports significatifs de subventions, couplés à un pilotage responsable des dépenses par l'établissement, ont permis d'améliorer les équilibres financiers en fin de gestion.

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 44 338                | 40 134              | 48 966                |

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                     | Budget initial 2023 |                | Compte financier 2023 * |                |
|--|---------------------|----------------|-------------------------|----------------|
|  | AE                  | CP             | AE                      | CP             |
| Personnel                                    | 158 204             | 158 204        | 158 597                 | 158 597        |
| Fonctionnement                               | 59 386              | 58 708         | 65 566                  | 62 473         |
| Intervention                                 | 0                   | 0              | 0                       | 0              |
| Investissement                               | 37 245              | 43 270         | 29 024                  | 37 215         |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>      | <b>254 835</b>      | <b>260 181</b> | <b>253 188</b>          | <b>258 285</b> |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 31 079              | 31 079         | 30 617                  | 30 617         |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial<br>2023 | Compte financier<br>2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>244 670</b>         | <b>252 276</b>             |
| Subvention pour charges de service public       | 198 805                | 207 793                    |
| Autres financements de l'État                   | 32 618                 | 32 818                     |
| Fiscalité affectée                              | 0                      | 0                          |
| Autres financements publics                     | 0                      | 0                          |
| Recettes propres                                | 13 247                 | 11 664                     |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>11 847</b>          | <b>8 613</b>               |
| Financements de l'État fléchés                  | 1 140                  | 1 486                      |
| Autres financements publics fléchés             | 5 938                  | 2 353                      |
| Recettes propres fléchées                       | 4 769                  | 4 774                      |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>256 517</b>         | <b>260 889</b>             |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b> | <b>0</b>               | <b>2 604</b>               |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>  | <b>3 664</b>           | <b>0</b>                   |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination            | Personnel      |               | Fonctionnement |          | Intervention |               | Investissement |                | Total          |  |
|------------------------|----------------|---------------|----------------|----------|--------------|---------------|----------------|----------------|----------------|--|
|                        | AE = CP        | AE            | CP             | AE       | CP           | AE            | CP             | AE             | CP             |  |
| Diffusion valorisation | 52 329         | 7 884         | 7 513          | 0        | 0            | 6 385         | 7 063          | 66 599         | 66 905         |  |
|                        | 52 459         | 6 699         | 6 602          | 0        | 0            | 4 197         | 5 412          | 63 356         | 64 473         |  |
| Fonctions support      | 32 998         | 35 711        | 35 475         | 0        | 0            | 4 097         | 4 537          | 72 805         | 73 010         |  |
|                        | 33 080         | 43 312        | 40 034         | 0        | 0            | 3 512         | 3 929          | 79 903         | 77 042         |  |
| Patrimoine collection  | 70 694         | 7 422         | 7 131          | 0        | 0            | 15 903        | 16 921         | 94 019         | 94 745         |  |
|                        | 70 870         | 7 943         | 7 674          | 0        | 0            | 11 398        | 14 376         | 90 211         | 92 919         |  |
| Patrimoine Immobilier  | 2 184          | 8 369         | 8 589          | 0        | 0            | 10 860        | 14 749         | 21 412         | 25 522         |  |
|                        | 2 189          | 7 612         | 8 163          | 0        | 0            | 9 916         | 13 499         | 19 718         | 23 851         |  |
| <b>Total</b>           | <b>158 204</b> | <b>59 386</b> | <b>58 708</b>  | <b>0</b> | <b>0</b>     | <b>37 245</b> | <b>43 270</b>  | <b>254 835</b> | <b>260 181</b> |  |
|                        | <b>158 597</b> | <b>65 566</b> | <b>62 473</b>  | <b>0</b> | <b>0</b>     | <b>29 024</b> | <b>37 215</b>  | <b>253 188</b> | <b>258 285</b> |  |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial<br>2023 | Compte financier<br>2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>3 664</b>           | <b>0</b>                   |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 0                      | 0                          |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 1 800                  | 0                          |
| Autres décaissements non budgétaires  | 0                      | 0                          |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>5 464</b>           | <b>0</b>                   |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>0</b>               | <b>4 629</b>               |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 0                      | 0                          |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 0                      | 4 629                      |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>5 464</b>           | <b>4 629</b>               |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>0</b>            | <b>2 604</b>            |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 0                   | 0                       |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 0                   | 2 025                   |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                   | 0                       |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>0</b>            | <b>4 629</b>            |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>5 464</b>        | <b>0</b>                |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 1 980               | 0                       |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 3 484               | 0                       |
| <b>Total des financements</b>   | <b>5 464</b>        | <b>4 629</b>            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le solde budgétaire est positif et apparaît en nette amélioration par rapport à 2022 (+2,6 M€ en 2023 contre -0,8 M€ en 2022) et aux prévisions initiales 2023 (-3,66 M€). Il est le résultat conjugué du versement d'importantes recettes complémentaires par le ministère de la culture et d'une gestion maîtrisée des dépenses de l'établissement.

La capacité d'autofinancement s'établit à +2,73 M€ en 2023. Un apport au fonds de roulement est constaté à hauteur de 8,92 M€, en nette augmentation par rapport aux prévisions initiales (-2,44 M€). Au terme de 2023, le fonds de roulement est de 49,61 M€ et la trésorerie s'établit à 48,97 M€. Au Compte financier 2023, la variation de trésorerie s'établit à +4,6 M€ contre -5,46 M€ initialement prévue.

Les **dépenses de personnel** exécutées en 2023 s'élèvent à 158,6 M€, stables par rapport au BI 2023 (+0,4 M€). La variation à la hausse par rapport à 2022 (+5,8 M€) s'explique principalement par l'augmentation de la valeur du point d'indice de la fonction publique et par plusieurs mesures ministérielles et interministérielles décidées en cours de gestion 2023.

Les **dépenses de fonctionnement en CP** (62,47 M€) sont supérieures aux prévisions initiales du BI (+3,7 M€) en raison principalement des conséquences de l'inflation sur le coût de l'énergie. Elles apparaissent en forte progression de +9,61 M€ en AE et de +4,22 M€ en CP par rapport au CF 2022. Cette évolution s'explique notamment par les trois principaux facteurs suivants :

- l'accroissement du coût de l'énergie combiné au paiement de 13 mois d'électricité (du 1<sup>er</sup> novembre 2022 au 30 novembre 2023) pour le site François Mitterrand s'est traduit par une augmentation des dépenses liées aux fluides de 7,78 M€ en AE et de 7 M€ en CP ;
- l'augmentation du coût lié au marché de gardiennage du site de Richelieu (+3,63 M€ en AE par rapport au CF 2022) ;
- à l'inverse, l'achèvement de la majeure partie des opérations de rénovation de la phase 2 du site de Richelieu en 2022 a conduit à des baisses de dépenses (-0,42 M€ en AE et -1,35 M€ en CP).

Les **dépenses d'investissement** apparaissent en diminution par rapport aux prévisions (-8,2 M€ en AE et - 6,1 M€ en CP) ; cette diminution s'explique principalement par le cadencement de projets exceptionnels : la grande commande photographique, dont l'essentiel des AE a été inscrit en 2022 (4,4 M€) et qui présente une baisse de -1,8 M€ en CP en 2023, et l'achèvement de la rénovation du site Richelieu (-0,9 M€ en AE et -1,5 M€ en CP en 2023).

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

|  | Réalisation 2022<br>(1) | Prévision 2023<br>(2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>2 134</b>            | <b>2 212</b>          | <b>2 128</b>     |
| – sous plafond                                       | 2 122                   | 2 212                 | 2 115            |
| – hors plafond                                       | 12                      |                       | 13               |
| <i>dont contrats aidés</i>                           |                         |                       |                  |
| <i>dont apprentis</i>                                | 4                       |                       | 7                |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

Le nombre d'équivalents temps plein travaillés (ETPT) en fin d'exercice s'établit à 2 128 ETPT, dont 13 ETPT hors plafond.

Le schéma d'emploi de la BnF au 31 décembre 2023 est positif et s'élève à +18 ETP.

## OPÉRATEUR

### BPI - Bibliothèque publique d'information

## ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

### Principaux faits structurants de l'année 2023

Les entrées à la Bpi sont en augmentation de +4,4 % par rapport à 2022. 1 176 739 entrées sont enregistrées en 2023 contre 1 081 812 en 2022. Elles représentent 89 % de la fréquentation globale enregistrée en 2019, avant la crise sanitaire. La fréquentation a été réduite du fait de plusieurs mouvements sociaux, ayant entraîné des fermetures exceptionnelles (285 jours d'ouverture contre 311 en 2022).

L'année a été marquée par une recrudescence des événements culturels organisés par la Bpi dans les espaces du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (CNAC-GP), après des éditions en ligne compte tenu du contexte sanitaire, notamment :

- L'exposition « Serge Gainsbourg, le mot exact » qui s'est tenue du 25 janvier au 3 septembre 2023. L'exposition, conçue et présentée par la Bpi dans les mois précédant l'ouverture de la maison de l'artiste rue de Verneuil, à Paris, a accueilli un public nombreux. En raison de son succès, elle a été prolongée de plus de 3 mois, totalisant 191 773 visiteurs sur 32 semaines d'exploitation ;
- L'exposition « Posy Simmonds, dessiner la littérature », qui se tient du 22 novembre 2023 au 1<sup>er</sup> avril 2024, confirme la place particulière et l'expertise de la Bpi sur la BD ;
- Le festival de littérature contemporaine Effractions, Réel/fiction s'est tenu du 8 au 12 mars 2023. Sa quatrième édition a réuni quarante-cinq auteur/rices, intervenant/es et artistes, durant cinq jours. Trente-quatre manifestations ont été organisées, rassemblant 1 830 participant/es sur place, et plus de 5 000 à distance ;
- La 45<sup>e</sup> édition de Cinéma du réel du 24 mars au 2 avril 2023 a enregistré un total de 21 477 spectateurs en salle, fréquentation équivalente à celle de 2019 où 22 127 spectateurs avaient été comptabilisés ;
- S'agissant de la programmation de la Cinémathèque du documentaire, la Bpi a organisé 332 séances dans les salles de cinéma du Centre Pompidou, réunissant plus de 16 000 spectateurs.

## Gouvernance et pilotage stratégique

Le président du CNAC-GP, M. Laurent Le Bon, a été nommé en juillet 2021. La directrice de la Bpi, Mme Christine Carrier, a été renouvelée pour un dernier mandat de trois ans, en octobre 2021.

À la suite du report des travaux de rénovation initialement prévus pour la Bpi, le schéma directeur culturel (travaux de rénovation technique) du CNAC-GP a intégré cette dernière. Dans l'attente du lancement de ce schéma, la bibliothèque a engagé, fin 2021, des travaux en site occupé, qui se sont achevés en 2022. Ils ont permis l'amélioration significative de la qualité esthétique des lieux et le confort des usagers, avant le départ de l'établissement vers un site provisoire pour la durée de travaux en site fermé. La fermeture pour travaux du CNAC-GP, prévue de 2025 à 2029, permettra d'effectuer une rénovation complète des espaces de la Bpi.

L'année 2023 a été marquée par la signature du bail avec le propriétaire de l'immeuble « Lumière », situé dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui accueillera la Bpi pendant la fermeture du Centre Pompidou. La Bpi y déménagera en 2025, aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages du bâtiment Lumière, après avoir effectué les travaux d'aménagement nécessaires au cours de l'année 2024.

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense                                 | Réalisation 2022              |                        | Prévision LFI 2023            |                        | Réalisation 2023              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P361 – Transmission des savoirs et<br/>démocratisation de la culture</b> | <b>58</b>                     | <b>58</b>              |                               |                        | <b>40</b>                     | <b>40</b>              |
| Subventions pour charges de service public                                  | 58                            | 58                     |                               |                        | 40                            | 40                     |
| <b>P224 – Soutien aux politiques du ministère de la<br/>culture</b>         |                               |                        |                               |                        | <b>117</b>                    | <b>93</b>              |
| Transferts  |                               |                        |                               |                        | 117                           | 93                     |
| <b>P334 – Livre et industries culturelles</b>                               | <b>42 877</b>                 | <b>15 600</b>          | <b>7 508</b>                  | <b>9 332</b>           | <b>7 485</b>                  | <b>9 308</b>           |
| Subventions pour charges de service public                                  | 36 074                        | 6 734                  | 7 097                         | 7 097                  | 7 094                         | 8 917                  |
| Dotations en fonds propres  | 6 803                         | 8 866                  |                               |                        | 391                           | 391                    |
| Subventions d'investissement  |                               |                        | 412                           | 2 235                  |                               |                        |
| <b>Total</b>  | <b>42 935</b>                 | <b>15 658</b>          | <b>7 508</b>                  | <b>9 332</b>           | <b>7 642</b>                  | <b>9 442</b>           |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

En LFI 2023, les subventions courantes allouées à l'établissement ont été ajustées à la hausse du fait de l'inflation (+0,2 M€ de crédits en fonctionnement et +30 k€ en investissement) auxquels s'ajoutent 55 k€ en fonctionnement (nets de gel) permettant de compenser l'augmentation du point d'indice (1<sup>er</sup> juillet 2022).

Sur le programme 334, l'écart de +1820 k€ en fonctionnement entre les crédits votés en LFI 2023 et l'exécution 2023 s'explique par :

- l'application de la mise en réserve de précaution (-226 k€ en AE=CP) ;
- le versement en fonctionnement des crédits initialement inscrits en investissement en LFI 2023 pour financer les loyers, charges et taxes du lieu provisoire (+1 823 k€) ;
- l'octroi d'une subvention complémentaire permettant de compenser l'augmentation du point d'indice (1<sup>er</sup> juillet 2022) (56 k€) ;
- un dégel pour compenser l'inflation (+150 k€) ;
- l'octroi d'une subvention complémentaire au titre de la participation de la Bpi à l'organisation de la journée d'étude « mesurer la fréquentation des bibliothèques » (5 k€) ;
- le versement d'une subvention complémentaire pour des mesures catégorielles (12,5 k€).

En investissement, l'écart de -1844 k€ s'explique d'une part par le versement en fonctionnement des crédits initialement inscrits en investissement en LFI 2023 pour financer les loyers, charges et taxes du lieu provisoire (-1 823 k€) et d'autre part, par l'application de la réserve de précaution (-21 k€), non dégelée en fin de gestion.

Par ailleurs, le ministère de la culture a accompagné la Bpi dans le cadre de ses actions en faveur de l'EAC, des publics spécifiques et des débats d'actualité ; 40 k€ ont été alloués à ce titre (PG 361).

Enfin, 137 k€ en AE et 117 k€ en CP ont été versés depuis le P224 pour des dépenses au titre de l'action sociale et les fonctions informatiques.

## COMPTE FINANCIER 2023

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits  | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|---|---------------------|-------------------------|
| Personnel<br><i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>              | 2 895               | 2 716                   | Subventions de l'État<br>– subventions pour charges de service public<br>– crédits d'intervention( transfert) | 6 944<br>6 944      | 9 074<br>9 074          |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel                             | 4 982               | 5 496                   | Fiscalité affectée  |                     |                         |
| Intervention (le cas échéant)   |                     |                         | Autres subventions  | 434                 | 524                     |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 600                 | 847                     | Revenus d'activité et autres produits   | 580                 | 615                     |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>         | 600                 | 847                     | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>  |                     | 4                       |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>                 |                     |                         | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>  |                     |                         |
|   |                     |                         | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>                            | 400                 | 427                     |
| <b>Total des charges</b>  | <b>7 877</b>        | <b>8 211</b>            | <b>Total des produits</b>   | <b>7 958</b>        | <b>10 212</b>           |
| Résultat : bénéfice   | 81                  | 2 001                   | Résultat : perte  |                     |                         |
| Total : équilibre du CR   | 7 958               | 10 212                  | Total : équilibre du CR   | 7 958               | 10 212                  |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       |                     |                         | Capacité d'autofinancement                             | 281                 | 2 417                   |
| Investissements                      | 532                 | 524                     | Financement de l'actif par l'État                      | 2 123               | 391                     |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      |                     |                         |
| Remboursement des dettes financières |                     |                         | Augmentation des dettes financières                    |                     |                         |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>532</b>          | <b>524</b>              | <b>Total des ressources</b>                            | <b>2 405</b>        | <b>2 808</b>            |
| Augmentation du fonds de roulement   | 1 873               | 2 284                   | Diminution du fonds de roulement                       |                     |                         |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat positif de l'année 2023 (+2 M€) s'explique notamment par le versement, en gestion, de crédits de fonctionnement destinés à financer les loyers, charges et taxes du lieu provisoire qui accueillera la Bpi durant la période de fermeture du Centre Pompidou.

Le montant élevé de ce résultat patrimonial a un effet direct sur le niveau de la capacité d'autofinancement de la Bpi (+2,4 M€ en 2023). Sur les 23,2 M€ de trésorerie au 31/12/2023, 21,8 M€ sont fléchés sur les projets immobiliers de la Bpi (projet de rénovation de la bibliothèque et financement des loyers du lieu provisoire).

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 20 984                | 22 262              | 23 210                |

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                     | Budget initial 2023 |              | Compte financier 2023 * |              |
|--|---------------------|--------------|-------------------------|--------------|
|  | AE                  | CP           | AE                      | CP           |
| Personnel                                    | 2 995               | 2 995        | 2 926                   | 2 926        |
| Fonctionnement                               | 36 608              | 4 482        | 36 857                  | 4 435        |
| Intervention                                 | 0                   | 0            | 0                       | 0            |
| Investissement                               | 532                 | 532          | 528                     | 590          |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>      | <b>40 135</b>       | <b>8 009</b> | <b>40 311</b>           | <b>7 951</b> |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 0                   | 0            | 0                       | 0            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>7 525</b>        | <b>7 847</b>            |
| Subvention pour charges de service public       | 6 926               | 7 094                   |
| Autres financements de l'État                   | 409                 | 455                     |
| Fiscalité affectée                              | 0                   | 0                       |
| Autres financements publics                     | 10                  | 4                       |
| Recettes propres                                | 180                 | 295                     |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>2 156</b>        | <b>2 348</b>            |
| Financements de l'État fléchés                  | 1 732               | 1 917                   |
| Autres financements publics fléchés             | 424                 | 431                     |
| Recettes propres fléchées                       | 0                   | 0                       |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>9 682</b>        | <b>10 196</b>           |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b> | <b>1 673</b>        | <b>2 245</b>            |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>  | <b>0</b>            | <b>0</b>                |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination<br><i>Budget initial<br/>Compte financier *</i> | Personnel              | Fonctionnement           |                        | Intervention   |                | Investissement     |                    | Total                    |                        |
|---|------------------------|--------------------------|------------------------|----------------|----------------|--------------------|--------------------|--------------------------|------------------------|
|   | AE = CP                | AE                       | CP                     | AE             | CP             | AE                 | CP                 | AE                       | CP                     |
| Accueil des publics   | 460<br>427             | 336<br>433               | 387<br>453             | 0<br>0         | 0<br>0         | 81<br>50           | 81<br>50           | 877<br>910               | 928<br>930             |
| Coopération   | 0<br>0                 | 263<br>246               | 269<br>207             | 0<br>0         | 0<br>0         | 50<br>81           | 50<br>81           | 313<br>326               | 319<br>287             |
| Fonctions supports  | 1 914<br>1 882         | 33 525<br>33 943         | 1 199<br>1 462         | 0<br>0         | 0<br>0         | 388<br>385         | 388<br>446         | 35 826<br>36 211         | 3 500<br>3 790         |
| Offre documentaire  | 290<br>287             | 1 556<br>1 460           | 1 580<br>1 481         | 0<br>0         | 0<br>0         | 0<br>0             | 0<br>0             | 1 847<br>1 747           | 1 871<br>1 768         |
| Valorisation de l'offre documentaire                        | 331<br>330             | 928<br>774               | 1 047<br>832           | 0<br>0         | 0<br>0         | 13<br>12           | 13<br>13           | 1 272<br>1 117           | 1 392<br>1 175         |
| <b>Total</b>  | <b>2 995<br/>2 926</b> | <b>36 608<br/>36 857</b> | <b>4 482<br/>4 435</b> | <b>0<br/>0</b> | <b>0<br/>0</b> | <b>532<br/>528</b> | <b>532<br/>590</b> | <b>40 135<br/>40 311</b> | <b>8 009<br/>7 951</b> |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial<br>2023 | Compte financier<br>2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 0                      | 0                          |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 0                      | 0                          |
| Autres décaissements non budgétaires  | 0                      | 0                          |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>1 673</b>           | <b>2 245</b>               |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 1 732                  | 1 823                      |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 0                      | 422                        |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>1 673</b>           | <b>2 245</b>               |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial<br>2023 | Compte financier<br>2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>1 673</b>           | <b>2 245</b>               |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 0                      | 0                          |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 0                      | 0                          |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                      | 0                          |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>1 673</b>           | <b>2 245</b>               |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 0                      | 0                          |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 59                     | 0                          |
| <b>Total des financements</b>   | <b>1 673</b>           | <b>2 245</b>               |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le solde budgétaire s'élève à +2,2 M€ à l'issue de l'exercice 2023. Ce solde budgétaire positif s'explique principalement par les recettes encaissées au titre de la relocalisation temporaire. Ces crédits feront l'objet de

décassements sur les exercices ultérieurs (conformément aux conditions financières prévues au bail de location). Le solde budgétaire est également en augmentation par rapport au budget initial en raison des recettes complémentaires obtenues en fin de gestion.

Les dépenses de personnel s'élèvent à 2,93 M€ en AE = CP. Le taux de consommation apparaît en légère diminution par rapport au CF 2022 (97,7 % soit -40 k€ contre 100 % en 2022) du fait du décalage de recrutements en 2024, lié aux calendriers de concours.

**Les dépenses de fonctionnement**, soit 36,86 M€ en AE et 4,43 M€ en CP, sont exécutées à hauteur de 99,7 % en AE (98 % retraité du bail) et 91,1 % en CP, en hausse significative en AE par rapport à 2022 (+32 M€) et en baisse en CP (-0,36 M€). La hausse en AE s'explique par l'engagement du bail consécutif à sa signature (32,3 M€). La légère sous-consommation en CP s'explique notamment par le déploiement d'un nouveau système d'information financier qui a entraîné un décalage du calendrier de gestion.

**L'enveloppe d'investissement** (0,53 M€ en AE et 0,59 M€ en CP) est exécutée à hauteur de 99,2 % en AE et 88,4 % en CP. Le taux d'exécution en CP est en baisse par rapport au CF 2022 (97,7 % en CP en 2022) du fait du changement de SI financier.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

|  | Réalisation 2022<br>(1) | Prévision 2023<br>(2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>60</b>               | <b>67</b>             | <b>58</b>        |
| – sous plafond                                       | 51                      | 60                    | 54               |
| – hors plafond                                       | 9                       | 7                     | 4                |
| <i>dont contrats aidés</i>                           | 3                       |                       |                  |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         | 3                     |                  |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> | <b>183</b>              | <b>206</b>            | <b>198</b>       |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       | 183                     | 206                   | 198              |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

En 2023, le nombre d'équivalents temps plein travaillés (ETPT) s'établit à 54,43 pour les effectifs sous plafond de la Bpi.

Le schéma d'emplois 2023 de l'établissement au 31/12/2023 est nul.

## OPÉRATEUR

CNM - Centre national de la musique

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

#### Principaux faits structurants de l'année 2023

Les trois premières années d'existence du Centre national de la musique (CNM), créé le 1<sup>er</sup> janvier 2020, ont été marquées par une extrême mobilisation visant à la mise en œuvre des mesures de secours et de soutien à l'ensemble des structures de la filière musicale, très impactée par le contexte sanitaire. En 2023, des reports et reliquats lui ont permis d'opérer un budget d'intervention de l'ordre de 65 M€, traduisant une forte évolution des besoins de la filière entre la création de l'établissement et l'après-crise. Cette évolution a justifié la conduite d'un rapport parlementaire sur le financement de l'établissement et plus globalement du soutien à la filière, et l'introduction en loi de finances pour 2024 d'une nouvelle ressource fiscale affectée au CNM.

En parallèle, le CNM a poursuivi sa structuration administrative, à la suite de l'intégration en 2020 des associations d'intérêt général de la filière musicale : Bureau Export de la musique française (Burex), Fonds pour la Création Musicale (FCM), Club action des labels et des disquaires indépendants français (CALIF), Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles (IRMA). En 2023, cette structuration s'est matérialisée notamment à travers l'avancée de nombreux chantiers sociaux tels que l'élaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels, la signature d'un accord « Dialogue social », l'adoption d'un règlement intérieur, le déploiement d'un plan de formation, la signature d'un accord sur le télétravail, et la déclinaison en projets opérationnels des orientations stratégiques approuvées par son Conseil d'administration pour la période 2023-2025.

#### Gouvernance et pilotage stratégique

Le décret n° 2019-1445 du 24 décembre 2019 relatif au Centre national de la musique précise la composition et les attributions du conseil d'administration (CA) de l'établissement et lui adjoint un conseil professionnel (CP) dont la vocation est de représenter la filière musicale.

Le CA comprend 25 membres, outre le président de l'établissement : sept représentants de l'État, cinq dirigeants d'établissements publics nationaux, six personnalités qualifiées désignées par le ministre chargé de la culture, cinq représentants d'organismes de gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et deux représentants élus par le personnel permanent de l'établissement. Il règle par ses délibérations les affaires de l'établissement.

Le CP comporte 40 membres représentants des organisations directement concernées par l'action de l'établissement. Il émet un avis consultatif préalable à l'examen par le CA de certains projets de délibération, et peut également examiner toute question intéressant l'évolution du secteur ou l'activité de l'établissement, organiser des groupes de travail aux fins d'éclairer le CA au titre de son expertise sectorielle et professionnelle ou formuler toutes recommandations utiles au CA.

Il est prévu que le premier contrat d'objectifs et de performance (COP) du CNM soit conclu avec l'État à la fin du premier semestre 2024. Celui-ci pourra s'appuyer sur les orientations stratégiques 2023-2025 approuvées par le Conseil d'administration en fin d'année 2022.

**FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT**

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense                             | Réalisation 2022           |                     | Prévision LFI 2023         |                     | Réalisation 2023           |                     |
|---|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|   | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| <b>P185 – Diplomatie culturelle et d'influence</b>                      | <b>255</b>                 | <b>255</b>          |                            |                     | <b>255</b>                 | <b>255</b>          |
| Transferts  | 255                        | 255                 |                            |                     | 255                        | 255                 |
| <b>P131 – Création</b>  | <b>798</b>                 | <b>798</b>          |                            |                     | <b>535</b>                 | <b>535</b>          |
| Subventions pour charges de service public                              | 384                        | 384                 |                            |                     |                            |                     |
| Transferts  | 414                        | 414                 |                            |                     | 535                        | 535                 |
| <b>P361 – Transmission des savoirs et démocratisation de la culture</b> | <b>110</b>                 | <b>110</b>          |                            |                     | <b>130</b>                 | <b>130</b>          |
| Transferts  | 110                        | 110                 |                            |                     | 130                        | 130                 |
| <b>P334 – Livre et industries culturelles</b>                           | <b>26 794</b>              | <b>26 794</b>       | <b>27 775</b>              | <b>27 775</b>       | <b>26 687</b>              | <b>26 687</b>       |
| Subventions pour charges de service public                              | 25 764                     | 25 764              | 27 775                     | 27 775              | 26 687                     | 26 687              |
| Transferts  | 1 030                      | 1 030               |                            |                     |                            |                     |
| <b>P363 – Compétitivité</b>   | <b>30 000</b>              | <b>30 000</b>       |                            |                     |                            |                     |
| Transferts  | 30 000                     | 30 000              |                            |                     |                            |                     |
| <b>Total</b>  | <b>57 957</b>              | <b>57 957</b>       | <b>27 775</b>              | <b>27 775</b>       | <b>27 607</b>              | <b>27 607</b>       |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

La dotation budgétaire 2023 du CNM connaît plusieurs écarts par rapport aux dotations prévues en LFI, en raison :

- d'un transfert de 190 k€ issu du P131 versés par la DGCA au titre du soutien aux festivals et aux résidences ;
- de transferts à hauteur de 475 k€ correspondant aux contributions d'administrations déconcentrées à l'action territoriale de l'établissement (à travers les contrats de filière régionaux), dont 345 k€ depuis le P131 et 130 k€ depuis le P361 ;
- 255 k€ de crédits d'intervention versés par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ;
- d'un écart de 1,1 M€ entre la LFI 2023 et la réalisation 2023 correspondant à la réserve de précaution prélevée sur la subvention pour charges de service public (P 334), et dont le dégel n'a pas été obtenu en 2023.

**PLAN DE RELANCE**

S'agissant des crédits attribués au Centre national de la musique dans le cadre du Plan de relance (175 M€ en 2021 et 30 M€ en 2022 en AE et CP), qui ont permis à l'établissement de mettre en œuvre un ensemble de mesures destinées au soutien à la filière musicale fortement impacté par la crise sanitaire, ils ont été consommés par l'établissement à l'issue de l'année 2023 selon les proportions détaillées ci-dessous.

|                               | Réception des crédits |             |            |            | Consommation                    |            |                                 |             |                                 |            | Reliquat |           | Commentaire (détails sur le reliquat)  |
|-------------------------------|-----------------------|-------------|------------|------------|---------------------------------|------------|---------------------------------|-------------|---------------------------------|------------|----------|-----------|--|
|                               | 2021                  |             | 2022       |            | crédits consommés au 31/12/2021 |            | crédits consommés au 31/12/2022 |             | crédits consommés au 31/12/2023 |            | AE       | CP        |  |
| Dispositif du Plan de Relance | AE                    | CP          | AE         | CP         | AE                              | CP         | AE                              | CP          | AE                              | CP         | AE       | CP        |  |
| Plan filière musique - CNM    | 175 000 000           | 175 000 000 | 30 000 000 | 30 000 000 | 93 272 201                      | 85 498 528 | 111 727 799                     | 106 560 866 |                                 | 11 754 543 | -        | 1 186 067 | Le reliquat de 1,19 M€ observé fin 2023 a été reprogrammé au 01 de l'établissement afin de poursuivre le financement de la bourse aux auteurs-compositeurs, lancé dans le cadre du plan de relance |

## COMPTE FINANCIER 2023

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits  | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 *  |
|---|---------------------|-------------------------|---|---------------------|--------------------------|
| Personnel<br><i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>  | 9 200<br>170        | 8 384<br>196            | Subventions de l'État<br><i>– subventions pour charges de service public</i><br><i>– crédits d'intervention( transfert)</i>   | 29 169<br>29 169    | 27 740<br>27 740         |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel   | 8 400               | 11 279                  | Fiscalité affectée  | 32 000              | 49 105                   |
| Intervention (le cas échéant)   | 100 620             | 90 389                  | Autres subventions  | 1 660               | 6 039                    |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention<br><i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i><br><i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | 17 950<br>17 950    | 1 203<br>1 203          | Revenus d'activité et autres produits<br><i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i><br><i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i><br><br><i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 5 015               | 10 486<br>249<br><br>105 |
| <b>Total des charges</b>  | <b>118 220</b>      | <b>110 052</b>          | <b>Total des produits</b>   | <b>67 844</b>       | <b>93 369</b>            |
| Résultat : bénéfice   |                     |                         | Résultat : perte  | 50 376              | 16 683                   |
| Total : équilibre du CR   | 118 220             | 110 052                 | Total : équilibre du CR   | 118 220             | 110 052                  |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       | 32 426              | 15 834                  | Capacité d'autofinancement                             |                     |                         |
| Investissements                      | 60                  | -457                    | Financement de l'actif par l'État                      |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      |                     | 13 423                  |
| Remboursement des dettes financières |                     |                         | Augmentation des dettes financières                    |                     |                         |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>32 486</b>       | <b>15 377</b>           | <b>Total des ressources</b>                            |                     | <b>13 423</b>           |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     |                         | Diminution du fonds de roulement                       | 32 486              | 1 954                   |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le budget initial (BI) 2023 du CNM prévoyait un déficit de 50,4 M€, traduisant le financement d'interventions sur l'année *n* par prélèvement sur le fonds de roulement, auquel sont versés les reliquats de l'année *n-1*. Il atteint *in fine* un résultat comptable 2023 de -16,7 M€, en amélioration de +33,7 M€.

Ce résultat reflète une nouvelle fois des reports exceptionnels de l'exercice 2023 sur l'exercice 2024, correspondant pour partie à des interventions 2023 qui n'ont pas pu être traitées sur l'exercice, mais traduisant également un déséquilibre structurel entre les ressources et les besoins de financements de l'établissement, que la création d'une nouvelle taxe affectée (taxe « streaming ») en LFI 2024 doit permettre de résorber.

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 148 578               | 57 399              | 121 985               |

Le niveau final de trésorerie au 31 décembre 2023 reste élevé bien qu'en baisse par rapport à 2022 (-26,6 M€). Cet écart s'explique par le financement d'interventions sur l'année *n* par prélèvement sur le fonds de roulement, auquel sont versés les reliquats de l'année *n-1*.

Le niveau final de trésorerie 2023 est toutefois en amélioration par rapport aux prévisions du budget initial 2023, d'une part du fait du décalage à 2024 d'interventions 2023 qui n'ont pas pu être traitées sur l'exercice et d'autre part du fait d'un recouvrement de la taxe billetterie plus important que prévu au BI (+19,3 M€).

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                     | Budget initial 2023 |                | Compte financier 2023 * |                |
|--|---------------------|----------------|-------------------------|----------------|
|  | AE                  | CP             | AE                      | CP             |
| Personnel                                    | 9 200               | 9 200          | 8 840                   | 8 840          |
| Fonctionnement                               | 8 400               | 8 400          | 8 130                   | 7 488          |
| Intervention                                 | 117 620             | 117 620        | 85 031                  | 97 243         |
| Investissement                               | 1 400               | 1 400          | 865                     | 610            |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>      | <b>136 620</b>      | <b>136 620</b> | <b>102 866</b>          | <b>114 182</b> |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 170                 | 170            | 222                     | 222            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>61 534</b>       | <b>85 513</b>           |
| Subvention pour charges de service public       | 26 549              | 26 687                  |
| Autres financements de l'État                   | 0                   | 255                     |
| Fiscalité affectée                              | 30 000              | 49 290                  |
| Autres financements publics                     | 0                   | 145                     |
| Recettes propres                                | 4 985               | 9 137                   |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>4 310</b>        | <b>4 448</b>            |
| Financements de l'État fléchés                  | 2 620               | 1 242                   |
| Autres financements publics fléchés             | 1 660               | 3 169                   |
| Recettes propres fléchées                       | 30                  | 37                      |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>65 844</b>       | <b>89 961</b>           |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b> | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>  | <b>70 776</b>       | <b>24 221</b>           |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination<br><i>Budget initial<br/>Compte financier *</i> | Personnel              | Fonctionnement         |                        | Intervention              |                           | Investissement       |                      | Total                      |                            |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|---------------------------|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | AE = CP                | AE                     | CP                     | AE                        | CP                        | AE                   | CP                   | AE                         | CP                         |
| Edition   | 0<br>0                 | 100<br>174             | 100<br>159             | 0<br>0                    | 0<br>0                    | 0<br>0               | 0<br>0               | 100<br>174                 | 100<br>159                 |
| Formation   | 0<br>0                 | 266<br>284             | 266<br>277             | 0<br>0                    | 0<br>0                    | 0<br>0               | 0<br>0               | 266<br>284                 | 266<br>277                 |
| Ressource Observation                                       | 0<br>0                 | 2 640<br>2 004         | 2 640<br>1 826         | 0<br>0                    | 0<br>0                    | 0<br>0               | 0<br>0               | 2 640<br>2 004             | 2 640<br>1 826             |
| Support   | 9 200<br>8 840         | 5 394<br>5 668         | 5 394<br>5 227         | 0<br>0                    | 0<br>0                    | 1 400<br>865         | 1 400<br>610         | 15 994<br>15 374           | 15 994<br>14 677           |
| Taxe Fiscale  | 0<br>0                 | 0<br>0                 | 0<br>0                 | 117 620<br>85 031         | 117 620<br>97 243         | 0<br>0               | 0<br>0               | 117 620<br>85 031          | 117 620<br>97 243          |
| <b>Total</b>  | <b>9 200<br/>8 840</b> | <b>8 400<br/>8 130</b> | <b>8 400<br/>7 488</b> | <b>117 620<br/>85 031</b> | <b>117 620<br/>97 243</b> | <b>1 400<br/>865</b> | <b>1 400<br/>610</b> | <b>136 620<br/>102 866</b> | <b>136 620<br/>114 182</b> |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial<br>2023 | Compte financier<br>2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>70 776</b>          | <b>24 221</b>              |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 0                      | 0                          |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 0                      | 0                          |
| Autres décaissements non budgétaires  | 10 000                 | 20 432                     |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>80 776</b>          | <b>44 653</b>              |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 39 109                 | 0                          |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 0                      | 0                          |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>80 776</b>          | <b>44 653</b>              |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial<br>2023 | Compte financier<br>2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 650                    | 888                        |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 0                      | 0                          |
| Autres encaissements non budgétaires  | 10 000                 | 17 172                     |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>10 650</b>          | <b>18 060</b>              |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>70 126</b>          | <b>26 593</b>              |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 0                      | 718                        |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 109 235                | 25 874                     |
| <b>Total des financements</b>   | <b>80 776</b>          | <b>44 653</b>              |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

Le budget exécuté 2023 détaillé ci-dessus se compose de 89,9 M€ de recettes et 114,2 M€ de dépenses en CP (102,9 M€ en AE), soit un différentiel de +24,1 M€ en recettes et de -22,4 M€ en dépenses en CP (-33,7 M€ en AE) par rapport au budget initial 2023 :

- L'écart observé sur les recettes s'explique principalement par une hausse de +19,3 M€ de la taxe billetterie recouvrée par l'établissement, en lien avec un effet volume (nombreux concerts reportés à l'été 2023 à la suite de la crise sanitaire) et un effet prix (hausse générale des tarifs des billets de concerts).
- L'écart observé sur les dépenses s'explique principalement par la baisse des dépenses d'intervention entre le BI 2023 et le réalisé (-32,6 M€ en AE et -20,4 M€ en CP), en lien d'une part avec le report en 2024 du versement 6,9 M€ d'aides sélectives ainsi que la consommation du Plan Lieux prévue à 330,7 k€ dans l'arrêté des comptes 2023 contre un montant de 33 M€ inscrit au BI 2023 (enveloppe pluriannuelle ayant vocation à être consommées sur plusieurs exercices).

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

|  | Réalisation 2022<br>(1) | Prévision 2023<br>(2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>113</b>              | <b>111</b>            | <b>117</b>       |
| – sous plafond                                       | 109                     | 111                   | 108              |
| – hors plafond                                       | 4                       |                       | 9                |
| <i>dont contrats aidés</i>                           |                         |                       |                  |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       | 9                |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

En 2023, en matière d'emplois, l'exécution au 31 décembre 2023 est légèrement en-deçà du plafond de 111 ETPT, à 108,15 ETPT. Les ETPT hors plafond s'élèvent à 8,71 ETPT. Ce léger écart s'explique par des vacances de postes (délais entre le départ et le recrutement des personnels).

Exprimé en ETP, l'effectif sous plafond au 31/12/2023 s'élève à 111,31 contre 106,3 au 31/12/2022, soit un schéma d'emploi de +5,01 ETP sur l'année 2023.

## OPÉRATEUR

CNL - Centre national du livre

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

#### Principaux faits structurants de l'année 2023

En 2023, le CNL a poursuivi son soutien en direction des acteurs de la chaîne du livre : auteurs et traducteurs, éditeurs, revues, librairies, manifestations littéraires, bibliothèques (publics spécifiques), structures portant des projets collectifs. Il a de nouveau organisé deux grandes manifestations nationales : les Nuits de la lecture ; Partir en livre.

Le CNL a également soutenu l'amorçage du projet de l'interprofession destiné à mieux connaître les ventes de livres en France (« Filéas »), ce qui améliorera la gestion des entreprises (tirages, réimpressions, etc.) et l'information des auteurs. Le CNL a mis fin au dispositif d'aide aux publications numériques mais a affermi le dispositif d'aide à la création et au développement de collections de livres audio, jusqu'ici expérimental.

L'établissement a conclu de nouveaux contrats de filière avec les services déconcentrés de l'État (DRAC) et les conseils régionaux, et a dressé un bilan des soutiens publics aux acteurs du livre dans les différentes régions.

#### Gouvernance et pilotage stratégique

Le CNL est dirigé, depuis le 18 novembre 2020, par une Présidente, Mme Régine Hatchondo, dont le mandat a été renouvelé une deuxième fois, par décret du 20 novembre 2023. Elle est secondée par un directeur général.

Le contrat d'objectifs et de performance 2022/2026 a été approuvé par le conseil d'administration du CNL, le 21 juin 2022.

En matière immobilière, le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2023/2027 a été approuvé le 11 janvier 2024 par le ministère de la culture. Il prévoit de mener sur la période des travaux de remise aux normes et de rénovation énergétique du bâtiment.

### FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense                                 | Réalisation 2022              |                        | Prévision LFI 2023            |                        | Réalisation 2023              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P361 – Transmission des savoirs et<br/>démocratisation de la culture</b> | <b>400</b>                    | <b>400</b>             |                               |                        | <b>400</b>                    | <b>400</b>             |
| Subventions pour charges de service public                                  | 400                           | 400                    |                               |                        | 400                           | 400                    |
| <b>P334 – Livre et industries culturelles</b>                               | <b>26 389</b>                 | <b>26 389</b>          | <b>28 452</b>                 | <b>28 452</b>          | <b>27 401</b>                 | <b>27 401</b>          |
| Subventions pour charges de service public                                  | 26 317                        | 26 317                 | 28 370                        | 28 370                 | 27 323                        | 27 323                 |
| Dotations en fonds propres  | 72                            | 72                     |                               |                        | 78                            | 78                     |
| Subventions d'investissement  |                               |                        | 82                            | 82                     |                               |                        |
| <b>P363 – Compétitivité</b>   | <b>3 000</b>                  | <b>3 000</b>           |                               |                        |                               |                        |
| Transferts  | 3 000                         | 3 000                  |                               |                        |                               |                        |
| <b>Total</b>  | <b>29 789</b>                 | <b>29 789</b>          | <b>28 452</b>                 | <b>28 452</b>          | <b>27 801</b>                 | <b>27 801</b>          |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

En LFI 2023, la subvention pour charges de service public (SCSP) s'est élevée à 28,4 M€ (27,14 M€ net de gel) et la subvention pour charges d'investissement (SCI) à hauteur de 82 k€ (78 k€ net de gel).

Par ailleurs, le CNL a bénéficié, par voie de reports (PLFR 2 pour 2022), de la compensation pour 2023 de l'augmentation du point d'indice intervenue au 1<sup>er</sup> juillet 2022 (hors CAS).

En fin de gestion 2023, la SCSP a fait l'objet d'un abondement complémentaire +21,5 k€ afin de compenser des mesures indemnitaires ministérielles. La subvention finale s'élevé donc à **27,3 M€**.

Pour l'organisation de la septième édition des Nuits de la lecture, le CNL a par ailleurs perçu une subvention de 400 k€ imputée sur le programme 361.

Enfin, le CNL a bénéficié du dernier versement des crédits relance en 2022 (3 M€ au titre du dispositif d'acquisition de livres par les collectivités pour les bibliothèques) ce qui explique la baisse jusqu'à due concurrence des crédits provenant du programme 363 en 2023.

Les crédits attribués au Centre national du livre dans le cadre du Plan de relance (12,16 M€ en 2021 et 3 M€ en 2022 en AE et CP), afin que l'établissement mette en œuvre des mesures de soutien aux librairies et à l'achat de livres par les bibliothèques, ont été consommés par l'établissement à l'issue de l'année 2023 selon les proportions détaillées ci-dessous.

| Dispositif du Plan de relance  | Réception des crédits |           |           |           | Consommation                    |           |                                 |           |                                 |    | Reliquat |        | Commentaire (détails sur le reliquat)   |
|--|-----------------------|-----------|-----------|-----------|---------------------------------|-----------|---------------------------------|-----------|---------------------------------|----|----------|--------|---|
|  | 2021                  |           | 2022      |           | crédits consommés au 31/12/2021 |           | crédits consommés au 31/12/2022 |           | crédits consommés au 31/12/2023 |    | AE       | CP     |   |
|  | AE                    | CP        | AE        | CP        | AE                              | CP        | AE                              | CP        | AE                              | CP |          |        |   |
| Plan filière livre - modernisation des librairies - crédits CNL                                      | 5 160 949             | 5 160 949 |           |           | 2 544 000                       | 2 544 000 | 2 616 949                       | 2 616 949 |                                 |    | -        | -      | Dispositif financé dans le cadre du plan de soutien aux librairies (LFR 2020 du 30 juillet 2020) sur crédits du P334 et par les crédits du plan de relance P363, en 2021-2022, le reliquat de crédits s'élève à 0,36 M€ sur crédits LFR 2020-P334. Les crédits relance-P363 ont été épuisés à eux intégralement consommés.  |
| Plan filière livre -Financement des achats de livres auprès des librairies par les bibliothèques-CNL | 7 000 000             | 7 000 000 | 3 000 000 | 3 000 000 | 7 599 649                       | 7 599 649 | 2 364 976                       | 2 364 976 |                                 |    | 35 375   | 35 375 | sur le reliquat initial de 505 375 €, 470 000 € ont été redéploés vers les librairies francophones, dans le cadre d'une aide d'urgence mise en place et approuvée par le conseil d'administration du CNL en septembre 2022. S'agissant de l'aide aux achats de livres par les bibliothèques, le CNL est chargé de la vérification du service et fait, et le cas échéant, de la répartition des crédits indûment perçus. Les crédits non consommés doivent être restitués au budget général. |

## COMPTE FINANCIER 2023

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel   | 4 658               | 4 555                   | Subventions de l'État  | 27 987              | 27 723                  |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>                           | 300                 | 372                     | <i>– subventions pour charges de service public</i>                                | 27 987              | 27 723                  |
|   |                     |                         | <i>– crédits d'intervention( transfert)</i>  |                     |                         |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel                             | 4 399               | 4 542                   | Fiscalité affectée   |                     |                         |
| Intervention (le cas échéant)   | 20 020              | 20 269                  | Autres subventions   |                     |                         |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 230                 | 297                     | Revenus d'activité et autres produits  | 398                 | 933                     |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>         | 230                 | 297                     | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>               | 50                  | 8                       |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>                 |                     |                         | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>                                 |                     |                         |
|   |                     |                         | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 48                  | 65                      |
| <b>Total des charges</b>  | <b>29 077</b>       | <b>29 365</b>           | <b>Total des produits</b>  | <b>28 385</b>       | <b>28 656</b>           |
| Résultat : bénéfice   |                     |                         | Résultat : perte   | 692                 | 710                     |
| Total : équilibre du CR   | 29 077              | 29 365                  | Total : équilibre du CR  | 29 077              | 29 365                  |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       | 560                 | 486                     | Capacité d'autofinancement                             |                     |                         |
| Investissements                      | 508                 | 2 491                   | Financement de l'actif par l'État                      | 78                  | 78                      |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      | 1 574               | 1 638                   |
| Remboursement des dettes financières | 1 800               |                         | Augmentation des dettes financières                    |                     |                         |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>2 868</b>        | <b>2 977</b>            | <b>Total des ressources</b>                            | <b>1 652</b>        | <b>1 716</b>            |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     |                         | Diminution du fonds de roulement                       | 1 216               | 1 260                   |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat de l'exercice apparaît proche des estimations initiales présentées au BI 2023 (-0,71 M€ contre -0,69 M€ au BI 2023). L'insuffisance d'autofinancement se réduit par rapport au BI 2023 (-0,49 M€ contre -0,56 M€ au BI 2023). Le prélèvement au fonds de roulement (FDR) apparaît également proche des estimations initiales du BI 2023 (1,26 M€ contre 1,22 M€ au BI 2023).

À fin 2023, les niveaux respectifs du fonds de roulement et de la trésorerie s'élèvent à 24,7 M€ (contre 23,3 M€ au BI 2023) et à 25,6 M€ (contre 23,3 M€ au BI 2023). Cette amélioration s'explique principalement par les clôtures d'opérations intervenues fin 2022 qui ont permis de diminuer le montant des restes à payer et d'améliorer le niveau du fonds de roulement à partir du 1<sup>er</sup> BR 2023.

## Autorisations budgétaires

Les dépenses de personnel exécutées en 2023 s'élèvent à 4,9 M€ (AE = CP), en légère sous-consommation par rapport aux prévisions 2023.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 4,5 M€ en AE et 3,8 M€ en CP à fin 2023. La sous-consommation constatée par rapport au dernier budget rectificatif 2023 s'explique principalement par des décalages de paiements, notamment ceux concernant la manifestation les « Nuits de la lecture » (-0,38 M€).

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 0,37 M€ en AE et 0,25 M€ en CP à fin 2023. Les écarts s'expliquent principalement par le retard pris dans les opérations de travaux sur le bâtiment (menuiserie) du fait d'une 1<sup>re</sup> AMO infructueuse ; ces travaux sont décalés en 2024. L'augmentation des dépenses d'investissement par rapport au CF 2022 s'explique notamment par le déploiement d'un nouveau logiciel budgétaire et comptable.

Les dépenses d'intervention s'élèvent à 20,1 M€ en AE et 20 M€ en CP à fin 2023. Les taux de consommation sont très satisfaisants (99 % AE et 98 % CP – par rapport au dernier BR de l'année) et apparaissent en augmentation par rapport à 2022 (97,9 % en AE et 95 % en CP). Le pilotage des crédits d'intervention par le CNL s'est donc amélioré. L'augmentation des recettes (notamment des SCSP) constatée au CF 2023 couplée aux sous-consommations évoquées *supra* conduit très logiquement l'établissement à présenter un déficit budgétaire en diminution par rapport aux prévisions initiales inscrites au BI 2023 (-0,45 M€ contre – 0,99 M€).

## TRÉSorerIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 26 764                | 23 301              | 25 639                |

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                     | Budget initial 2023 |               | Compte financier 2023 * |               |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
|  | AE                  | CP            | AE                      | CP            |
| Personnel                                    | 5 100               | 5 100         | 4 954                   | 4 954         |
| Fonctionnement                               | 4 414               | 3 747         | 4 486                   | 3 803         |
| Intervention                                 | 20 020              | 20 020        | 20 119                  | 20 016        |
| Investissement                               | 690                 | 508           | 372                     | 257           |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>      | <b>30 224</b>       | <b>29 375</b> | <b>29 931</b>           | <b>29 030</b> |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 300                 | 300           | 372                     | 372           |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>27 991</b>       | <b>28 083</b>           |
| Subvention pour charges de service public       | 27 701              | 27 723                  |
| Autres financements de l'État                   | 0                   | 0                       |
| Fiscalité affectée                              | 0                   | 0                       |
| Autres financements publics                     | 20                  | 30                      |
| Recettes propres                                | 270                 | 330                     |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>394</b>          | <b>499</b>              |
| Financements de l'État fléchés                  | 364                 | 400                     |
| Autres financements publics fléchés             | 0                   | 0                       |
| Recettes propres fléchées                       | 30                  | 99                      |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>28 385</b>       | <b>28 582</b>           |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b> | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>  | <b>990</b>          | <b>448</b>              |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination            | Personnel    | Fonctionnement |              | Intervention  |               | Investissement |            | Total         |               |
|------------------------|--------------|----------------|--------------|---------------|---------------|----------------|------------|---------------|---------------|
|                        | AE = CP      | AE             | CP           | AE            | CP            | AE             | CP         | AE            | CP            |
| Fonction support       | 5 100        | 1 224          | 1 190        | 0             | 0             | 690            | 508        | 7 014         | 6 798         |
|                        | 4 954        | 1 252          | 1 434        | 0             | 0             | 372            | 257        | 6 579         | 6 646         |
| Soutien à la création  | 0            | 286            | 286          | 11 108        | 11 108        | 0              | 0          | 11 394        | 11 394        |
|                        | 0            | 343            | 316          | 10 518        | 10 704        | 0              | 0          | 10 862        | 11 020        |
| Soutien à la diffusion | 0            | 172            | 172          | 5 004         | 5 004         | 0              | 0          | 5 175         | 5 175         |
|                        | 0            | 92             | 78           | 5 322         | 5 064         | 0              | 0          | 5 414         | 5 143         |
| Valorisation           | 0            | 2 732          | 2 099        | 3 909         | 3 909         | 0              | 0          | 6 641         | 6 008         |
|                        | 0            | 2 798          | 1 974        | 4 279         | 4 248         | 0              | 0          | 7 077         | 6 221         |
| <b>Total</b>           | <b>5 100</b> | <b>4 414</b>   | <b>3 747</b> | <b>20 020</b> | <b>20 020</b> | <b>690</b>     | <b>508</b> | <b>30 224</b> | <b>29 375</b> |
|                        | <b>4 954</b> | <b>4 486</b>   | <b>3 803</b> | <b>20 119</b> | <b>20 016</b> | <b>372</b>     | <b>257</b> | <b>29 931</b> | <b>29 030</b> |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>990</b>          | <b>448</b>              |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 1 800               | 2 163                   |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 35                  | 19                      |
| Autres décaissements non budgétaires  | 0                   | 42                      |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>2 825</b>        | <b>2 671</b>            |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 0                   | 86                      |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 0                   | 0                       |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>2 825</b>        | <b>2 671</b>            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 1 574               | 1 528                   |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 35                  | 19                      |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                   | 0                       |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>1 609</b>        | <b>1 547</b>            |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>1 216</b>        | <b>1 124</b>            |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 0                   | 0                       |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 1 216               | 1 210                   |
| <b>Total des financements</b>   | <b>2 825</b>        | <b>2 671</b>            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le solde budgétaire s'améliore par rapport à 2022. Il s'élève à -0,45 M€ alors qu'il était de -4,6 M€ au CF 2022 (du fait principalement de l'extinction des plans d'urgence et de relance mis en œuvre pendant la crise sanitaire).

Le prélèvement de trésorerie apparaît en légère diminution par rapport aux prévisions initiales (1,12 M€ contre 1,22 M€).

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

|  | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|----------------------|--------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>63</b>            | <b>63</b>          | <b>65</b>        |
| – sous plafond                                       | 63                   | 63                 | 63               |
| – hors plafond                                       |                      |                    | 2                |
| dont contrats aidés                                  |                      |                    |                  |
| dont apprentis                                       | 1                    |                    | 2                |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> | <b>2</b>             | <b>2</b>           | <b>2</b>         |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       | 2                    | 2                  | 2                |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                      |                    |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

62,69 ETPT ont été consommés sur le titre 3 ainsi que 2 ETPT hors plafond, correspondant à l'emploi d'apprentis, qui sont consommés à 1,61 ETPT.

Le schéma d'emplois du CNL au 31/12/2023 est de -2,9 ETP. Il s'explique par trois départs intervenus en fin d'année.

## OPÉRATEUR

CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

#### Principaux faits structurants de l'année 2023

L'année 2023 confirme le retour progressif à la normale de l'activité du secteur après plusieurs exercices atypiques, marqués par les effets de la crise sanitaire. La fréquentation des salles de cinéma s'est ainsi établie à 181 millions d'entrées, en décalage de seulement -13,1 % par rapport à la moyenne historiquement élevée des années 2017 à 2019, et avec une part de marché des films français importante, à 39,8 %.

Pour mener les politiques qui lui sont confiées, le CNC s'est appuyé sur des ressources fiscales en hausse par rapport à 2022, notamment sous l'effet de la reprise de la fréquentation des salles de cinéma et de la régularisation, par un important acteur économique, de la taxe vidéo (TSV) avec rattrapage de la taxe due au titre des exercices 2020 à 2022.

Le CNC a poursuivi en 2023 la modernisation de ses soutiens à la filière du cinéma et de l'image animée. Parmi les réformes adoptées au cours de l'année, on peut citer la réforme des aides sélectives aux industries techniques et celle des aides en amont (écriture et développement) à l'audiovisuel.

Le CNC a parallèlement conduit **plusieurs chantiers structurants pour l'avenir de la filière** :

- premièrement, **les suites du rapport Lasserre**. Un décret a été pris à l'automne 2023 sur les engagements de programmation et sur les cartes illimitées, pour concrétiser deux des recommandations du rapport. Une proposition de loi a été adoptée au Sénat début 2024 sur les évolutions relevant du domaine législatif. En outre, la concertation sur la réforme de l'art et essai a été lancée en 2023 et pourrait aboutir sur une modification du règlement général des aides financières du CNC à l'été 2024 ;
- deuxièmement, **le lancement d'une mission sur l'état de la distribution**, souvent présentée comme le maillon le plus structurellement fragile de la filière. Elle a été confiée à Jean-Paul Cluzel et devra établir un état des lieux du secteur, de la variété de ses modèles et de leur évolution. Cette mission devra également évaluer la pertinence et l'efficacité de ces dispositifs, afin que le CNC puisse se focaliser sur la prise de risque ;
- enfin, **la consolidation des dépenses fiscales**. La loi de finances pour 2024 a prorogé à l'identique le dispositif des SOFICA pour 3 ans, ainsi que le crédit d'impôt international, de manière anticipée, permettant ce faisant de sécuriser les projets étrangers en France jusqu'en 2026. Par ailleurs, si le crédit d'impôt jeu vidéo a été borné, conformément à une tendance qui concerne progressivement tous les crédits d'impôts, ce bornage ne concerne pas les projets agréés avant la fin de l'année 2026.

S'agissant des faits marquants de l'activité de l'établissement au cours de l'année 2023, on peut citer :

- la poursuite de la **mise en œuvre du plan Action ! pour une politique publique de transition écologique et énergétique dans les secteurs du cinéma, de l'audiovisuel et de l'image animée**. À travers ce plan, le CNC poursuit deux objectifs : accompagner la filière pour répondre aux défis climatiques et en faire un moteur de la transformation écologique et énergétique de la France. L'année 2023 a notamment vu l'entrée en vigueur de l'éco-conditionnalité, puisque l'accès aux soutiens à la production cinématographique et audiovisuelle se retrouve subordonné à la fourniture de bilans carbone des œuvres. L'observatoire de la transition écologique du Centre a en outre réalisé en 2023 une étude sur l'impact environnemental des studios de tournage de cinéma. De plus, le CNC a créé et financé en partenariat avec BNP Paribas et Audiens un module de sensibilisation aux enjeux climatiques et à la production responsable des œuvres pour les

étudiants et les enseignants de première année des écoles de cinéma, de l'audiovisuel et aux autres arts de l'image animée ;

- la **poursuite des formations visant à prévenir et agir contre les violences sexistes et sexuelles au cours de l'année 2023**. Elles ont pour objet d'accompagner les employeurs des secteurs du cinéma, de l'audiovisuel et du jeu vidéo dans la mise en place d'actions de prévention des comportements inappropriés dans les écoles, sur les tournages, dans les studios et pendant la promotion des œuvres. À ce jour, plus de 5 000 professionnels, producteurs et exploitants, sont inscrits ou ont déjà suivi la formation, animée par l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT). Fin 2023, le Centre a annoncé une étape supplémentaire dans la lutte contre ces violences avec la conception d'un module de formation dont le contenu sera spécifiquement destiné aux équipes de tournage de films français. Cette formation se déroulera en partie sur le lieu même du tournage, et elle sera financée par l'AFDAS (l'Assurance formation des activités du spectacle). La mise en œuvre de cette formation deviendra une condition d'accès aux aides du Centre.

Enfin, le CNC a **poursuivi la mise en œuvre des chantiers d'amélioration de sa gestion** :

- le déploiement de « CNC MesAides », application métier de gestion dématérialisée des aides automatiques et sélectives portées par la direction de l'audiovisuel ;
- le chantier de renouvellement du système d'information budgétaire et comptable du CNC consolidant sa gestion financière au regard des exigences du décret GBCP.

### Gouvernance et pilotage stratégique

Le contrôle de la Cour des comptes portant sur la gestion de l'établissement pour les années 2011 à 2021, initié en mars 2022, a été rendu public en septembre 2023. Ce rapport n'a pas remis en cause le modèle du CNC, mais a au contraire reconnu son adaptabilité et ses réussites indéniables. S'agissant des points d'amélioration identifiés par la Cour ceux-ci sont en train d'être expertisés par le Centre et donneront lieu à des actions courant 2024.

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense   | Réalisation 2022              |                        | Prévision LFI 2023            |                        | Réalisation 2023              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P131 – Création</b>  | <b>118</b>                    | <b>118</b>             |                               |                        |                               |                        |
| Transferts  | 118                           | 118                    |                               |                        |                               |                        |
| <b>P224 – Soutien aux politiques du ministère de la culture</b>                             | <b>60</b>                     | <b>60</b>              |                               |                        | <b>5</b>                      | <b>5</b>               |
| Transferts  | 60                            | 60                     |                               |                        | 5                             | 5                      |
| <b>P334 – Livre et industries culturelles</b>   | <b>2 902</b>                  | <b>2 902</b>           |                               |                        | <b>383</b>                    | <b>383</b>             |
| Subventions pour charges de service public  | 84                            | 84                     |                               |                        | 383                           | 383                    |
| Transferts  | 2 818                         | 2 818                  |                               |                        |                               |                        |
| <b>P147 – Politique de la ville</b>   | <b>600</b>                    | <b>600</b>             |                               |                        | <b>600</b>                    | <b>600</b>             |
| Transferts  | 600                           | 600                    |                               |                        | 600                           | 600                    |
| <b>P359 – Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 (fermé en 2022)</b> | <b>65</b>                     | <b>65</b>              |                               |                        |                               |                        |
| Transferts  | 65                            | 65                     |                               |                        |                               |                        |
| <b>Total</b>  | <b>3 745</b>                  | <b>3 745</b>           |                               |                        | <b>988</b>                    | <b>988</b>             |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

L'écart entre la LFI 2023 et l'exécution 2023 sur le programme 334 – Livre et industries culturelles (+38k €) se décomposant comme suit :

- 274 890 € correspondant à une avance au CNC pour la compensation point d'indice de l'ENSMIS (LFR 2022) ;
- 24 279 € correspondant à une avance au CNC pour la compensation inflation / énergie de l'ENSMIS (LFR 2022) ;
- 84 060 € correspondant à la subvention en fonctionnement apportée par le 334 à l'opérateur au titre de la prise en charge de la complémentaire santé des agents du CNC.

L'écart entre la LFI 2023 et l'exécution 2023 sur le programme 224 – Soutien aux politiques du ministère de la culture (+5 k €) correspond à une subvention exceptionnelle attribuée au titre du soutien aux projets en faveur de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap dans les entreprises du cinéma, de l'audiovisuel, des industries techniques, de l'animation et du jeu vidéo.

## PLAN DE RELANCE

Des crédits ont été attribués au Centre national du cinéma et de l'image animée dans le cadre du Plan de relance (165 M€ AE=CP en 2021), afin que l'établissement mette en œuvre des mesures de soutien, principalement à destination des filières de production, de distribution, d'exploitation du cinéma et de l'audiovisuel. La majorité de ces crédits a été consommée par l'établissement à l'issue de l'année 2023. Les reliquats vont être consommés en 2024 (68 k€ en CP sur le soutien à l'attractivité du territoire et 525 k€ en CP correspondant à des projets relatifs à la jeunesse).

## COMPTE FINANCIER 2023

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel   | 32 688              | 32 303                  | Subventions de l'État  | 1 153               | 1 279                   |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>                           | <i>1 350</i>        | <i>1 356</i>            | <i>– subventions pour charges de service public</i>                                | <i>1 153</i>        | <i>1 279</i>            |
|   |                     |                         | <i>– crédits d'intervention( transfert)</i>  |                     |                         |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel                             | 67 561              | 153 301                 | Fiscalité affectée   | 717 989             | 821 129                 |
| Intervention (le cas échéant)   | 699 378             | 648 730                 | Autres subventions   | 2 484               | 1 992                   |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 35 495              | 90 001                  | Revenus d'activité et autres produits  | 49 967              | 50 431                  |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>         | <i>35 495</i>       | <i>90 001</i>           | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>               | <i>31 475</i>       | <i>33 219</i>           |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>                 |                     |                         | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>                                 |                     | <i>0</i>                |
|   |                     |                         | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | <i>183</i>          | <i>183</i>              |
| <b>Total des charges</b>  | <b>799 627</b>      | <b>834 333</b>          | <b>Total des produits</b>  | <b>771 593</b>      | <b>874 831</b>          |
| Résultat : bénéfice   |                     | 40 498                  | Résultat : perte   | 28 034              |                         |
| Total : équilibre du CR   | 799 627             | 874 831                 | Total : équilibre du CR  | 799 627             | 874 831                 |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       | 24 196              |                         | Capacité d'autofinancement                             |                     | 97 098                  |
| Investissements                      | 81 153              | 86 516                  | Financement de l'actif par l'État                      |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      | 49 760              | 88 687                  |
| Remboursement des dettes financières | 1 327               | 1 327                   | Augmentation des dettes financières                    |                     |                         |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>106 676</b>      | <b>87 842</b>           | <b>Total des ressources</b>                            | <b>49 760</b>       | <b>185 785</b>          |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     | 97 943                  | Diminution du fonds de roulement                       | 56 916              |                         |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 727 146               | 513 175             | 827 066               |

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                     | Budget initial 2023 |                | Compte financier 2023 * |                |
|--|---------------------|----------------|-------------------------|----------------|
|  | AE                  | CP             | AE                      | CP             |
| Personnel                                    | 35 868              | 35 868         | 35 189                  | 35 189         |
| Fonctionnement                               | 24 817              | 28 286         | 40 788                  | 39 136         |
| Intervention                                 | 641 192             | 651 678        | 588 912                 | 584 349        |
| Investissement                               | 79 526              | 81 143         | 87 843                  | 86 504         |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>      | <b>781 404</b>      | <b>796 975</b> | <b>752 732</b>          | <b>745 178</b> |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 1 350               | 1 350          | 1 356                   | 1 356          |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>738 009</b>      | <b>843 701</b>          |
| Subvention pour charges de service public       | 0                   | 304                     |
| Autres financements de l'État                   | 0                   | 84                      |
| Fiscalité affectée                              | 717 989             | 823 894                 |
| Autres financements publics                     | 285                 | 272                     |
| Recettes propres                                | 19 735              | 19 146                  |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>2 081</b>        | <b>3 268</b>            |
| Financements de l'État fléchés                  | 564                 | 564                     |
| Autres financements publics fléchés             | 1 502               | 2 349                   |
| Recettes propres fléchées                       | 15                  | 355                     |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>740 090</b>      | <b>846 969</b>          |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b> | <b>0</b>            | <b>101 791</b>          |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>  | <b>56 885</b>       | <b>0</b>                |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination<br><i>Budget initial<br/>Compte financier *</i>         | Personnel     |  | Fonctionnement |               | Intervention   |                | Investissement |               | Total          |                |
|---|---------------|--|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
|   | AE = CP       |  | AE             | CP            | AE             | CP             | AE             | CP            | AE             | CP             |
| Autres soutiens aux industries cinématographiques et audiovisuelles | 1 386         |  | 3 873          | 4 433         | 47 814         | 52 841         | 0              | 0             | 53 073         | 58 660         |
|   | 1 476         |  | 22 203         | 22 157        | 47 991         | 39 417         | 0              | 0             | 71 671         | 63 050         |
| Distribution, diffusion et promotion du cinéma et de l'audiovisuel  | 6 938         |  | 2 445          | 2 470         | 182 057        | 188 525        | 32 423         | 32 423        | 223 863        | 230 356        |
|   | 6 842         |  | 2 118          | 2 232         | 172 410        | 170 658        | 37 991         | 37 981        | 219 362        | 217 174        |
| Fonction support  | 14 373        |  | 15 341         | 17 622        | 0              | 0              | 9 239          | 10 258        | 38 953         | 42 253         |
|   | 13 936        |  | 14 197         | 12 788        | 0              | 0              | 10 261         | 6 127         | 38 394         | 32 851         |
| Industries techniques et innovation                                 | 962           |  | 0              | 0             | 25 508         | 29 136         | 0              | 0             | 26 470         | 30 098         |
|   | 941           |  | 0              | 0             | 22 038         | 26 101         | 0              | 0             | 22 979         | 27 043         |
| Plan numérique  | 5 571         |  | 2 697          | 3 300         | 5 500          | 7 860          | 995            | 1 082         | 14 763         | 17 813         |
|   | 5 452         |  | 1 700          | 1 694         | 2 918          | 3 624          | 220            | 516           | 10 291         | 11 286         |
| Production et création audiovisuelles                               | 3 240         |  | 201            | 201           | 273 661        | 265 117        | 14 000         | 14 000        | 291 102        | 282 558        |
|   | 3 216         |  | 309            | 162           | 250 476        | 250 621        | 13 303         | 13 227        | 267 303        | 267 226        |
| Production et création cinématographiques                           | 3 398         |  | 260            | 260           | 106 652        | 108 200        | 22 870         | 23 380        | 133 180        | 135 238        |
|   | 3 326         |  | 260            | 102           | 93 079         | 93 927         | 26 068         | 28 653        | 122 733        | 126 008        |
| <b>Total</b>  | <b>35 868</b> |  | <b>24 817</b>  | <b>28 286</b> | <b>641 192</b> | <b>651 678</b> | <b>79 526</b>  | <b>81 143</b> | <b>781 404</b> | <b>796 975</b> |
|   | <b>35 189</b> |  | <b>40 788</b>  | <b>39 136</b> | <b>588 912</b> | <b>584 349</b> | <b>87 843</b>  | <b>86 504</b> | <b>752 732</b> | <b>745 178</b> |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>56 885</b>       | <b>0</b>                |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 1 327               | 1 327                   |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 100                 | 225                     |
| Autres décaissements non budgétaires  | 0                   | 355                     |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>58 312</b>       | <b>1 907</b>            |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>0</b>            | <b>99 920</b>           |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 0                   | 712                     |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 0                   | 99 208                  |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>58 312</b>       | <b>101 827</b>          |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>0</b>            | <b>101 791</b>          |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 0                   | 0                       |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 100                 | 36                      |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                   | 0                       |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>100</b>          | <b>101 827</b>          |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>58 212</b>       | <b>0</b>                |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 3 525               | 0                       |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 54 686              | 0                       |
| <b>Total des financements</b>   | <b>58 312</b>       | <b>101 827</b>          |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

|  | Réalisation 2022<br>(1) | Prévision 2023<br>(2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>467</b>              | <b>460</b>            | <b>474</b>       |
| – sous plafond                                       | 459                     | 460                   | 459              |
| – hors plafond                                       | 8                       |                       | 15               |
| <i>dont contrats aidés</i>                           | 6                       |                       | 7                |
| <i>dont apprentis</i>                                | 11                      |                       | 8                |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

En 2023, le CNC rémunère 459 ETPT, pour un plafond d'emplois de 460 ETPT. Le schéma d'emploi est neutre en 2023.

## OPÉRATEUR

Cinémathèque française

## ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

### Principaux faits structurants de l'année 2023

L'année 2023, dans la continuité de l'année 2022, témoigne d'un retour des visiteurs avec des résultats de fréquentation à la hauteur des objectifs définis. Près de 333 000 visiteurs, spectateurs et lecteurs sont venus à la Cinémathèque française et ont participé aux activités.

Le cinéma et l'action culturelle ont bénéficié d'un excellent taux de remplissage de 53 % (contre 52 % en 2019 et 49 % en 2022). L'offre a été adaptée aux nouvelles attentes du public, en portant une attention particulière d'une part, à la programmation, et d'autre part, au rôle prescripteur de la Cinémathèque en augmentant le nombre de séances accompagnées.

Par ailleurs, le nombre de séances a été réduit, d'une part afin de s'adapter à la moindre demande et d'autre part pour des raisons budgétaires dans le contexte d'inflation (-28 % de séances par rapport à 2019). Les séances conservées sont planifiées aux horaires les plus fréquentés.

Cette politique a permis de faire venir plus de 195 000 spectateurs, soit 4 % de plus par rapport à 2022, et seulement -22 % par rapport à 2019, pour 28 % de séances en moins.

La programmation des expositions temporaires a également été modifiée dans une logique d'optimisation des coûts, avec deux expositions à l'affiche en 2023 au lieu de trois. L'exposition *TOP SECRET*, Cinéma et espionnage, ouverte en octobre 2022 a cumulé 66 000 visiteurs sur une durée extensive de 8 mois, dont 36 000 visiteurs sur 2023. La fréquentation totale de l'exposition se situe dans la moyenne des bonnes expositions à la Cinémathèque. En revanche la durée extensive d'exploitation a induit une attrition du nombre de visiteurs moyen par jour, avec 360 visiteurs par jour contre une moyenne de 500 visiteurs par jour pour les expositions d'une durée inférieure avec une fréquentation globale équivalente.

L'exposition consacrée à Agnès Varda, *VIVA VARDA !* a ouvert ses portes en octobre, la fréquentation a été supérieure aux attentes avec 32 000 visiteurs sur 2023, soit 450 visiteurs par jour.

La fréquentation du Musée Méliès est stable par rapport à 2022, avec près de 40 000 visiteurs.

Les activités éducatives (hors visites guidées) connaissent un fort succès avec notamment l'ouverture de nouveaux studios dédiés au montage et au son. Elles atteignent le record de 17 000 enfants, adolescents et adultes contre 11 000 au cours de l'année 2019.

Le projet de reconstruction du film *Napoléon* d'Abel Gance, a pris fin en 2023 avec l'enregistrement de la musique par les deux orchestres de Radio France, les premières projections et diffusions auront lieu en 2024.

### Gouvernance et pilotage stratégique

Le 6 juillet, les administrateurs du Conseil d'Administration ont reconduit le mandat des deux vice-présidents, Olivier ASSAYAS et Jean-Paul RAPPENEAU ainsi que ceux des deux secrétaires Laurence BRAUNBERGER et Nathalie BAYE, pour une durée d'un an.

Le nouveau contrat d'objectifs et de performance pour la période 2023-2025 a été voté par le Conseil d'Administration et signé à l'été avec la tutelle, le CNC, en présence du ministère de la Culture.

Le renouvellement du SPSI et l'élaboration d'un PPI en lien avec ses tutelles est l'une des priorités de la Cinémathèque pour 2024, notamment sur les problématiques de stockage des collections, d'entretien du bâtiment de Bercy ainsi que sur le renouvellement de l'équipement. Un calendrier a été défini et un premier recensement des besoins a été effectué. Deux audits, un bâtimentaire et un informatique, vont être menés afin d'établir le besoin global.

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense                             | Réalisation 2022           |                     | Prévision LFI 2023         |                     | Réalisation 2023           |                     |
|---|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|   | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| <b>P361 – Transmission des savoirs et démocratisation de la culture</b> | <b>12</b>                  | <b>12</b>           |                            |                     | <b>12</b>                  | <b>12</b>           |
| Transferts  | 12                         | 12                  |                            |                     | 12                         | 12                  |
| <b>Total</b>  | <b>12</b>                  | <b>12</b>           |                            |                     | <b>12</b>                  | <b>12</b>           |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

L'écart entre la LFI 2023 et l'exécution 2023 sur le programme 361 – Transmission des savoirs et démocratisation de la culture (+11 865 €) correspond au soutien apporté par la DRAC Île-de-France depuis plusieurs années aux enseignements obligatoires et facultatifs d'option cinéma auprès de lycées de l'académie de Paris.

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination<br><i>Budget initial<br/>Compte financier *</i> | Personnel | Fonctionnement | Intervention | Investissement | Total    |
|---|-----------|----------------|--------------|----------------|----------|
| <b>Total</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>       | <b>0</b>     | <b>0</b>       | <b>0</b> |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

|  | Réalisation 2022<br>(1) | Prévision 2023<br>(2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>210</b>              | <b>213</b>            | <b>206</b>       |
| – sous plafond                                       | 205                     | 213                   | 203              |
| – hors plafond                                       | 5                       |                       | 3                |
| <i>dont contrats aidés</i>                           |                         |                       |                  |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       |                  |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

En 2023, la Cinémathèque française a rémunéré 203 ETPT sous plafond et 3 ETPT hors plafond, pour un plafond notifié de 213 ETPT. Le schéma d'emploi est neutre en 2023.